Numéro spécial
160 pages

Béji par Caïd Essebsi

Leaders

N° 99 - Août 2019 - 4 DT • www.leaders.com.tn

Il nous manquera

En ce petit pays, il a fait naître un grand dessein

#BORN TODARE

One of the hardest-working players in the history of the sport, he has inspired generations and the growth of football around the world. Entrepreneur, philanthropist and style icon, his influence on popular culture transcends the pitch. Some are born to follow. Others are **#BornToDare**

BLACK BAY
BRONZE

TUDOR

BEN JANNET
BOULEVARD PRINCIPAL LES BERGES DU LAC 1 - TUNIS – tél. +216 71 860 475
RUE LAC VICTORIA LES BERGES DU LAC 1 - TUNIS – tél. +216 71 963 555
C.COMERCIAL TUNIS CITY «GÉANT» - TUNIS – tél. +216 70 836 224

Partenaire technologique chifco

Tunisie Telecom

SMART HOME

GÉREZ VOTRE

MAISON À DISTANCE

Smart Home est une solution qui vous permet de contrôler votre maison à distance 7j/7 et 24h/24 via un Smartphone, une tablette ou un PC que vous soyez en Tunisie ou à l'étranger
Cette solution, développée en collaboration avec Chifco, vous permet de :

- Mesurer votre consommation moyenne d'électricité,
- Etre alerté en temps réel en cas d'intrusion ou d'incidents,
- Optimiser votre consommation d'énergie via le contrôle des équipements connectés

Cette solution vous est proposée en 3 packs :

Tarif en DT TTC	Pack Energy	Pack Security	Pack Control
Abonnement mensuel	11,9	11,9	16,9
Coût Box/capteurs	705	828	1229

Pour avoir plus d'informations ou souscrire à cette solution, rendez-vous dans l'Espace TT le plus proche ou appelez notre centre de contact client au 1288.

1288
www.tunisietelecom.tn

L'édito

• Par Taoufik Habaieb

La revanche posthume de Béji Caïd Essebsi

Etait-ce écrit dans le ciel ? Il s'est éteint au moment où la Tunisie avait le plus besoin de sa sagesse, de sa pondération, de son arbitrage. Béji Caïd Essebsi nous quitte au dernier quart d'heure d'une avancée très mouvementée devant conduire la Tunisie vers de nouveaux horizons. Il nous lègue certes des acquis précieux, mais aussi, et à son corps défendant, une œuvre inachevée.

Trahi par une maladie subite qui a eu raison de toute sa résistance, il était excédé par un climat délétère qui s'amplifiait à l'approche des élections législatives et la présidentielle ; déçu, sans doute, à plus d'un titre.

Nous abandonne-t-il au milieu du gué ? De toute son énergie, Béji Caïd Essebsi tenait à aller jusqu'au bout de son mandat, gardant toujours espoir de tenir toutes ses promesses d'élections. Dans des propos prémonitoires, il nous confiait début mai dernier : « Je sais que je ne suis pas loin de la sortie et je n'ai pas l'excuse de l'ignorance». Comme dans une course contre la montre, il voulait au moins voir la Cour constitutionnelle se former et, en ultime espoir, la loi sur l'égalité successorale adoptée. Il finira par déchanter. La blessure restera profonde en lui. Et elle ne sera pas la seule.

Béji Caïd Essebsi était écœuré. Des trahisons, des lâchages, des retournements de veste, il en avait connu toute sa vie politique durant. Des attaques personnelles, viles et amorales aussi. Mais des accusations de viol de la Constitution dont il est le garant et de menace de la stabilité de l'Etat et de ses institutions, pour n'avoir pas promulgué la loi d'exclusion électorale, lui étaient insupportables.

Le jeu politique était devenu malsain, toxique, pratiqué en hold-up. Ce n'est pas ce que Béji Caïd Essebsi espérait de mieux pour la Tunisie. Cinq années de perdues, déjà à cause de la Constitution et de la loi électorale et cinq prochaines années de gâchis, faute de révision profonde, nous confiait-il.

La manipulation s'est érigée en règle. Dans les sondages, les médias et l'opinion publique. La notoriété valorisante de BCE est annoncée à l'érosion. L'appréciation de son œuvre, marquée au fer rouge. Ses détracteurs coalisés contre lui l'accusent de toutes les fautes originelles, de tous les maux dont souffre le pays. Diabolisé jusqu'à être réduit en pantin entre les mains des siens. Pouvait-il l'accepter ?

Personne ne réalise encore l'œuvre accomplie par Caïd Essebsi. Rares sont ceux qui se hissent à la hauteur de sa pensée, à la clairvoyance de ses choix, à la pertinence de ses décisions. On le donnait déjà sur le départ. Tous s'empressaient de le voir leur remettre les clés de Carthage, inconscients qu'ils sont qu'il détient, plus que le mode d'emploi, toute la sagesse du magistère, ô combien précieuse.

Il implorait le Bon Dieu de le doter d'un grande capacité de persuasion. Caïd Essebsi a-t-il fini par se départir de cette force exceptionnelle qui a été la sienne ? S'était-il résigné à baisser les bras et se laisser aller vers un monde meilleur ? Ou a-t-il préféré mettre les Tunisiens face à leurs responsabilités, en mode prenez votre avenir en main ?

Caïd Essebsi n'attendait plus rien de personne. La reconnaissance est devenue la monnaie la plus rare. Edifié par ce qui était arrivé à Bourguiba, il sait, pour l'avoir écrit lui-même, que «*c'est assurément par l'ingratitude que les peuples rendent hommage à leurs grands hommes*». Mais, il était convaincu aussi que «*lorsque le temps fera son œuvre, que le bon grain sera séparé de l'ivraie et que l'histoire prendra le pas sur l'actualité, Habib Bourguiba sortira du purgatoire...*» Lui aussi ne craignait pas le purgatoire, confiant en son œuvre. Sans tarder, le jour même de son décès, il est… plébiscité.

Sa mort aura été cependant pour lui une belle revanche. Sur nous tous. Ceux qui ont trahi, ceux qui ont hésité, ceux qui ont douté, ceux qui ont failli, ceux qui l'ont privé de leur soutien... L'immense ferveur, inégalée, suscitée par sa disparition, cette transition en douceur immédiatement enclenchée, ces éloges qui fusent de partout, de la bouche des grands de ce monde comme d'humbles citoyens, et ces funérailles grandioses qui lui sont consacrées redorent son blason.

Son dernier message résonnera dans les oreilles de ceux qui savent écouter : débrouillez-vous ! En vrais patriotes.

Béji Caïd Essebsi aura été le dernier leader de sa dimension. Il est déjà entré dans l'Histoire par la grande porte.

T.H.

STAR
Assurances تأمينات

سنة تعمّلو علِينا

إنا لله وإنا إليه راجعون

SOMMAIRE

Edito

3 La revanche posthume de Béji Caïd Essebsi
Par Taoufik Habaieb

Nation

8 Grandioses
22 Ses derniers jours, si pénibles
28 Les trois messages de Béji Caïd Essebsi
Par Ahmed Ounaïes
30 Une transition en douceur portée par Mohamed Ennaceur
32 Dans le bureau de Bourguiba
34 Une longue amitié
38 Béji par Caïd Essebsi
70 Béji Caïd Essebsi : L'homme de la seconde chance
Par Abdelhamid Larguèche
80 BCE nous quitte
Par Yadh Ben Achour
85 J'aimais sa culture, son raffinement
Par Abdelaziz Kacem
86 «En ce petit pays», il a fait naître un grand dessein
Par Elyes Jouini
89 Nous parlions de mythologie grecque !
Par Ghazi Gherairi
94 Saïda Caïd Essebsi, Si Béji, un mari et un père exceptionnel, responsable !
101 Un dimanche très familial pour BCE...avant la victoire
111 Comment exerce Béji Caïd Essebsi ?
116 La journée de BCE
122 L'hommage de la Sorbonne
126 Ni technocrate ni démagogue...
Par Arlette Chabot

Billet

160 Béji Caïd Essebsi, pourquoi avoir attendu sa mort ?
Par Hédi Béhi

Disponible sur
الخطوط التونسية TUNISAIR

Leaders

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Taoufik Habaieb

DIRECTEUR DE LA REDACTION
Hédi Behi

CONSEILLER
Abdelhafidh Harguem

COLLABORATEURS
• Walid Bel Hadj Amor • Monia Ben Jémia • Mohamed Larbi Bouguerra • Mounira Chapoutot Remadi • Rafik Darragi • Samy Ghorbal • Mourad Guellaty • Azzedine Guellouz • Mohamed Ali Halouani • Mohamed El Aziz Ben Achour • Houcine Jaidi • Mohamed Jaoua • Mounir Fendri • Elyès Jouini • Abdelaziz Kacem • Emna Kallel • Chedli Klibi • Salsabil Klibi • Ammar Mahjoubi Radhi Meddeb • Habib Mallakh • Samir Marrakchi • Mansour Moalla • Ahmed Ounaïes • Habib Touhami • Riadh Zghal • Dr Sofiène Zribi

CONCEPTION & REALISATION
Ahmed Cherni
(Directeur Artistique)
Raïd Bouaziz
(Designer)
Marwa Makni
(Vidéo)

PHOTOS
Mohamed Hammi - DR

MARKETING & COMMUNICATION
Jihen Ouaz
(Directrice Marketing)
Bourane Ennaifer Hajem
(Directrice Communication)

APPUI
Habib Abbassi • Lamia Alayet • Najeh Kharrez • Fayçal Mejjadi • Leïla Mnif • Hamdi Mzoughi • Chaouki Riahi

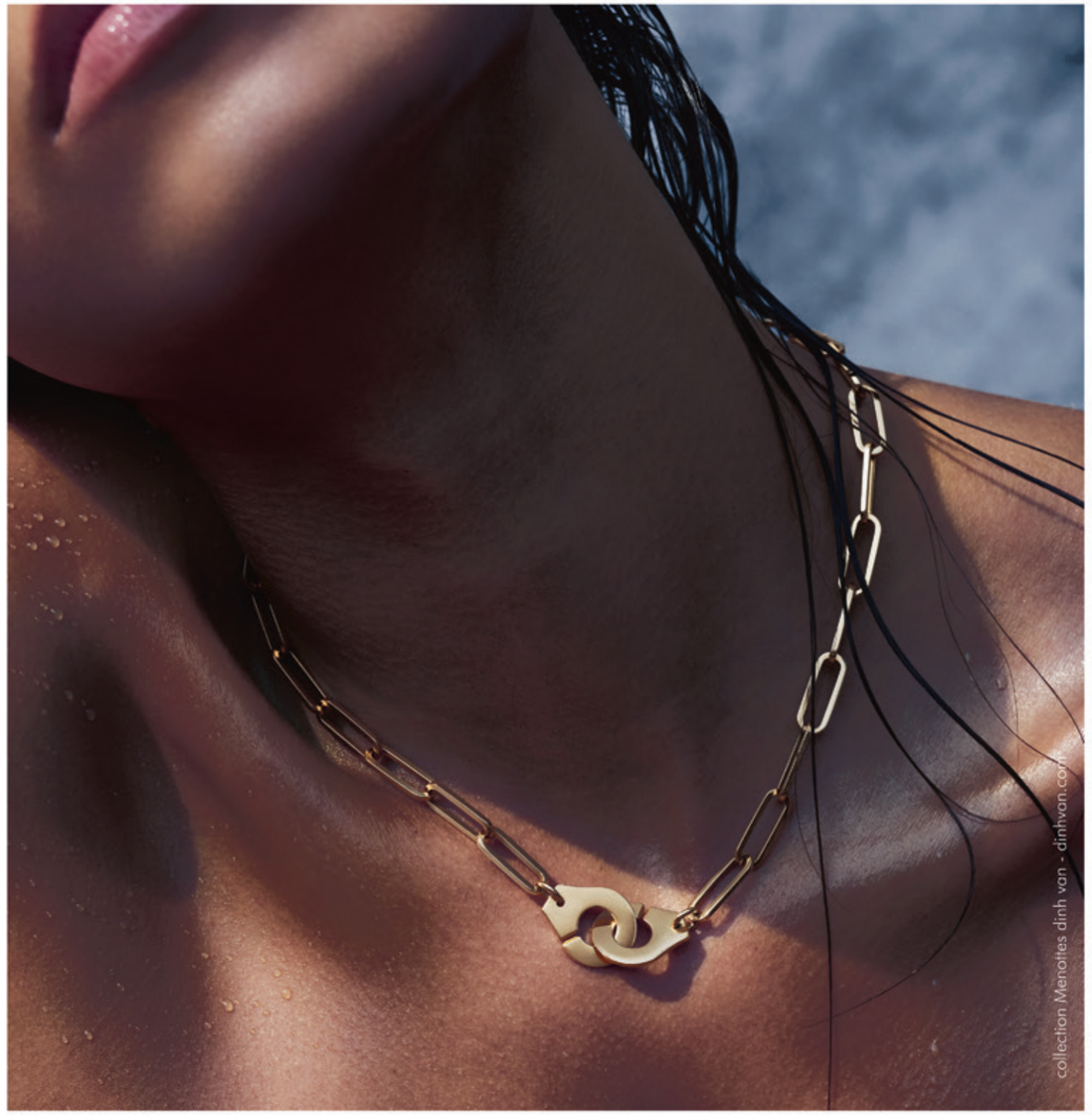
IMPRESSION
Simpact

PR Factory

Ennour Building, Cité des Sciences,
BP 200, 1082 Tunis Mahrajène, Tunisie
Tel.: 71 232 111 / Fax: 71 750 333
• abonnement@leaders.com.tn
• marketing@leaders.com.tn
• redaction@leaders.com.tn

www.leaders.com.tn

dinh van
PARIS



Ben Jannet

BOULEVARD PRINCIPAL LES BERGES DU LAC 1 - TUNIS - TÉL. : +216 71 860 475
RUE LAC VICTORIA LES BERGES DU LAC 1 - TUNIS - TÉL. : +216 71 963 555
C. COMMERCIAL TUNIS CITY "GEANT" - TUNIS - TÉL. : +216 70 836 224

Grandioses

l aura fini par obtenir victoire pour lui-même et pris revanche pour son mentor Bourguiba. Aucun souverain régnant sous les monarchies successives, ni président de la République depuis l'indépendance n'a eu droit à son décès à pareil hommage, grandiose, officiel et populaire. Béji Caïd Essebsi aura, en ce 27 juillet 2019, marqué de son sceau l'histoire contemporaine de la Tunisie.

Ces éminents rois, émirs, chefs d'Etat et de gouvernement, envoyés spéciaux de haut rang et dignitaires, accourus de partout, pour honorer sa mémoire et lui rendre un dernier adieu, témoignent de toute l'aura dont jouit le Président Caïd Essebsi de par le monde. Cette ferveur populaire, des dizaines de milliers de Tunisiens en liesse, massés sous un soleil de plomb, des heures durant, pour suivre le cortège, de Carthage au cimetière El Jallez, et des millions d'autres, les yeux rivés sur les chaînes

télé, constitue un plébiscite exceptionnel pour leur « Bajbouj » national.

Privés de leur droit, sous Ben Ali, d'accompagner Bourguiba à sa dernière demeure lors de son décès le 6 avril 2000, les Tunisiens ont pu cette fois, près de vingt ans après, accomplir à travers son disciple leur devoir de gratitude. Comme pour se libérer d'un carcan qui leur pesait sur la conscience. Béji leur aura offert l'occasion de prendre leur revanche contre leurs oppresseurs.

L'organisation y aura été pour beaucoup. Tant sur le plan protocolaire que sécuritaire, tout s'est déroulé en parfaite synchronisation. Les services du protocole de la Présidence de la République et ceux du ministère des Affaires étrangères étaient à pied d'œuvre. La direction générale de la sécurité présidentielle et de la protection des personnalités, en étroite collaboration avec le ministère

de l'Intérieur (Police, Garde nationale, Protection civile...), ont fonctionné dans la coordination et la cohésion.

Un ordonnancement méticuleux

Le rôle de l'armée a été crucial. Rigoureux, précis et ponctuel, le protocole militaire a été hissé à ses plus hauts niveaux. Tout était réglé comme un papier à musique. L'ordonnancement a été méticuleux. Sous la conduite du ministre de la Défense nationale, Abdelkrim Zbidi, les cinq membres du Conseil supérieur des armées (CSA, les trois chefs d'Etat-major (Terre, Air Mer), l'Inspecteur général des Forces armées (IGFA) et le directeur général de l'Agence nationale de renseignement, de sécurité et de défense étaient tous à l'œuvre. Le régiment d'honneur devait faire preuve d'un exercice des plus délicats: pari réussi. Comme pour d'autres corps de l'armée.

Des officiers portaient les hautes décorations reçues par le défunt. Des patrouilleurs de la Marine nationale étaient en rade devant le Palais de Carthage. Des avions de chasse laissaient échapper des fumées rouges et blanches aux abords du cimetière.

La sonnerie aux morts était exécutée au clairon.

Le convoi était exceptionnel. D'abord porté sur les épaules par des officiers des trois armées, le cercueil du Président Caïd Essebsi était suivi, au son de la fanfare, par les officiels tunisiens et étrangers, jusqu'à la grande porte intérieure de la zone présidentielle du Palais de Carthage. Puis il sera placé sur un canon tracté, suivi par des officiers. A quelques mètres, le cortège sera pris en charge par la cavalerie militaire et se dirigera vers la sortie, pour prendre la destination du centre-ville. Au premier arrêt, près de la mosquée Malek Ibn Anas, le cercueil sera déplacé sur un véhicule Hammer, puis à l'approche du centre-ville, il reprendra place sur le canon tracteur.

Emouvantes, par les éloges prononcés, l'organisation assurée et la ferveur, ces funérailles rendent justice, honorent le pays, et feront date.

وزارة النقل والتجهيز والإسكان
Ministère du Transport, de l'Habitat
NAVISTAR

Nation

عمارة الوطن
TOUR DE LA NATION
شارع محمد الخامس
AVENUE MOHAMED V
194 تونس 338

Exclusif

Ses derniers jours, si pénibles

Vendredi 21 juin 2019

Le président Caïd Essesbi, qui avait eu une semaine très active, ponctuée par une série d'audiences et de réunions (Madeleine Albright, Nabil Baffoun, président de l'Isie…), se réveille mal en point. Examens rapides, soupçons de gastrite. Pour écarter tout doute, le Dr Moez Belkhodja, cardiologue, médecin personnel du président Caïd Essebsi et son gendre, qui réside près de lui à Dar Essalem, modeste villa à l'entrée du palais de Carthage, préfère le soumettre à des explorations plus approfondies à l'Hôpital militaire de Tunis. Rien de grave, pronostiqueront les médecins. Il y passera la nuit sous observation et le samedi matin, tous rassurés, il regagnera son domicile. Ça ne sera que la première séquence de trois hospitalisations successives en moins de quatre semaines.

Jeudi 27 juin 2019

Le matin

Il est 6h du matin. Comme à l'accoutumée, le Dr Moez Belkhodja passe au chevet du Président Caïd Essebsi. D'habitude, ils prennent tous le petit-déjeuner en famille, hiver comme été, à la même heure. Ces derniers temps, le Président s'accorde des moments supplémentaires. Rien à signaler, relève Dr Belkhodja. La veille, il est vrai que le Président ressentait quelques petites douleurs, séquelles de la gastrite de la semaine d'avant. Affectueusement entouré de son épouse, Saïda, de ses deux filles, Amel et Saloua, et de sa belle-fille Rym, il a passé une bonne nuit.

Rassuré, Dr Belkhoja s'apprêtait à quitter Carthage pour se rendre à son cabinet médical (il est en libre pratique) au Kram, lorsque son fils aîné, Aziz, le prie de rester encore quelques minutes pour partager ensemble le petit-déjeuner. On ne refuse jamais un petit moment de bonheur avec son fils qu'on ne voit pas suffisamment. Soudain, peu avant 7 heures du matin, c'est Saloua qui vient alerter son mari Dr Belkhodja que son père va mal. D'urgence, il monte quatre à quatre les marches vers l'étage et constate qu'effectivement, le Président est mal en point. Premiers gestes d'urgence prodigués, il décide de contacter le Pr Mustapha Ferjani, directeur général de la Santé militaire (depuis 2017) et longtemps chef du service de réanimation-anesthésie à l'Hôpital militaire de Tunis, qui, heureuse coïncidence, n'habite pas loin de Carthage. Une sage décision, parce que le professeur et son équipe avaient déjà pris en charge le Président Caïd Essebsi une semaine auparavant, et parce que l'Hôpital militaire est l'établissement sanitaire le mieux indiqué en équipes et équipements pour pareil cas.

Immédiatement, l'ambulance de la Présidence de la République est arrivée et l'évacuation vers l'Hôpital militaire est engagée. Le bruit commence à courir. Des « âmes charitables » se chargent de bombarder chancelleries et rédactions, mais aussi états-majors de partis de folles rumeurs. En l'absence d'un bulletin de santé signé par les médecins traitants (certainement trop occupés, on le comprend), un communiqué de presse, mentionnant une «crise aiguë» — ce qui est un signe de transparence et de sincérité de la part de Carthage — alerte les Tunisiens et les alarme. Comme un malheur n'arrive jamais seul, la capitale subit presque au même moment un double attentat terroriste… Les Tunisiens plongent dans la consternation. Au Bardo, les manigances commencent… Vacance provisoire du pouvoir, vacance définitive, les appétits n'ont ni limites, ni pudeur… Alerté, le président de l'Assemblée nationale, Mohamed Ennaceur, légèrement affaibli, se précipite de sortir de son repos pour rallier Le Bardo et couper l'herbe sous les pieds des prétendants…

Silence radio à l'Hôpital militaire vers lequel se tournent tous les regards à l'affût du moindre signe.

Jeudi 27 juin 2019

L'après-midi

Premier signe positif. Le Président commence à émerger de son malaise.

La proche famille est là. Des visiteurs se pressent à l'Hôpital militaire pour s'enquérir de son état de santé : Ennaceur, Chahed… Courtoisement reçus dans un salon avoisinant du bloc, ils sont quelque peu rassurés par les équipes médicales.

Vendredi 28 juin 2019

Le Président va mieux. Il a passé une bonne nuit. Il retrouve son humour. Le ministre de la Défense nationale, Abdelkérim Zbidi, qui avait appelé au téléphone le Pr Ferjani pour prendre de ses nouvelles, est rassuré. Tellement rassuré que le Pr Ferjani, qui était au chevet de son illustre patient, lui passe le Président.

L'équipe médicale, médecins et paramédicaux sont ravis de voir le Président émerger, lentement mais de manière significative et surtout retrouver sa verve. Demandant à l'un d'eux son nom, il lui dira immédiatement qu'il doit être originaire de telle localité et sans doute proche d'un illustre militant destourien. *«C'est mon grand-père !»*, répondra étonné et fier le jeune médecin. *«Un très grand patriote*, dira le Président. *Il avait pris Bourguiba sur son dos, pour le faire franchir des lignes contrôlées par les militaires français, pas loin des frontières avec l'Algérie. Oui, sur le dos !»*. Ebahis, tous les membres de l'équipe médicale reçoivent en direct une nouvelle leçon d'histoire.

Samedi 29 juin, le matin

Après une bonne nuit de sommeil, le Président se lève tôt comme à son habitude, de très bonne humeur. Premier geste, il appelle au téléphone son épouse, Saïda Chadlia, affectueusement appelée Seydouna par tous. Une grande passion d'amour les lie depuis plus de 60 ans… Béji Caïd Essebsi se fait fort de la rassurer sur sa convalescence qui commence bien et lui fera un aveu : *«J'aurais dû t'écouter davantage, lorsque tu me recommandais de ralentir mes activités et de prendre plus soin de ma santé. Cette fois-ci, j'ai compris la leçon. Je m'y conformerai et je ne me précipiterai pas de quitter l'hôpital. D'ailleurs ici, on est bien, très bien* (rires). *Tu sais, ma chère…»*.

Dr Moez Belkhodja, qui ne l'a pas quitté un seul instant, s'en amuse et y voit de très bons signes. Il reconnaît au Président Caïd Essebsi une mémoire sans défaillance, un humour percutant et le sens de la réplique.

A Carthage, Mme Caïd Essebsi, comme les autres membres de la famille, est profondément perturbée par ce qui arrive à son compagnon et son amour, traversée par le doute, mais sans le montrer, s'efforçant de chasser de sa mémoire les mauvaises idées et contenir son émotion. Elle était à l'affût de la moindre nouvelle. Elle ne pouvait alors être plus réconfortée que par cet appel qui la comblera de bonheur.

Depuis Paris, Jean-Pierre Elkabbach, un ami de longue date du couple présidentiel, appelle Seydouna, peu avant 9 heures du matin, pour demander des nouvelles du Président. Ça ne pouvait pas mieux tomber. Mme Caïd Essebsi lui révèlera le coup de fil qu'elle venait juste de recevoir de son mari. Hamdoullah!

Lundi 1er juillet

Les nouvelles sont bonnes, évolution progressive. Au cinquième jour de son admission à l'Hôpital militaire, le Président Caïd Essebsi s'apprête à regagner sa résidence Dar Essalem au Palais de Carthage. L'équipe médicale est très contente (*«même s'il nous manquera»*, dira un médecin). La famille est aux anges. Peu après 18h, les adieux aux équipes de l'Hôpital militaire seront affectueux, pleins d'humour. Le Président Caïd Essebsi tient à saluer chacun, un à un, les féliciter et les remercier. *«Je passerai vous voir, juste pour vous dire bonjour,* leur lancera-t-il. *Mais, vous, n'hésitez pas à passer me voir. Vous savez où j'habite… pour le moment.»* Du Caïd Essebsi en entier.

A 19 heures précises, le Président arrive au Palais de Carthage. Du pur bonheur. Pour lui, pour les siens et pour les Tunisiens.

Jeudi 4 juillet

L'Emir du Qatar, Cheikh Tamim Bin Hamad, est le premier souverain à s'annoncer au téléphone pour s'enquérir directement auprès du Président Caïd Essebsi de son état de santé et formant les vœux d'une bonne convalescence.

Vendredi 5 juillet

«Bajbouj» commence à manquer à ses fans, impatients de le voir, de l'écouter, une manière de se rassurer, après les vagues déferlantes de fake news. Ils seront servis. En partie, du moins.

Ultimes échéances : le président de la République signera deux décrets très attendus relatifs, le premier à la prolongation pendant un mois de l'état d'urgence, et le second à la convocation du corps électoral pour des législatives le dimanches 6 octobre 2019. Cette convocation donne ainsi le coup d'envoi de l'ensemble du processus de renouvellement de l'ARP.

Ces signatures apposées, le président Caïd Essebsi les annoncera dans une brève allocution télévisée prononcée à partir de son bureau dans sa résidence de Dar Essalem au Palais de Carthage. Rassurés, les Tunisiens n'en sont pas pour autant étanchés. Mais, au moins, il est là, il reprend ses activités...

Le Roi d'Arabie Saoudite, Salmane Bin Abdelaziz, appelle le président de la République pour lui souhaiter un prompt rétablissement.

Il sera suivi en cela par le président palestinien, Mahmoud Abbas.

Vendredi 19 juillet

Un lourd silence enveloppe la Tunisie, une grande interrogation à la clé : signera, signera pas ? La date butoir pour la promulgation de la loi votée serait, selon des constitutionnalistes, ce vendredi à minuit. La nouvelle loi portant révision de la loi électorale, adoptée par l'ARP, constitue une véritable pomme de discorde, clivant les camps. Qualifiée par ses détracteurs de «loi d'exclusion» parce qu'elle pose des conditions jugées «iniques» aux candidats aux élections législatives et à la présidentielle, notamment ceux qui détiennent des médias massifs inféodés à leur propagande et ceux qui dirigent des associations en apparence caritatives, mais en fait de recrutement d'électeurs, fait l'objet de grandes controverses. Laisser les Nabil Karoui, Olfa Tarres et autres solliciter librement les suffrages des Tunisiens ou leur barrer la route, avant d'accéder aux élections ? Le bras de fer entre les initiateurs de la loi (le gouvernement et les partis Ennahdha et Tahya Tounes en tête) et leurs adversaires.

Béji Caïd Essebsi en est fort perturbé. Lui l'homme qui s'est toujours battu contre l'exclusion, a œuvré pour l'inclusion, y compris des islamistes, dans le jeu politique, ne saurait décider contre sa conscience. D'un autre côté, il fait face à une loi votée qu'il doit soit promulguer, soit renvoyer pour une deuxième lecture à l'ARP. Beaucoup le pressent de la soumettre au moins à un référendum public. Le soir, interrogé par Meriem Belcadhi sur la chaîne Al Hiwar, Hafedh Caïd Essebsi ne révèle pas la décision de son père mais lâche des indices: *«Jamais pour l'exclusion»*. La mèche est allumée dans le camp des adeptes de la loi.

Samedi 20 juillet

Après une longue nuit de débat, Ennahdha se déclare *«préoccupé» par la non-promulgation de la* «loi d'exclusion», et appelle à de larges concertations au Bardo.

Dimanche 21 juillet

L'heure est grave selon le parti de Youssef Chahed : Constitution violée, transition démocratique et stabilité des institutions de l'Etat menacées et confusion à Carthage... Appel à de larges consultations au Bardo...

Partout des questions montent : où est passé Caïd Essebsi ? Est-il séquestré contre son gré ? Subit-il des pressions pour ne pas promulguer la loi.

A Carthage, seul le silence est grand. Plus pour longtemps

Lundi 22 juillet

Tôt le matin

Des « discussions informelles »se multiplient au Bardo. Un vieux projet concocté par Ennahdha, visant à conférer à l'Instance provisoire de la constitutionnalité des lois les attributions de la Cour constitutionnelle, en attendant que celle-ci soit constituée et entre en activité, est ressorti des tiroirs, dans une opération de ballon d'essai. *«C'est un piège !»*, crient les anti-Ennahdha, y voyant l'ouverture d'une brèche vers la déclaration d'incapacité du Président Caïd Essebsi à exercer son mandat, s'il s'obstine à ne pas promulguer une loi adoptée ou la faire retourner à l'ARP.

Vers 10 heures

Chef Suprême des armées, le président de la République reçoit dans son bureau, à Dar Essalem, le ministre de la Défense nationale, Abdelkrim Zbidi. Au centre de l'entretien, la situation sécuritaire dans le pays, un dossier très sensible et compliqué. Ce jour-là, un avion de chasse militaire libyen armé s'est posé inopinément, non loin de Béni Khedache (Médenine), piloté par un officier dissident. Le Président reviendra sur la célébration du 63e anniversaire de l'armée tunisienne dont il devait présider la célébration le 23 juin dernier. La cérémonie avait été reportée d'une semaine, et finalement remise à une autre date non encore précisée. Caïd Essebsi y tenait beaucoup, chargeant son ministre de la Défense d'y procéder, conscient qu'il est des promotions et remise des signes qu'elle engendre, surtout pour les officiers supérieurs et généraux qui sont distingués à cette occasion par le chef de l'Etat.

Zbidi le rassure :c'est déjà fait pour de nombreux grades et lui rend compte également du démarrage de l'extension de l'Académie militaire de Fondouk Jedid. Le Président s'efforce de l'écouter attentivement, n'hésitant pas à lui poser des questions... sur tout.

Zbidi aura ainsi été l'unique personnalité officielle qui ait rencontré le Président Caïd Essebsi, depuis le 27 juin dernier...

La vidéo partagée par les services de la Présidence, très brève, n'est guère rassurante. Elle ne montre le Président qu'assis, alors qu'il a l'habitude de se lever toujours pour accueillir ses visiteurs, même de proches collaborateurs, et bien affaibli.

Mercredi 24 juillet, le matin

Le Président Caïd Essebsi est bien affaibli. A la veille de la célébration de la fête de la République, il avait perpétué la tradition de signer un décret de grâce en faveur de nombre de condamnés, que ce soit en remise de peine ou en liberté conditionnelle... Plus d'un millier de bénéficiaires à chaque grande fête religieuse ou de la République. Réunissant la Commission de grâce, l'avocat qu'il avait été tranche en connaisseur, après avoir confié à son cabinet d'éplucher chacun des dossiers.

Ce matin-là, il commençait à aller mal. Son directeur de cabinet, Nabil Ajroud, lui avait fait porter dans un parapheur le décret à signer. Il ne trouvera pas la force nécessaire...C'était un premier signe qui a alarmé ses proches collaborateurs...

Mercredi 24 juillet, en fin d'après-midi

L'état de santé du Président Caïd Essebsi se dégrade visiblement. L'immunité, à coups d'antibiotiques exceptionnels, résiste mal à un virus rebelle, indomptable. Dr Belkhodja n'hésite pas et décide de nouveau son transfert d'urgence à l'Hôpital militaire. En début de soirée, le pronostic médical est grave. Les voies de l'espoir se réduisent...

Un bref communiqué de la présidence de la République publié dans la soirée tire la sonnette d'alarme.

Mercredi 24 juillet

Toute la soirée

Alertés, les membres du cabinet présidentiel regagnent d'urgence le Palais où le directeur de cabinet, Nabil Ajroud, réunit les

équipes. Que faut-il faire au cas où ? Aucun manuel de procédure n'ayant été préalablement préparé, il fallait l'inventer. Pour la première fois à Carthage. Jusqu'à trois heures du matin, les lumières étaient restées allumées à tous les étages de l'annexe du palais réservée au cabinet. Un concept adopté : grandeur, dignité et liesse populaire. Dans une parfaite synchronisation. Protocole, sécurité, communication et logistique se mettent en branle, l'expérience du sommet arabe tenu à Tunis le 31 mars dernier est encore vivace... Le logiciel n'attend qu'à être paramétré. Réussite rééditée.

Jeudi 25 juillet

Le matin

Aucune lueur d'espoir. La famille se prépare à apprendre la douloureuse nouvelle, éprouvante, brisante. Deux des petits-enfants du Président ainsi que leur maman, Rym, sont à Paris. Béji Jr recevra ce jour son bachelor à Sciences Po. Fériel, juriste, qui, après une licence de droit à Assas, Paris 2, a décroché un mastère à Paris 1 Sorbonne... là où son grand-père avait fait ses études et a reçu en 2016 un doctorat honoris causa. Elle devait ce jour-là passer un examen lui ouvrant la voie en tant qu'avocate au barreau de Paris. Deux moments que Béji Caïd Essebsi attendait avec fierté. Son unique frère encore vivant, Me Slaheddine, et très proche de lui, est lui aussi à l'étranger. Tous rappliquent par le premier avion.

«Rassurez-moi !», implore sur WhatsApp un fidèle du Président. En vain. Tous sont sur boîte vocale. Calmement, en ce jour de célébration de la République, le Président Caïd Essebsi s'éteint, à 10h25 du matin, entouré du Dr Belkhodja et de l'équipe médicale de l'Hôpital militaire.

Les formalités sont engagées.

Constatation du décès par attestation médicale... Au même moment, la Présidence de la République annonce la fatidique nouvelle. En ce jour férié, le décès du président Caïd Essebsi vient tirer les Tunisiens de la torpeur estivale, les secouant fortement.

A Carthage, tout commence à se mettre en place, dans une course contre la montre. Les obsèques auront lieu le surlendemain, samedi 27 juillet...

Les autorités des pays frères et amis et des institutions internationales en sont informées par les Affaires étrangères. Un deuil national de sept jours est décrété, les drapeaux sont mis en berne, et tous les festivals culturels sont suspendus. La conférence annuelle des ambassadeurs de Tunisie à l'étranger qui devait commencer vendredi 26 juillet par la séquence consulaire avant d'être ouverte officiellement le lundi, est annulée. La voix brisée par l'émotion, le ministre Khemaies Jhinaoui, un fidèle disciple de Caïd Essebsi, rendra sur les ondes un vibrant hommage au chef de la diplomatie tunisienne. Partout sur les frontons des ambassades et consulats de Tunisie, les couleurs tunisiennes sont mises en berne et un registre de condoléances est ouvert.

Au Bardo, la machine constitutionnelle s'ébranle de son côté. Alerté tôt le matin de la dégradation de l'état de santé du Président, Mohamed Ennaceur regagne rapidement son bureau où il sera rejoint par le chef du gouvernement. Première déclaration audiovisuelle institutionnelle annonçant au peuple tunisien le décès de son Président, il aura à la faire, parvenant difficilement à contenir son émotion, derrière lui se tient Youssef Chahed. Une image qui a été voulue rassurante quant à la continuité de l'Etat.

L'après-midi

Sans la moindre anicroche, la transition s'enclenche en toute fluidité. En l'absence de la Cour constitutionnelle, c'est l'esprit de la Constitution qui l'emportera. Il faut dire que la personnalité du président de l'ARP, Mohamed Ennaceur, président de la République par intérim, en cas de vacance définitive des fonctions de président de la République, consensuel et respecté de tous, favorisera un automatisme plébiscité.

Taoufik Habaieb

FONDATION
ARTS & CULTURE
by UIB

Mécène principal du Festival international
de musique symphonique d'El Jem

du 05 juillet au 09 août 2019

Achetez vos billets en ligne sur https://billet.festivaleljem.tn/

Retrouvez l'actualité du Festival sur nos réseaux sociaux : UIB - GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE / @SG_UIB

Les trois messages de Béji Caïd Essebsi

• Par Ahmed Ounaïes

Béji Caïd Essebsi pressentait la transition démocratique. Il réalisait la portée de l'ordre démocratique dans la mesure où il s'inscrit dans la logique de l'Etat moderne. Habib Bourguiba, au fond, le souhaitait, mais il était persuadé que la Tunisie n'était guère en état d'admettre, soixante ans auparavant, l'instauration de la démocratie. La société n'est pas mûre : une telle perspective exige du temps, de la volonté et de la clairvoyance, ainsi que des bases économiques et culturelles préalables. Dans son esprit, il incombait à l'Etat de promouvoir l'éducation et le développement, au Parti destourien de pousser les réformes et de faire admettre la modernisation, et aux serviteurs de l'Etat de cultiver le sens du travail, de la probité et de l'intérêt supérieur.

L'œuvre à accomplir dans cette perspective est immense. C'est ainsi que, par étapes, la Tunisie pourra rattraper la civilisation de notre temps et édifier, en son temps, l'ordre démocratique. Cette vision, en substance, a guidé la Tunisie dans ses forces profondes.

Béji Caïd Essebsi partage cette vision. Il était l'un des grands serviteurs de l'Etat bourguibien et l'un de ses critiques parmi les plus francs. C'est en quoi il est resté un disciple fidèle et un militant de cœur et de raison. Mais au tournant du siècle, le relief politique de la Tunisie était loin de correspondre à l'espérance du militant. Appelé à diriger le gouvernement de transition le 31 mars 2011, au lendemain de la Révolution, il prépare les élections de l'Assemblée constituante sans y être candidat, ni lui ni l'un quelconque de ses ministres. Or, le spectre des forces politiques, tel que l'exprimait alors l'électorat, n'offrait guère de garantie pour parfaire l'édification de l'Etat moderne et démocratique. Bien au contraire, la percée des forces obscurantistes et la dispersion de la famille démocratique trahissaient le désarroi de la société tunisienne, elle-même trahie par vingt ans de despotisme, de corruption et de détournement de l'Etat. Béji Caïd Essebsi voyait le péril, prenait la mesure du déséquilibre et réalisait l'écart avec l'acquis historique de la Tunisie. Il décide donc, en acteur engagé, de former la force politique propre à rétablir la confiance et à réaliser l'équilibre indispensable à l'exercice de l'alternance démocratique. Grâce à Béji Caïd Essebsi, le sursaut est rendu possible. La transition démocratique fut sauvée.

Son élection à la présidence de la République traduit, de la part du peuple, l'exigence d'une garantie solide, d'esprit bourguibien, pour les choix fondamentaux de l'avenir. Il ne laissera pas faire n'importe quoi. Conscient des limitations de son statut, aux termes de la Constitution de la IIe République, il ne pourra pas tout, mais il peut sauver l'essentiel. Sa mission primordiale était, en 2015, non pas la lutte contre la violence, qui est l'ordinaire de tout gouvernement responsable, mais bien le progrès de la transition démocratique. A ce titre, ses messages sont éloquents.

D'abord, le principe d'inclusion : Béji Caïd Essebsi estime indispensable d'inclure dans le jeu politique le courant islamiste tunisien, afin d'assurer la continuité du processus de transition. Il a confiance que l'islamisme tunisien n'est pas comparable à l'islamisme ambiant, précisément parce qu'il est tunisien et qu'il a trempé dans le vécu des réformes bourguibiennes. Le parti islamiste est condamné à évoluer et à rechercher l'insertion dans la normalité tunisienne. La société tunisienne du XXIe siècle n'est comparable à aucune autre société arabe : son évolution est irréversible. Devant le Président Obama en mai 2011, Béji Caïd Essebsi affirmait que la Tunisie n'aurait pas à payer le prix que d'autres pays arabes du Maghreb et du Machrek devaient assumer face au danger islamiste: nous avons confiance que nos islamistes évolueront vers un régime civil. Nos islamistes savent qu'ils sont en porte-à-faux avec le pays réel, ils admettront la patrie tunisienne et s'efforceront de s'adapter à nos options existentielles. Autrement, ils seront éliminés politiquement par la base, surtout par l'activisme de la femme tunisienne. La politique d'inclusion ne signifie nullement qu'il faut désarmer face au discours dogmatique et obscurantiste. Bien au contraire, il faut le dénoncer, mettre en garde contre la régression et contre les menaces à la liberté et aux droits de l'individu. Cette lutte politique qui vise à réduire le courant islamiste à rester minoritaire participe de la consolidation du régime démocratique, pourvu qu'elle ne succombe pas à la violence et que la majorité, en dernier ressort, reste au profit des démocrates authentiques. La politique d'inclusion, face à la vague islamiste, équivaut à une prise de risque, mais le risque est surmontable par la Tunisie d'aujourd'hui.

L'expression politique de l'inclusion est d'admettre dans les institutions de l'Etat – le parlement, le gouvernement, le conseil municipal ou régional – toute tendance politique ayant une base électorale sanctionnée par des élections légales. Le choix de Youssef Chahed, qui appartient à la jeune génération, est un message clair. La Tunisie post-bourguibienne doit compter sur ses propres forces, porter plus loin la politique de réformes et ouvrir la voie à un régime arabe démocratique. Sans la relève, la Tunisie renonce à son rôle d'avant-garde.

L'autre message est le projet de loi, soumis par Béji Caïd Essebsi à l'Assemblée, de légaliser le principe d'égalité dans l'héritage entre l'homme et la femme. La Commission nationale qui a conclu à la nécessité de cette loi, afin de mettre la législation en conformité avec la Constitution, porte en fait sur la nature de la société tunisienne. A travers une telle initiative, l'homme d'Etat détermine les options fondamentales de demain. Béji Caïd Essebsi est persuadé que la femme tunisienne est consciente de sa haute responsabilité et qu'elle relève, de tout temps, le défi de la modernité et du progrès.

A.O.

Une transition en douceur portée par Mohamed Ennaceur

Il redoutait ce moment fatidique, qu'il s'efforçait de chasser de sa pensée, ne voulant jamais s'y résigner. Mohamed Ennaceur, président de l'ARP, et compagnon de longue date du Président Caïd Essebsi qui l'avait connu dès l'aube de l'indépendance et avait participé à ses côtés à la création de Nidaa Tounes, est dans une profonde tristesse. Inconsolable. Jusqu'à la dernière minute, il avait cru au miracle, espérant que Béji surmonterait son malaise du 27 juin et s'en sortirait avec sa détermination à aller jusqu'au bout de son mandat. Et au-delà. Jeudi 25 juillet, 16h42 minutes, au siège de l'ARP au Bardo. Le moment est solennel. La continuité de l'Etat est assurée. La voix émue, les yeux humides, le cœur serré par une profonde tristesse et un sens aigu du devoir qui sera désormais le sien, le président de l'ARP, Mohamed Ennaceur, prête serment et assure désormais la fonction de président de la République. Après avoir récité la Fatiha, et dans le texte préliminaire dont il a donné lecture devant les membres du bureau de l'Assemblée, il s'est fondé sur le bulletin de décès reçu et la notification de l'Instance provisoire de la constitutionnalité des lois, confirmant la vacance définitive du pouvoir à la tête de l'Etat. Conformément aux dispositions des articles 84 et 85 de la Constitution, le président Mohamed Ennaceur s'est hissé à titre intérimaire à la magistrature suprême. Il aura à organiser l'élection présidentielle dans un délai de 45 à 90 jours, à compter d'aujourd'hui.

Il a aujourd'hui la lourde responsabilité historique de préserver la Tunisie et la conduire sous son intérim jusqu'à la tenue des prochaines élections, garantissant leur indépendance et leur transparence. Sage parmi les sages, pondéré, homme d'Etat, et fidèle parmi les plus fidèles de Béji Caïd Essebsi, Mohamed Ennaceur, endeuillé, le cœur meurtri, s'acquittera avec patriotisme de cette délicate mission. Qu'il n'avait jamais souhaitée.L

Nation

Dans le bureau de Bourguiba

S'asseyant pour la première fois, officiellement, lundi 29 juillet 2019, dans le fauteuil du bureau présidentiel à Carthage, le président de la République par intérim, Mohamed Ennaceur, peinait à contenir son émotion. Ce même bureau, il l'avait connu depuis ses premières charges officielles. Très jeune gouverneur de la République à Sousse (1972 - 1973), il y avait été reçu par Bourguiba qui ne cessera pas de l'y inviter pour prendre des nouvelles du Sahel, son périmètre territorial et lui donner ses instructions. Ministre des Affaires sociales (plusieurs fois, depuis 1974), il viendra tant et tant de fois. Toujours, il prenait place devant le bureau du Président, au gré des audiences, au fauteuil de gauche ou de droite, face au Président.

Lorsque Caïd Essebsi est élu à Carthage et Ennaceur au Bardo, leurs rencontres, institutionnelles, se déroulent désormais dans un salon. Généralement celui au coin du bureau présidentiel. Après de longues années, Ennaceur aimait y humer «l'odeur de Bourguiba», ravi de voir son ami Béji y trôner, lui redonnant sa splendeur et son lustre.

Jamais Mohamed Ennaceur n'avait imaginé qu'un jour il y officiera. Mektoub ! Homme de fidélité, il ne changera rien aux bibelots laissés par son prédécesseur, gardant en relique la photographie du Président Caïd Essebsi avec Trump... «*Je ne suis qu'un locataire pour une très courte période des lieux, en intérimaire. Toute mon attention se concentrera sur l'essentiel, ressentant le poids du legs historique que j'hérite de Bourguiba et de son illustre disciple Caïd Essebsi*», confie-t-il.

Une longue amitié

Ayant sept ans de différence d'âge, tous deux avocats de profession à l'origine et anciens ministres de Bourguiba, Béji Caïd Essebsi (l'aîné, décédé à 92 ans) et Mohamed Ennaceur (le cadet, 85 ans) sont liés par une longue et profonde amitié. Plus d'une fois, leurs chemins se sont croisés dans des fonctions officielles : Mohamed Ennaceur était, début des années 1960, chef de cabinet de Mondher Ben Ammar, alors ministre de la Santé et des Affaires sociales, lorsque Béji Caïd Essebsi était déjà chargé de mission auprès de Bourguiba, puis directeur de l'Administration régionale. Caïd Essebsi deviendra, après la mort de Taieb Mehiri, ministre de l'Intérieur (1965 - 1969). A la même époque, et tout en cumulant d'autres fonctions, Mohamed Ennaceur sera élu maire de sa ville d'origine, El Djem.

On les voit d'ailleurs ensemble sur ces photos, à El Djem lors de la visite de Sa Majesté Roi de Norvège, Olav V, en Tunisie. Mohamed Ennaceur a un lien très particulier avec la Norvège. C'est dans ce pays qu'il avait effectué, au début de sa carrière, au lendemain de l'indépendance, un long stage en politiques sociales et fera connaissance avec celle qui deviendra son épouse.

Mohamed Ennaceur et Béji Caïd Essebsi resteront toujours proches l'un de l'autre, partageant les mêmes idéaux progressistes et modernistes, appelant à la démocratisation du PSD et de la vie politique, exprimant leur solidarité avec l'Ugtt lors des évènements du 26 janvier 1978, et après Mohamed Ennaceur démissionnera du gouvernement Nouira, en signe de protestation contre l'escalade, dès le 23 décembre 1977 (avant de revenir au gouvernement deux années plus tard, pour désamorcer les tensions). Ensemble, ils siègeront dans nombre de gouvernements successifs, avant de prendre leurs distances du régime de Ben Ali.

Ils se retrouvent au lendemain du 14 janvier 2011. Caïd Essebsi sera Premier ministre et Ennaceur reprendra le ministère des Affaires sociales. Ensemble aussi, ils quitteront le pouvoir après

l'accession de la Troïka aux trois présidences (Carthage, La Kasbah et Le Bardo). Ensemble, ils constitueront Nidaa Tounes. Ensemble, ils conduiront leur mouvement à la victoire, en 2014. Ensemble, ils seront l'un et l'autre, chacun de son côté, à la tête de deux grandes institutions de l'Etat, la Présidence et le Parlement.

Se tenant loin des querelles intestines qui déchireront Nidaa, resté très respecté par les factions en dissidence, Ennaceur demeurera toujours aligné sur les positions de Caïd Essebsi, n'hésitant pas, cependant, à lui faire part sincèrement de toutes ses réflexions.

Au Bardo, la mission du président Ennaceur ne sera guère une sinécure. Harcelé de toutes parts, il gardera le cap en toute sérénité et sagesse, forçant le respect par son sens de l'équité et de l'Etat. Rompu aux négociations(sociales), affable, courtois, intègre et juste, il sait faire converger les points de vue différents. Comme si la description du poste de président de la République par intérim lui était taillée sur mesure. Une lourde double responsabilité lui incombe désormais : faire aboutir les objectifs inachevés du mandat du Président Caïd Essebsi et mener le pays à des élections libres, indépendantes et transparentes. Décidément, il n'aura jamais été aussi sollicité par le destin pour servir la Tunisie. Il s'y pliera en sacerdoce.L

Béji par Caïd Essebsi

Non encore remis de leur deuil, les Tunisiens se découvrent une nouvelle passion pour Béji Caïd Essebsi. Ils réalisent tout à coup qu'en fait, ils ne le connaissent presque pas. Les jeunes générations sont excusées, moins, leurs aînés. Un peu, toutes proportions gardées, comme Bourguiba, qui n'a été «re-connu» que ces toutes dernières années. De BCE, ils n'ont en tête que des images récentes, datant de l'après-14 janvier 2011, avec de brefs flash-back sur sa carrière politique. Ils ne savent que le peu de propos qu'il tient sobrement sur lui-même. Rien ou presque sur ses origines familiales, son enfance, sa jeunesse, son arrivée aux côtés de Bourguiba…

Pourtant, un document de première main, écrit par le président lui-même, y revient avec des éclairages intéressants. C'est le livre qu'il avait consacré à son leader et Combattant suprême, intitulé «*Habib Bourguiba, le bon grain et l'ivraie*. Unique ouvrage portant sa signature, il l'avait publié en 2009, chez Sud Editions. «*Je dédie ce livre*, écrit-il, *à la jeunesse de mon pays qui n'a pas vécu les événements ayant conduit à la renaissance de la Tunisie indépendante, dans l'espoir qu'elle y trouve des éléments de réponse aux questions qu'elle se pose et des raisons de croire dans l'avenir.*»

Pressé par de nombreux amis à apporter son témoignage sur Bourguiba, Caïd Essebsi cédera finalement aux sollicitations de l'éditeur Mohamed Masmoudi, fondateur de Sud Editions; n'oublions pas que c'était sous le régime de Ben Ali… «*Il m'a convaincu d'apporter mon témoignage relativement à une période charnière de l'histoire de la Tunisie et s'est engagé à le publier…*», lui rendant hommage ainsi qu'à «*l'Ambassadeur Ahmed Abderraouf Ounaïes qui a été pour moi un partenaire intellectuel précieux*».

Pourquoi ce témoignage, pourquoi revenir sur les origines fondatrices ?

Avant de s'attaquer à la rédaction de la première ligne de son livre, BCE, intuitif, rappellera cette sourate XIII-17 du Coran : «*L'écume se disperse au gré du vent, quant à la matière, utile aux hommes, elle imprègne le sol pour le féconder.*» Le lecteur en prendra tout le sens.

«*Habib Bourguiba était au centre non par le seul pouvoir qu'il exerçait, mais par l'ampleur du projet dont il est porteur et qui confère son sens et sa cohérence à l'action du gouvernement et à la réforme profonde qui a renouvelé et modernisé la Tunisie au point de la distinguer radicalement du paysage social et politique qui dominait alors le Maghreb et qui, aujourd'hui encore, domine la scène régionale.*» Rien que pour cette raison, son disciple justifie son devoir de mémoire.

Tout cela m'a marqué et m'a incité à la modestie

Dans un premier chapitre, il revient sur ses origines et son parcours, alors qu'il avait toujours refusé de le faire. «*En réalité, je n'aime pas parler de moi-même, écrit-il. Ce n'est pas par fausse modestie, mais l'expérience de la vie, ma connaissance de mon pays – je peux dire que je le connais de long en large – et surtout ma connaissance des hommes, ceux qui ont lutté pour l'indépendance et qui, parfois, ont sacrifié leur vie pour cette cause, m'ont appris une double leçon de modestie et de courage. Quand je reconsidère les responsabilités que j'ai assumées*

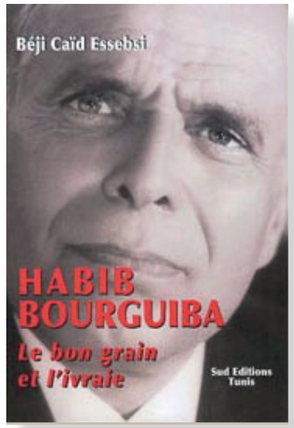
et quels hommes ont édifié la Tunisie actuelle, comme je sais où nous avons commencé et notre inexpérience commune, et comment avons-nous pu parvenir à ce résultat : tout cela m'a marqué et m'a incité à la modestie.»

«J'ai eu beaucoup de chance»

«*Et quand je prends la mesure de la foi et de la sérénité des martyrs, dont je vois encore le regard la veille du jour ultime, poursuit-il, je réalise qu'ils m'ont communiqué à jamais un message d'engagement et de courage, celui de vivre sa conviction jusqu'au bout, c'est-à-dire, au fond, de dire, d'agir et d'assumer quoi qu'il en coûte. C'est ainsi qu'à certains moments de la vie, je fonce, je m'engage totalement. Mais quand je m'efforce d'évaluer ma propre contribution, que beaucoup ont appréciée, et que je compare avec les sacrifices des autres, je me dis qu'en réalité j'ai eu beaucoup de chance.*»

Bonnes feuilles d'un document exceptionnel à lire.

Habib Bourguiba,
le bon grain et l'ivraie
De Béji Caïd Essebsi
Sud Editions, 2009, 516 p. 25 DT
(Traduit en langue arabe)



Bonnes feuilles

Mes origines, mon enfance, mon engagement pour la Patrie autour de Bourguiba

J'appartiens à une famille tunisoise du quartier de Bab al Aqwas (Rues Nefafta et Ben Dhrif). Mon père était le dernier de la lignée familiale, le plus jeune de ses frères et sœurs. La fortune étant partie ailleurs, il vivait modestement en exploitant une propriété agricole à Mateur et un verger (senia) complanté d'arbres fruitiers à Jedaïda sur les rives de l'oued Medjerda. Sur les conseils de son médecin, le Docteur Mahmoud Materi, la famille a déménagé à Hammam-Lif pour permettre à mon père de suivre des cures thermales. C'est là qu'il décède, nous laissant très jeunes. A sa mort, je n'avais pas dix ans, et j'étais l'aîné de mes frères. C'est ma mère qui nous a élevés. Elle était née dans une famille tunisoise de Bab Souika (Halfaouine et Kaadine), les Ben Jaafar dont la plupart des membres militaient au sein du Néo-Destour : son frère, ses cousins dont Naceur Ben Jaafar qui a dirigé la

fédération néo-destourienne de Tunis et banlieue, et Slaheddine Ben Jaafar, haut magistrat qui, en robe, avait conduit la manifestation de Bizerte du 18 août 1961.

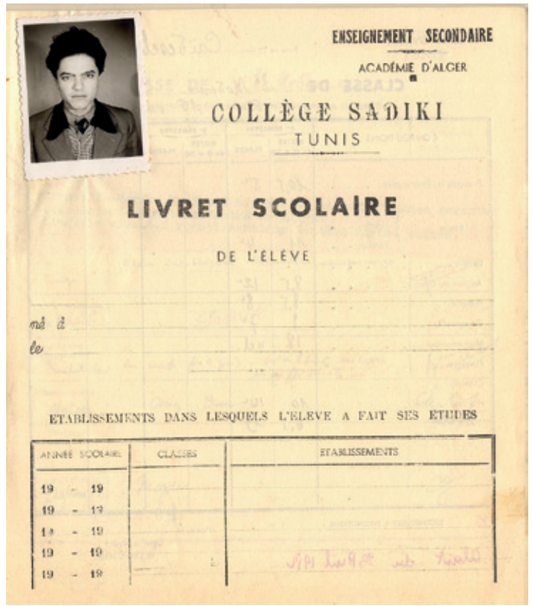
Mon grand-père Mohamed Ben Jaafar, qui était amine des chawachias, a accueilli ma mère à la maison de vacances familiale de Sidi Bou Saïd lorsqu'elle attendait son enfant et que mon père était retenu loin de Tunis, à Jedaïda, pour les besoins de son exploitation agricole. A cette époque, les Tunisois s'installaient pour la saison d'été dans cette banlieue et y restaient jusqu'au début de l'hiver. Cette année-là, ma mère éprouva les premières douleurs et, loin de toute assistance médicale qu'on ne pouvait ramener aisément de Tunis, fut transportée sur ordre de mon grand-père au mausolée du saint patron de la ville afin d'y accoucher sous sa bénédiction. «Si c'est un garçon, disait mon grand père, il portera le prénom de Béji, et si c'est une fille, ce sera Saïda » C'est ainsi que j'ai vu le jour au mausolée de Sidi Bou Saïd El Béji dont je porte le nom.

Le premier engagement militant, Hammam-Lif

Le premier choc de ma vie de militant remonte au 9 avril 1938. Jeune élève à l'annexe du Collège Sadiki, j'habitais alors dans la maison familiale à Tunis, 3 rue Ben Dhrif, chez un parent qui nous hébergeait, mon frère cadet et moi-même, pendant l'année scolaire. J'étais témoin des affrontements sanglants qui avaient marqué cette journée terrible : tandis que la foule scandait d'une seule voix «*Parlement tunisien!*», un incroyable bouleversement survenait : les balles crépitaient, les blessés s'écroulaient, le sang coulait. Je ne comprenais pas grand-chose à cette fureur. Les cours étant interrompus à Sadiki, je me retrouvais à Hammam-Lif chez ma mère qui y était restée avec le reste de la famille. C'est là que j'ai assisté au contrecoup de l'événement : la soldatesque détruisait sous nos yeux le siège de la cellule du Néo-Destour; et un amine du marché qui, sous la contrainte du président de la municipalité, un Français, criait «*A bas le Destour !*» C'était un véritable traumatisme. Ma mère m'avait alors éclairé à sa manière en me disant sur un ton de gravité : «*N'oublie pas ce que tu as vu !*».

Bientôt, en 1941, j'intégrais la jeunesse destourienne à la cellule de Hammam-Lif. C'était l'année où j'entrais en première année secondaire du Collège Sadiki. La cellule destourienne m'a initié aux bases de l'action militante et m'a appris l'hymne national et les chants patriotiques. C'est là que j'entendais pour la première fois le nom de Habib Bourguiba, associé parfois à Mahmoud Materi qui, lui, ne m'était pas inconnu, étant le frère de lait de ma mère.

Pour mieux situer le contexte familial, je dois remonter à mon grand-père maternel Mohamed Ben Jaafar dont la maison, à l'époque, jouxtait celle des Materi dans le quartier de Bab Souika. A la mort du père Materi, le désordre de la famille était tel que ma grand-mère, qui venait d'accoucher de ma tante Fatma, avait dû recueillir le jeune Mahmoud encore nourrisson et lui avait donné son sein en même temps qu'à sa propre fille. Quand tout est rentré dans l'ordre, les Materi ont récupéré le bébé devenu ainsi le frère de lait de ma mère. Pour moi, il était tout naturellement «*Oncle Mahmoud*». Il était pour nous



ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

ACADÉMIE D'ALGER

COLLÈGE SADIKI

TUNIS

LIVRET SCOLAIRE

DE L'ÉLÈVE

né à

le

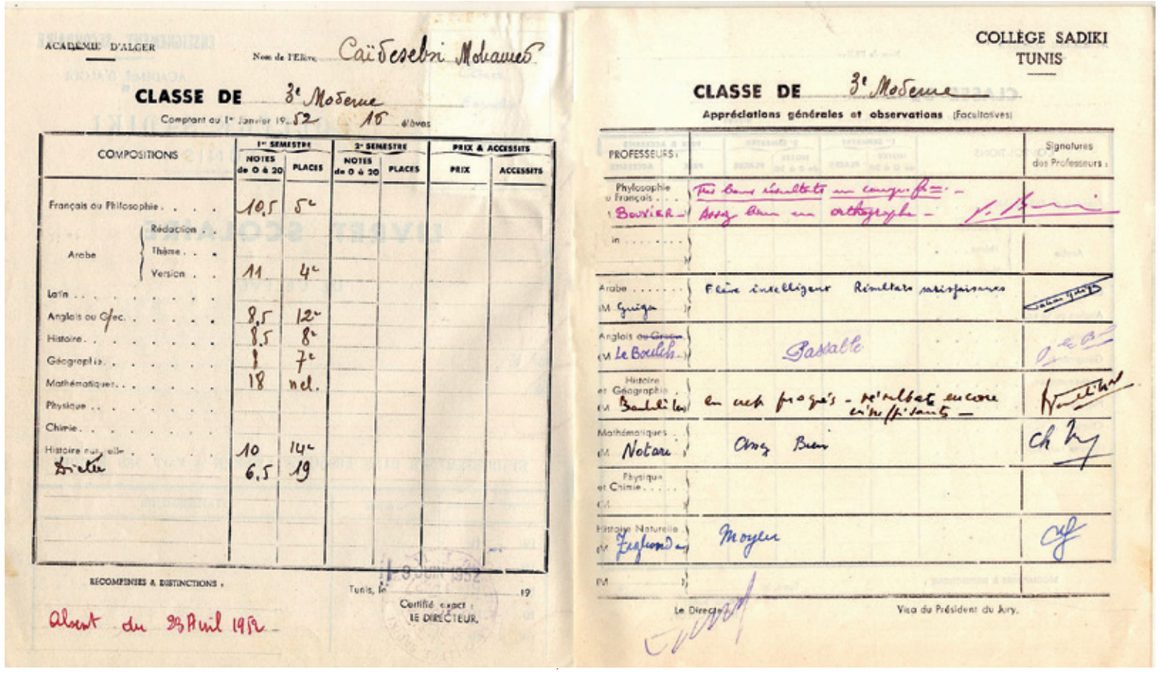
ETABLISSEMENTS DANS LESQUELS L'ELEVE A FAIT SES ETUDES

ANNÉE SCOLAIRE	CLASSES	ETABLISSEMENTS
19 - 19		
19 - 19		
19 - 19		
19 - 19		
19 - 19		

le médecin de famille et il nous témoignait une fidélité toute filiale. C'est lui qui a assisté mon père le jour de sa mort.
Revenons à la cellule destourienne d'Hammam-Lif. L'un des chants patriotiques qu'on nous apprenait associait les noms de Materi et de Bourguiba.

«Mahmoud Materi et Habib
Habiles à surmonter les difficultés !
Que Dieu leur vienne en aide
Afin d'accéder à l'indépendance !»

محمود الماطري والحبيب
مذلّلان الأمر الصّعيب
اللّه ينصرهم عن قريب
لننال الإستقلال!



ACADEMIE D'ALGER

Nom de l'Elève Caïdesebri Mohamed

CLASSE DE 3e Moderne

Comptant au 1er Janvier 1952 18 élèves

COMPOSITIONS	1er SEMESTRE NOTES de 0 à 20	1er SEMESTRE PLACES	2e SEMESTRE NOTES de 0 à 20	2e SEMESTRE PLACES	PRIX & ACCESSITS PRIX	PRIX & ACCESSITS ACCESSITS
Français ou Philosophie	10,5	5e				
Arabe Rédaction						
Arabe Thème						
Arabe Version	11	4e				
Latin						
Anglais ou Esp.	8,5	12e				
Histoire	8,5	8e				
Géographie	9	7e				
Mathématiques	18	ex.				
Physique						
Chimie						
Histoire naturelle	10	14e				
Dessin	6,5	19				

RECOMPENSES & DISTINCTIONS :

Absent du 29 Avril 1952

Tunis, le 19

Certifié exact : LE DIRECTEUR.

COLLÈGE SADIKI
TUNIS

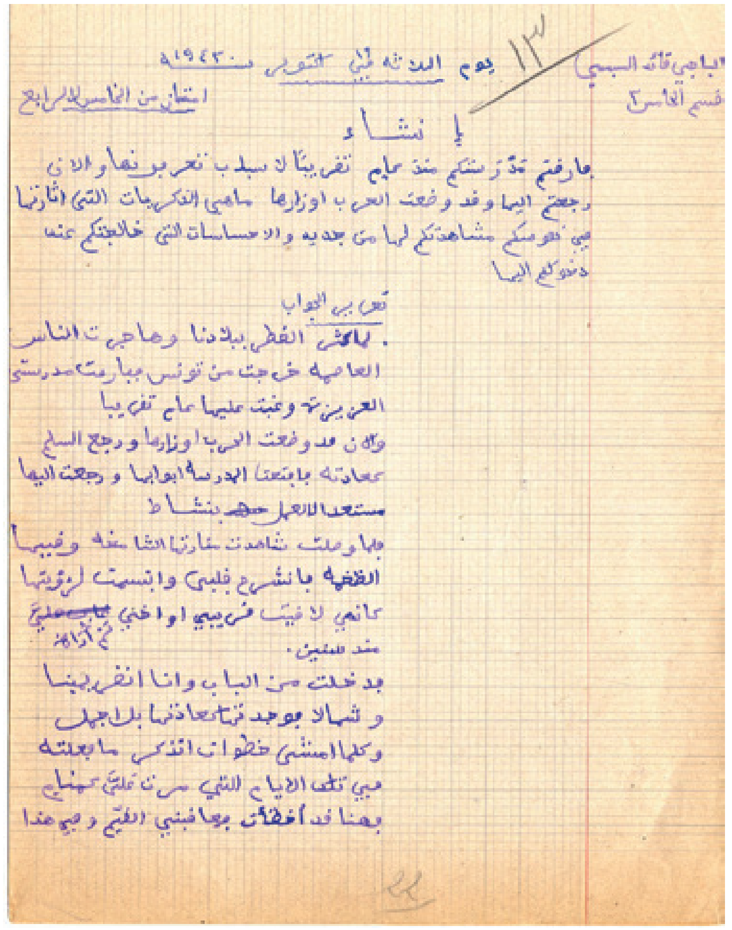
CLASSE DE 3e Moderne

Appréciations générales et observations (Facultatives)

PROFESSEURS		Signatures des Professeurs
Philosophie ou Français M. Bouvier	Très bons résultats en composition. Assez bien en orthographe.	
Arabe M. Guiga	Elève intelligent. Résultats satisfaisants.	
Anglais M. Le Bouillec	Passable	
Histoire et Géographie M. Baudelaire	En net progrès - résultats encore insuffisants	
Mathématiques M. Notari	Assez Bien	
Physique et Chimie M.		
Histoire Naturelle M. Feytaud	Moyen	
M.		

Le Directeur

Visa du Président du Jury.

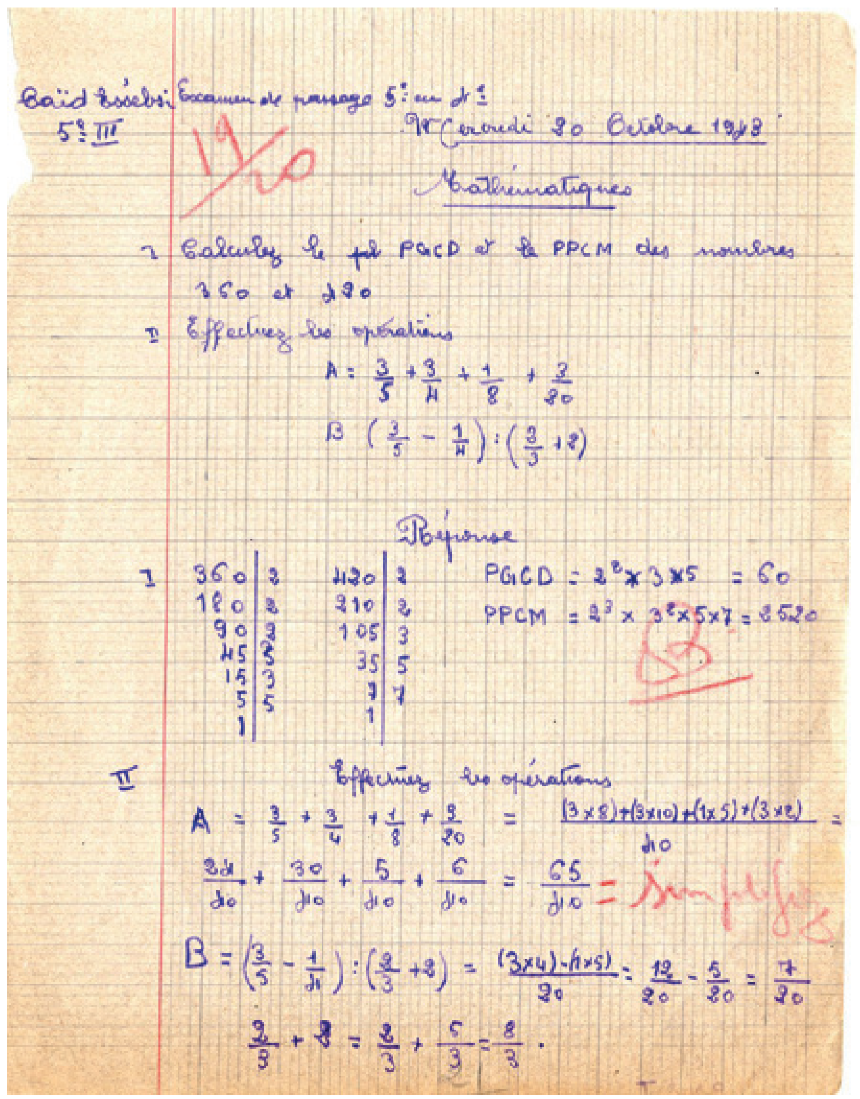

الباجي قائد السبسي — يوم الثلاثاء ثاني أكتوبر سنة ١٩٤٢م
قسم الخامس ٢ — امتحان من الخامس للرابع

إنشاء

فارقتم مدرستكم منذ عام تقريبا لسبب الحرب تعرفونها والآن رجعتم إليها وقد وضعت الحرب أوزارها فما هي الذكريات التي أثارتها في نفوسكم مشاهدتكم لها من جديد والاحساسات التي خالجتكم عند دخولكم إليها

تحرير الجواب

لما تخطى القطر بلادنا وهاجرت الناس العاصمة خرجت من تونس مبارحا مدرستي العزيزة وغبت عليها عام تقريبا
والآن قد وضعت الحرب أوزارها ورجع السلم [illegible] فلما فتحت المدرسة أبوابها ورجعت إليها مستعدا للعمل بنشاط
فلما وصلت شاهدت [illegible] الشاهقة و[illegible] الفخمة فانشرح قلبي وابتسمت لرؤيتها كأنني لاقيت قريبي أو أخي [illegible] منذ سنين.
فدخلت من الباب وأنا [illegible] و[illegible] [illegible]
وكلما أمشي خطوات أتذكر ما فعلته في تلك الأيام التي مرت [illegible]
فهنا قد [illegible] [illegible] [illegible] وفي هذا


Saïd Essebsi — Examen de passage 5e en 4e
5e III

19/20

Mercredi 20 Octobre 1948

Mathématiques

I Calculez le PGCD et le PPCM des nombres 360 et 420

II Effectuez les opérations

$A = \frac{3}{5} + \frac{3}{4} + \frac{1}{8} + \frac{3}{20}$

$B = \left(\frac{3}{5} - \frac{1}{4}\right) : \left(\frac{2}{3} + 2\right)$

Réponse

I

360	2	420	2
180	2	210	2
90	2	105	3
45	3	35	5
15	3	7	7
5	5	1	
1			

PGCD $= 2^2 \times 3 \times 5 = 60$

PPCM $= 2^3 \times 3^2 \times 5 \times 7 = 2520$

II Effectuez les opérations

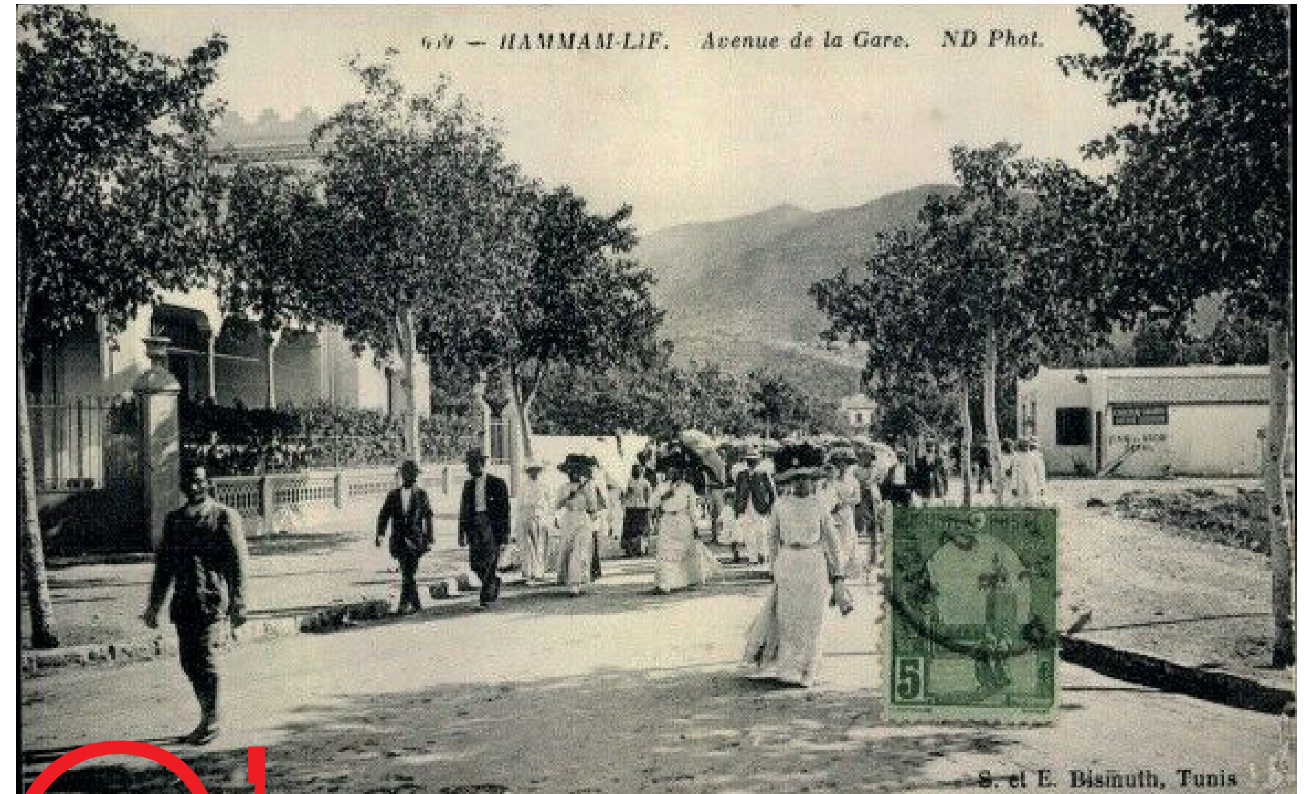
$A = \frac{3}{5} + \frac{3}{4} + \frac{1}{8} + \frac{3}{20} = \frac{(3\times 8)+(3\times 10)+(1\times 5)+(3\times 2)}{40} =$

$\frac{24}{40} + \frac{30}{40} + \frac{5}{40} + \frac{6}{40} = \frac{65}{40}$ = Simplifiez

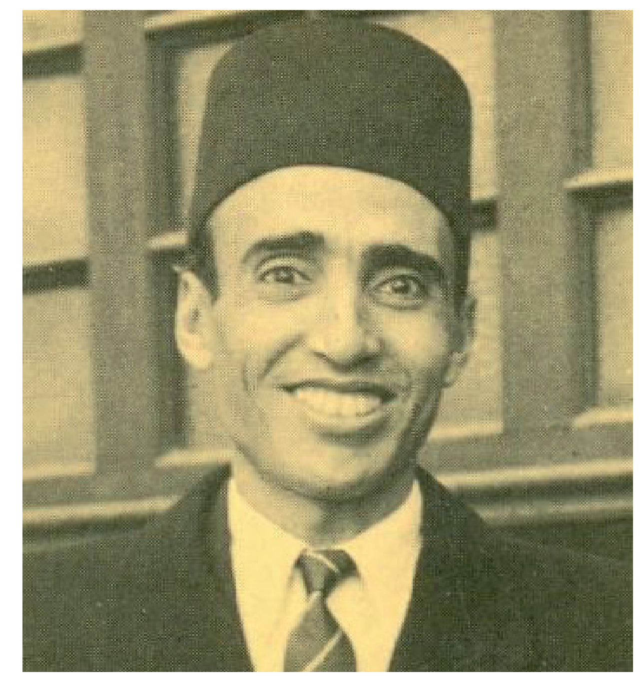
$B = \left(\frac{3}{5} - \frac{1}{4}\right) : \left(\frac{2}{3} + 2\right) = \frac{(3\times 4)-(1\times 5)}{20} = \frac{12}{20} - \frac{5}{20} = \frac{7}{20}$

$\frac{2}{3} + 2 = \frac{2}{3} + \frac{6}{3} = \frac{8}{3}$.

Poseur de bombe



C'est à Hammam-Lif que j'ai connu le Dr Slimane Ben Slimane, l'un des hauts dirigeants du Néo-Destour, qui m'a pris en sympathie et qui m'a initié aux questions politiques et aux méthodes d'action du Parti dans la lutte de libération nationale. Nous habitions la même rue *«de l'école enfantine»*. Nous nous voyons presque tous les jours. Il venait régulièrement s'asseoir en fin de matinée au café du rond-point et j'étais impressionné par sa droiture et sa gentillesse. Je lui dois reconnaissance de m'avoir épargné une erreur qui aurait pu avoir, à cette époque, des conséquences tragiques. Je m'étais embarqué avec un groupe d'amis dans une opération clandestine qui visait à déposer une bombe sur la voie du train qui traversait la ville et qui reliait par ailleurs le Sahel à Tunis. Nous avions déjà fabriqué notre bombe artisanale et la date d'exécution n'était pas loin. Un jour, j'en parlais en secret à Slimane Ben Slimane. Il était alors en compagnie d'Ali Zlitni. Tous deux se sont élevés contre une telle opération et m'ont mis en garde contre toute tentative de transgresser les règles de discipline du Parti. Ils m'ont demandé de mettre fin à cette entreprise et d'en éliminer toute trace.



La première fois où j'ai vu Bourguiba

A l'époque, Bourguiba était attendu à Tunis après sa libération du Fort Vancia à Lyon par les Allemands et son passage par l'Italie. L'avion qui le ramenait de Rome avait fait un atterrissage forcé à Menzel Temime le 8 avril 1943. Il se rend aussitôt à Hammam-Lif pour rencontrer Moncef Bey. Puis il y revient quelque temps plus tard auprès de son ami Dr Sadok Boussofara. Je l'apercevais en ville où il apparaissait en toute simplicité, dans sa jebba, entouré de quelques notables ou devisant avec le petit peuple : je n'osais pas l'approcher, encore moins lui parler. C'est seulement au cours de mes études à Paris que j'ai eu l'occasion de le voir de près et de le connaître.

Un camarade d'école, un ami de toujours

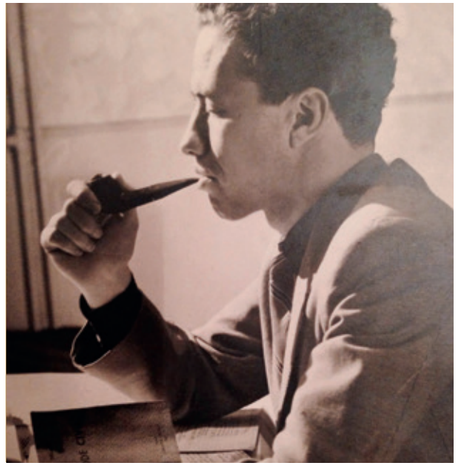
J'avais pour camarade d'études son fils Habib Junior qui avait été, comme moi, élève à l'annexe du Collège Sadiki. Sa mère, Mathilde, connaissait ma mère et, quand elle accompagnait le jeune Habib à Sadiki, elle me repérait toujours dans la foule des élèves et exerçait sur moi une autorité affectueuse.

Etudiant à Paris, j'étais membre de la cellule destourienne et membre du comité de l'AEMNA, mais je n'avais pas de contact particulier avec les hauts dirigeants du Parti. Je participais aux débats et m'engageais seulement quand j'étais personnellement convaincu de la décision, mais je n'endossais guère les ordres qui tombaient de haut, surtout quand ils ne me semblaient pas motivés. Habib Jr était évidemment identifié dans le milieu des étudiants de Paris comme le fils de son père. Pour moi, il était un ami et j'appréciais particulièrement son caractère indépendant, comme moi-même. Nous habitions deux quartiers différents, mais nous étions liés ; nous poursuivions les mêmes études à la Faculté de droit et nous partagions tout. Sans bourses d'études, nous partagions notamment les livres que nous achetions en commun. Je lui dois mon succès en dernière année de licence car, ayant trop dépensé mon temps dans les activités militantes, j'avais résolu cette année de sauter la session de juin et de reporter l'examen à la session de septembre. En mai, à quelques semaines de l'échéance, Habib Jr m'a forcé à m'y mettre ; il m'a prêté les notes et les cours et, en définitive, je lui dois ce succès libératoire qui m'a permis de regagner Tunis dès le 15 juillet 1952.

Tout au long de ces années, nous avions des discussions intenses sur les dirigeants du Néo-Destour et, pour ma part, je ne dissimulais guère ma déception en estimant que certains étaient loin de répondre aux exigences du moment. Habib Jr soutenait que son père était différent. *«Pourquoi le serait-il ?»*, lui disais-je, incrédule.

Taïeb Mehiri, mon aîné, voisin de quartier, la star de l'Espérance et mon mentor à Paris

En fait, mon mentor à Paris était Taïeb Mehiri. Il était mon aîné déjà à Sadiki et nous habitions ensemble la même rue à Tunis dans le quartier Bab al Aqwas. Il jouissait en outre d'une aura particulière du fait qu'il jouait ailier dans l'équipe de football de l'Espérance, très populaire dans le quartier de Bab Souika. Ayant lui aussi perdu son père très jeune, il avait été pris en charge par son grand-père, un honorable négociant en huile d'origine jerbienne. Pour ma part, je le saluais avec respect et lui-même me prenait en sympathie, il se montrait attentif à mes études et à mon action militante. Le leader Salah Ben Youssef se rendait occasionnellement à Paris et ne manquait pas de s'adresser à notre cellule ; normalement, j'aurais dû me rapprocher de lui, comme il était marié à la sœur de Fathi Zouhir, un parent proche. Mais Salah Ben Youssef me paraissait cassant et autoritaire, ce qui m'irritait. Mohamed Masmoudi était un militant actif avec qui nous discutions vivement mais sans lien de sympathie. Je me sentais plus proche de Taïeb Mehiri. A Paris, où il m'avait précédé, Mehiri me témoignait sa confiance et me confiait parfois des responsabilités dans l'action estudiantine.



Nation

Les deux visites de Bourguiba à Paris

Habib Bourguiba était venu deux fois à Paris pendant les années de mes études à la Faculté de droit. La première eut lieu après un long séjour en Asie et au Moyen-Orient et un bref passage à Tunis. Elle faisait suite au *«discours de Thionville»* du 9 avril 1950 où Robert Schuman, ministre des Affaires étrangères, avait déclaré devant Louis Périllier, nouveau Résident Général à Tunis: *«M. Périllier, dans ses nouvelles fonctions, aura pour mission de conduire la Tunisie vers le plein épanouissement de ses richesses et de l'amener vers l'indépendance»*. Ainsi, dans la bouche du ministre des Affaires étrangères, l'indépendance n'était plus une virtualité mais une échéance politique définie. Pour les chefs du Néo- Destour, le discours de Thionville prenait la valeur d'une Charte. (…)

Habib Bourguiba, saisissant au vol la déclaration de Schuman et la mention de l'indépendance, tenait à occuper aussitôt le terrain. Le 12 juin, il prend acte au nom du Néo-Destour de la déclaration de Robert Schuman et rappelle son programme politique. (…)

Sur cette base, il multiplie les contacts avec les journalistes, les dirigeants socialistes et les hommes politiques français et présente un programme de réformes au nom du Néo-Destour. (…)

Le 15 décembre 1951, le Président retournait à Paris où l'équipe gouvernementale l'avait précédé depuis le 30 octobre. Composée de Mhamed Chenik, Premier ministre, Mohamed Saadallah, ministre de l'Agriculture, Salah Ben Youssef, ministre de la Justice, et Hamadi Badra, ministre des Affaires sociales, elle devait s'entendre avec le gouvernement français, dirigé alors par René Pleven, sur le programme de réformes promis par le nouveau Résident Général Louis Périllier. Négociations pour les Tunisiens, échanges de vues ou conversations pour les Français, c'était un épisode ambigu mais crucial, encouragé par le Résident Général Louis Périllier qui, voulant surmonter les atermoiements de son propre gouvernement et soustraire les négociations à l'emprise des colons, avait persuadé Robert Schuman, ministre des Affaires étrangères, d'approuver le principe de ces entretiens et de les tenir directement à Paris.

J'avais très peu fréquenté les membres de la délégation ministérielle que je connaissais pourtant assez bien. Je ne savais rien des entretiens qui se poursuivaient depuis plus d'un mois. Mhamed Chenik était un parent par alliance, ma sœur étant mariée au frère de son épouse. Salah Ben Youssef était marié à la sœur de Fathi Zouhir, un parent proche. J'avais connu Saadallah lors d'une conférence qu'il avait donnée cette année même à l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm sur « l'olivier en Tunisie ». J'ai admiré sa science, sa prestance, la pureté de la langue qu'il maniait avec art et sans aucune note écrite : cette conférence m'avait communiqué un sentiment de fierté inoubliable. Enfin, Mohamed Badra était l'homme de confiance de Mhamed Chenik et son Directeur de Cabinet dans le premier gouvernement qu'il avait présidé en janvier 1943 sous Moncef Bey.

L'arrivée de Bourguiba à Paris coïncidait, pour la délégation ministérielle tunisienne, avec une session officielle au Quai d'Orsay en présence du ministre Robert Schuman: c'était le jour même de la remise de la fameuse Note du 15 décembre. De ce fait, les officiels n'ont pu se rendre à l'aéroport pour l'accueil du Président qui venait du Caire. Cependant, une trentaine de militants ont pu effectuer le déplacement à bord d'un autobus loué par Masmoudi. (…)

Le Président s'est rendu aussitôt à l'hôtel Ritz, siège de la délégation ministérielle tunisienne. Le Premier ministre rentrait tout juste de l'audience officielle, porteur de la lettre signée par Robert Schuman. A la demande du Président qui voulait lire la lettre, Chenik se montrait réticent, estimant que la primeur devait en être réservée à S.A. le Bey. Le Président hausse le ton : «Cessons ce petit jeu ! » et, d'un geste vif, se saisit de la lettre et s'y plonge d'un air grave. Au bout d'un temps, il la rejette nerveusement: *«La France n'a rien compris, s'exclame-t-il, mais elle ne tardera pas à comprendre ! Il faut se préparer au travail sérieux.»* Sans mentionner les termes d'autonomie interne ni de souveraineté tunisienne, la lettre fonde les rapports futurs des deux pays sur *«la reconnaissance du caractère définitif du lien qui les unit»*.

Le lendemain, le Président Bourguiba publie une déclaration où il dénonce *«l'impuissance de la France à résoudre les contradictions du Protectorat. La France ouvre une ère de répression et de résistance avec son cortège inévitable de larmes, de deuils et de rancunes…»* Recevant Jean Lacouture à son hôtel, il l'interroge, en repensant au discours de Thionville *«Qui a pu forcer Robert Schuman à se démentir, à s'humilier ainsi ?»* Puis il reprend *«Ils veulent l'épreuve de force, ils l'auront, les imbéciles !»*

Auparavant, le 13 décembre, la demande d'inscription de la question marocaine à l'ordre du Jour de l'Assemblée générale des Nations unies, déposée le 4 octobre 1951 par 6 pays arabes (Egypte, Irak, Liban, Arabie Saoudite, Syrie et Yémen) sous l'intitulé *«Violation par la France au Maroc des principes de la Charte des Nations unies et de la Déclaration des droits de l'Homme»* était repoussée par l'Assemblée générale par 28 voix contre 23 et 7 abstentions. La France s'estimait sans doute assez forte pour faire barrage aux aspirations de la Tunisie et du Maroc. Elle ne réalise pas que le statu quo est intenable et que le temps joue contre l'ordre colonial. Dix jours plus tard, le 24 décembre, l'indépendance de la Libye était proclamée par le roi Idris Senoussi, en vertu de la Résolution de l'Assemblée générale des Nations unies du 21 novembre 1949. Les éléments de la contre-stratégie s'ordonnent d'eux-mêmes.

Dans la suite de Bourguiba à l'hôtel Lutétia

Je m'étais absenté trois jours pour me rendre en Hollande pour représenter, en ma qualité de vice-président de l'AEMNA, notre association au Congrès international des étudiants arabes qui s'était tenu à Leiden, dans la banlieue de La Haye. Alors que je rentrais à Paris, à la fin de cette mission, Habib Jr m'attendait à la gare pour me faire part du désir du Président Habib Bourguiba de me voir à l'hôtel Lutetia où il était descendu. Nous devions nous y rendre directement sans prendre le temps de me débarbouiller ni de me changer pour être présentable. Nous arrivons au Lutétia, Boulevard Raspail, alors que Habib Bourguiba était dans sa mini-suite engagé dans une interview avec le rédacteur en chef du Monde, Jacques Guerif.

Je découvrais Bourguiba, sa fougue, sa gesticulation…et sa grande cause

A peine entrés dans la suite, Habib Jr et moi étions cloués à l'entrée, pris dans l'ambiance d'un discours bourguibien, tandis que tout le monde écoutait sans interrompre. De toute évidence, l'entretien avait commencé longtemps avant notre arrivée. Dans le très petit salon, face à Bourguiba, Jacques Guerif était concentré, entouré de Masmoudi et d'autres membres de la cellule du Néo-Destour à Paris, Hachemi Ayari, Mhamed Ben Salah, Dhaoui Hanablia et Abdelmajid Razgallah. Plutôt qu'une interview, c'était un monologue passionné, énergique et haletant. Je ne puis oublier ce moment qui, je l'avoue, m'a marqué pour la vie. Je découvrais Bourguiba, sa fougue, sa gesticulation… et sa grande cause : un chef politique impressionnant qui a la foi et qui a le verbe. Volubile, emporté, d'un raisonnement sûr, il parlait avec passion et fumait abondamment : le cendrier sur la table débordait de mégots. Personne ne l'interrompait, même pas le journaliste. Nous restions, Habib Jr et moi, figés à l'entrée, nous écoutions en silence.

J'entendais enfin Bourguiba déclamer : «Si la France ne veut pas comprendre, si elle refuse la main tendue, nous reprendrons la lutte et je serai à la tête de mon peuple comme un commandant à la tête de ses troupes. Un chef ne se dérobe pas !» Un silence et, brusquement, Bourguiba se lève et se précipite dans sa chambre, visiblement tendu et ruisselant de sueur. Tous se lèvent. Jacques Guerif se tourne vers Masmoudi : «*Ce fut lumineux !*», lui dit-il. Pour ma part, j'étais en extase, subjugué par l'autorité et l'assurance de Bourguiba. J'aurais voulu suivre tout le propos mais je n'avais pu saisir que la dernière partie où je reconnus les sept points ayant fait la base de la conférence de presse solennelle que Bourguiba avait donnée à Paris une année auparavant. Ces mêmes points esquissaient alors la plateforme du Ministère Chenik, formé le 17 août 1950 avec la participation du Néo-Destour avec pour mission de : «*négocier au nom de S.A. le Bey les modifications institutionnelles qui, par étapes successives, doivent conduire la Tunisie vers l'autonomie interne.*» La Note du 15 décembre mettait fin à cet espoir.

«Toi, j'ai besoin de toi, tu ne bouges pas !»

Tandis que les visiteurs se retirent, Habib Jr me pousse dans la chambre de son père. Je le vois en effet se préparant à entrer dans la salle de bain. Il était tout juste en caleçon, débarrassé de son costume et de son linge. Embarrassé, je le salue et j'aperçois aussitôt son épouse Mathilde qui m'avait reconnu et qui, voulant visiblement me mettre à l'aise, s'adresse à son mari : «*C'est le fils d'Ella Habiba !*», lui dit-elle. Bourguiba, sans prêter attention à ce qu'elle disait, me lance un ordre: «*Toi, j'ai besoin de toi, tu ne bouges pas !*»

En un éclair, je venais de percevoir un signe inouï : sous mes yeux, son tricot de corps jeté sur une chaise était troué et reprisé par endroits au fil rouge. D'un coup, je réalisais le fond de cet homme : ce n'était pas un homme d'argent, il reprisait ses affaires lui-même (une femme n'aurait jamais reprisé au fil rouge), il ne se donnait pas la peine de le dissimuler, il avait son échelle propre de l'importance des choses. Ce jugement éclair prolonge et exalte l'impact de l'entretien dont nous sortons avec Jacques Guerif. Je me tourne aussitôt vers Habib Jr : « Tu n'as pas tort, lui dis-je, ton père n'est certainement pas comme les autres. » Cette rencontre a changé le cours de ma vie. Depuis ce jour, nous ne nous sommes pas quittés. Jusqu'en août 1987, je n'ai pas cessé de fréquenter Habib Bourguiba.

Au cours de ce séjour à Paris qui s'est prolongé trois semaines, Bourguiba m'invitait à l'accompagner et il m'apprenait beaucoup de choses. Je ne puis oublier qu'au tout premier jour, il m'a conduit au pied de la statue d'Auguste Comte pour me faire lire l'inscription gravée sous le buste : «*Vivre pour autrui*». Je réalisais certes le symbole que représentait le monument dressé au centre de la place de la Sorbonne et dédié au philosophe Auguste Comte, père du positivisme, mais je n'avais guère prêté attention auparavant à cette inscription que je ne soupçonnais même pas. Bourguiba me parlait comme un père soucieux d'initier un fils aîné au sens de la vie et aux charges de la responsabilité.

«C'est ton idée, je te connais !»

Un jour, Hassan Belkhodja rapporte à Bourguiba les conclusions d'un débat entre nous sur la question de Corée et qui aboutit à une condamnation de l'interventionnisme américain. Bourguiba sursaute à cette conclusion et, se prenant la tête entre les mains, nous crie son désespoir devant tant d'ignorance. Du coup, il renonce à se rendre aux rendez-vous qui l'attendaient et décide de nous expliquer les dessous de cette question. Il commence par m'accuser : «*c'est ton idée, je te connais!*», me dit-il. Je l'admets en effet. Il prend alors tout son temps pour exposer à notre petit groupe la question coréenne. En l'écoutant, nous réalisions à quel point la connaissance des faits pouvait nourrir l'intelligence et nous épargner les dangers des jugements passionnés et futiles conduisant parfois à des convictions aveugles.

(…) Bourguiba est resté à Paris jusqu'au 4 janvier, en s'efforçant de dresser la riposte tunisienne à la Note du 15 décembre. De toute évidence, la question tunisienne était mûre pour faire son entrée aux Nations unies. Durant ce séjour, j'ai accompagné le Président Bourguiba tout le temps, au même rythme que l'année précédente, quoique dans un climat tendu, jusqu'à son départ pour Tunis. Depuis lors, je ne l'ai plus revu jusqu'au 1er juin 1955, à son retour triomphal au lendemain des négociations sur l'autonomie interne.

Mon retour définitif à Tunis

Je suis resté à Paris jusqu'à la mi-juillet 1952. Ayant pris cette année quelque retard dans mes cours, je doutais de pouvoir passer le cap des examens, mais grâce à l'amicale insistance de Habib Jr, je m'y étais résolu et, le 13 juillet, je terminais la dernière épreuve d'oral : j'avais ma licence en droit. Le jour même, deux agents de la sécurité se présentaient à mon domicile : je les trouvais aux prises avec la concierge de l'immeuble où j'habitais. Ils m'ont d'abord félicité pour mon succès puis ils m'ont prié de regagner la Tunisie : ma présence en France n'était plus justifiée. Pourquoi? J'étais vice-président de la section de l'AEMNA. Cette année-là, c'était un collègue algérien qui présidait l'AEMNA, succédant à la présidence de Hassan Belkhodja. La Tunisie occupait à travers moi la vice-présidence. Or l'été 1952, le monde étudiant était en pleine effervescence, dans le prolongement de la résistance nationale déclenchée en janvier à l'issue de l'arrestation de Bourguiba: grèves, revendications, manifestations, attentats, répression et déportations. En Tunisie, l'affrontement avait pris des proportions sanglantes: la presse française s'en faisait l'écho. Cinq mois plus tard, le 5 décembre 1952, Farhat Hached était assassiné, déclenchant à Casablanca des manifestations populaires d'une grande envergure, réprimées dans le sang, et qui furent le point de départ de l'insurrection marocaine.

Dans ce contexte, la police française décidait d'autorité mon retour en Tunisie. Mon passeport, qui était périmé, était entre les mains de la police : les deux agents m'ont donc remis un sauf-conduit et, le soir même, je prenais le train pour Marseille puis le bateau pour Tunis. Je n'ai pas eu le temps de déménager : mes affaires étaient restées en France. Baccar Touzani, qui a repris ma chambre, a pu me ramener plus tard quelques restes. Mon retour à Tunis dans ces conditions a totalement changé mes plans. J'avais conçu le projet de me lancer dans un stage auprès d'une banque installée à Saint Sébastien et dirigée à l'époque par le père d'un bon camarade de faculté. Le destin en a décidé autrement.

Me Caïd Essebsi : premiers pas au barreau

Rentré à Tunis le 15 juillet 1952, j'étais accueilli à bras ouverts par Fathi Zouhir qui dirigeait un Cabinet d'avocat très important. Il m'offrait d'entrer aussitôt dans son Cabinet où je serais principalement chargé des affaires des militants traduits devant le tribunal militaire. J'ai donc commencé dans le feu de la résistance une carrière d'avocat auprès des tribunaux militaires français qui, dans la conjoncture, fonctionnaient à plein régime.

Je prête serment le 3 octobre et je commence aussitôt à plaider. Au bout de quelques semaines, à l'issue de l'assassinat de Farhat Hached le 5 décembre, Fathi Zouhir était arrêté avec d'autres dirigeants. Ayant été membre du Conseil des Quarante, formé le 1er août par le Bey pour se prononcer sur les réformes proposées par le Résident Général de Hauteclocque, Fathi Zouhir avait poussé au rejet pur et simple du plan de réformes et avait contribué à élaborer l'argumentation juridique et politique. Le 9 septembre, le Bey communiquait au Résident Général la lettre formelle qui lui signifiait le rejet. Depuis lors, Fathi Zouhir se savait ciblé par la police. Il fut arrêté le 5 décembre à la sortie du tribunal de l'ouzara. Pour ma part, je n'étais pas assez lancé dans le barreau pour assumer la responsabilité d'un Cabinet en pleine activité, l'un des plus importants de Tunis. Mais le Secrétaire principal du Cabinet, Habib Driss, m'encadrait et me prêtait un concours précieux. Autour de moi, mes confrères me soutenaient aussi chaleureusement.

… et Ahmed Tlili sera acquitté

En ces jours tragiques pour la résistance tunisienne, le barreau m'absorbait totalement. C'est dans ces conditions que j'ai fait la connaissance d'Ahmed Tlili. Détenu à la prison militaire pour une affaire où il risquait la peine capitale, il m'avait sollicité personnellement pour assurer sa défense. J'ai plaidé pour lui, il a été acquitté. En fait, il était acquitté parce qu'il devait en être ainsi, mais il est vrai que j'en ai récolté l'aura. J'ai eu cette chance. Notre amitié depuis lors ne s'est jamais démentie.

Dans les maquis pour recueillir les armes des combattants

Le 23 novembre, Bourguiba lance un appel solennel aux combattants dans les maquis et dans les villes pour rendre les armes entre les mains du gouvernement tunisien, tout en leur exprimant la reconnaissance de la Nation et en garantissant l'amnistie générale. En décembre, une Commission est créée à ces fins sous l'autorité d'Ahmed Tlili. Je reçois aussitôt un appel du parti pour me joindre à la délégation chargée de recueillir les armes des résistants dans la région de Kasserine. Qui avait avancé mon nom pour cette mission ? Bourguiba, Taïeb Mehiri, Ahmed Tlili ? Je ne l'ai pas su. La démarche était périlleuse car les résistants n'étaient pas tous convaincus et la controverse avec Ben Youssef, qui s'opposait ouvertement

au compromis de l'autonomie interne, risquait de fausser les enjeux. Du reste, les résistants n'étaient guère assurés que l'ordre de désarmer émanait véritablement de Bourguiba. Enfin, la résistance algérienne qui montait en puissance et qui opérait en liaison avec nos maquis s'opposait ouvertement au principe du désarmement ; de part et d'autre, les radicaux s'employaient à dénaturer la portée de la démarche.

Ma mission a failli tourner au tragique : le chef du groupe dont nous attendions qu'il nous écoute et qu'il nous remette ses armes – il s'appelait Hakim – m'a mis en joue et, comme son fusil mitrailleur s'enrayait, c'est Abdelmajid Azzouzi qui intervient avec son groupe de militants, désarme Hakim et me tire d'une mauvaise passe. Dans une autre zone, Habib Jr était appelé comme caution par la délégation destourienne pour prouver que le Président Bourguiba était bien à l'origine de la décision ; à son tour, il a également risqué sa vie devant Tahar Lassoued, un des chefs de la résistance. Là aussi, les armes ont retenti et la démarche a failli mal tourner. Ahmed Tlili lui-même a eu une violente altercation avec Sassi Lassoued qui exigeait un accord écrit et signé que son "secrétaire" Abdallah Fakraoui se proposait de rédiger. Pour tous, l'épreuve était très dure, mais elle a constitué un test national crucial et conféré au parti destourien et à Habib Bourguiba un crédit très solide auprès des dirigeants français, surtout auprès de Mendès France.

«Ce n'est plus la salle des fêtes, c'est la salle des têtes !»

Durant plus de deux ans, j'étais presque quotidiennement, avec le regretté Taoufik Ben Braham et d'autres confrères, le matin au Tribunal Militaire de Tunis, avenue Bab Menara, le siège actuel du ministère de la Défense nationale et, l'après-midi, à la prison militaire de la Kasbah ou à la prison civile de Tunis pour rendre visite à nos militants. C'est pendant cette période que j'ai connu le plus grand nombre de ces militants, hommes et femmes pleins d'abnégation et qui ont souvent payé de leur vie leur dévouement à la cause nationale et leur amour de la patrie. J'ai encore en mémoire l'atmosphère lourde et oppressante des audiences qui se prolongeaient parfois assez tard le soir et se terminaient souvent par des condamnations à la peine de mort de militants admirables de courage et d'abnégation et dont le comportement pendant le procès et après le prononcé de la sentence force le respect.

Pour les affaires dites «importantes», les audiences se tenaient à la salle des fêtes de la caserne du Bardo, rebaptisée après l'indépendance «Caserne Bouchoucha». Dans l'une de ces affaires, le Ministère public, représenté par le Commandant Grimau, avait réclamé neuf condamnations à mort. Le Tribunal militaire, après avoir délibéré, lui en avait accordé douze, ce qui avait provoqué à l'audience même la colère de Me Taoufik Ben Braham qui, excédé, s'était écrié : *«ce n'est plus la salle des fêtes, c'est la salle des têtes!»*. Plusieurs avocats français des barreaux de Paris, de Marseille et d'autres régions de France se joignaient souvent à nous pour nous épauler dans la défense de nos militants.

Nous sommes tous des bleus

Le 8 avril 1956, l'Assemblée constituante ouvrait solennellement ses travaux au Palais du Bardo en présence de Lamine Bey, sous la présidence de Mhamed Chenik, doyen d'âge. Habib Bourguiba est formellement élu président de l'Assemblée, sa première fonction dans l'Etat. Le lendemain, il était proposé par le bureau de l'Assemblée pour être candidat au poste de Premier ministre. Le Bey confirme ce choix. Bourguiba forme son gouvernement le 14 et se présente devant l'Assemblée nationale le 17 avril. Dans son discours, il définit les objectifs de son gouvernement : *«Asseoir les bases de la souveraineté, en parfaire les moyens à l'intérieur et à l'extérieur du pays, mettre cette souveraineté au seul service des intérêts du peuple en mettant en œuvre une politique hardie et judicieuse pour libérer l'économie nationale des carcans de l'immobilisme et du chômage…»*

Le 24 avril, alors que je sortais d'une plaidoirie à la Driba, on m'apprend à la sortie de l'audience que le Président m'appelait. Croyant qu'il s'agissait du président de la Cour, je m'empresse de monter chez le Président Taïeb Jilani. Mais il s'agissait en fait du Président Bourguiba. Je quitte donc ma robe d'avocat et me rends à la Kasbah, au Premier ministère, directement chez Abdallah Farhat, le Directeur du Cabinet. Deux autres camarades m'avaient précédé à son bureau, Abderrazak Rassaa et Azzouz Mathari. Mondher Ben Ammar était chef du Cabinet. A travers la porte ouverte, j'entends la voix de Bourguiba : «Béji est-il venu ?» puis il pénètre dans le bureau et, en nous voyant tous les trois, il s'adresse à Abdallah Farhat : *«Tu leur as désigné leur mission ?»*. Je lui déclare *«Monsieur le Président, que puis-je faire dans votre Cabinet, je n'y connais rien, je suis un bleu !»*. Il s'exclame *«Nous sommes tous des bleus, ce n'est pas une raison pour laisser à d'autres la responsabilité de diriger le pays !»*

Le temps des réformes

On nous installe dans des bureaux voisins et, sur-le-champ, chacun reçoit ses premiers dossiers, chargés dans une brouette débordant de cartons. Mon lot était les affaires sociales. Ayant été l'avocat de l'UGTT, je m'y retrouvais. Je commençais à traiter mes dossiers en qualité d'attaché au Cabinet du Premier ministre. A mesure que je m'engageais, mon travail prenait un sens et une cohérence dans le contexte de la prise en charge générale des affaires du pays. Cette brève année 1956 était exceptionnellement féconde. Alors même que les instruments de la souveraineté n'étaient pas encore totalement récupérés, les réformes d'une ampleur considérable qui, dans cette conjoncture, visaient à changer la structure de la société et les mentalités des Tunisiens, témoignaient de la vision et de la détermination de Bourguiba longtemps avant qu'il n'accède au pouvoir : Habib Bourguiba était porteur d'un projet de société et il avait hâte de le délivrer. Sa hâte signifiait que l'impératif de modernisation était le plus important et qu'il fallait, avec ou sans la souveraineté extérieure, s'attaquer aux causes profondes de l'immobilisme et de la régression et délivrer la société des pesanteurs ataviques qui l'écrasaient.

Transfert des services de sécurité

La semaine qui précède mon installation en tant qu'attaché au Cabinet du Premier ministre, le 18 avril 1956, la direction des services de police passe sous l'autorité du gouvernement tunisien en vertu d'un échange de lettres conclu le 8 avril entre Alain Savary et Mongi Slim, ministre de l'Intérieur du gouvernement Tahar Ben Ammar. Le 19 avril, deux jours après l'investiture de son gouvernement, le Premier ministre Bourguiba, accompagné de Taïeb Mehiri, nouveau ministre de l'Intérieur, s'adresse aux fonctionnaires français des services de sécurité pour les inviter à tirer les conséquences de l'indépendance.« Du moment que nous avons tourné la page et que nous estimons que chacun a fait son devoir, leur dit-il, il vous faut faire votre examen de conscience et vous demander si vous vous sentez en mesure de servir cet Etat avec cet enthousiasme, cette passion du service public qui ont toujours été et qui sont toujours l'honneur des fonctionnaires français. Les droits acquis seront respectés : ceux qui ne peuvent servir cet Etat pourront rentrer en France.» Le même jour, Ismaïl Zouiten est installé Directeur de la Sûreté.

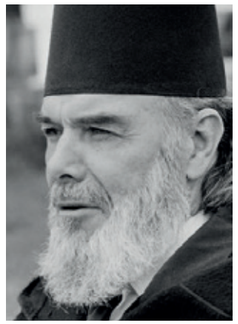
Avec Taieb Mehiri, au ministère de l'Intérieur

Le 30 juin, je me trouvais à Genève dans la délégation chargée de présenter la candidature de la Tunisie à l'Organisation internationale du travail. Mohamed Chakroun, ministre du Travail, dirigeait la délégation à laquelle participaient Ferjani Bel Haj Ammar, représentant le Patronat, Ahmed Ben Salah et Béchir Bellagha, représentant les Syndicats, et d'autres experts. J'y représentais le Premier ministère. J'étais également convié, à ce titre, à accompagner Béchir Bellagha dans une démarche auprès de Farhat Abbas qui était alors réfugié à Berne, pour lui transmettre une lettre personnelle du Président Bourguiba. Farhat Abbas, qui était en compagnie d'Ahmed Francis, nous reçoit chaleureusement Béchir Bellagha et moi-même. Après avoir lu attentivement la lettre, il me charge d'assurer le Président Bourguiba qu'il était décidé à se rendre à Tunis et à s'y installer. Je déduis de son message que Bourguiba l'invitait à s'installer en Tunisie et à se joindre à la direction politique de la résistance algérienne. Trois ans plus tard, le 28 janvier 1959, le Président Bourguiba adressera à Messali Hadj une lettre dans le même esprit.

Avant que je ne quitte Genève, je reçois le message que le Président Bourguiba me réclame à Paris où il poursuit des entretiens avec le Président du Conseil Guy Mollet sur la question de la défense. Je m'envole pour Paris où je remets les pieds pour la première fois depuis mon départ précipité en juillet 1952. Dès qu'il me voit, Bourguiba m'interpelle : *«Qu'est-ce que tu fais ici ?*

- *Vous m'avez fait appeler, lui dis-je.*
- *Tu vas rejoindre directement le ministère de l'Intérieur auprès de Taïeb Mehiri.*
- *Pourquoi donc, suis-je de trop dans votre Cabinet ?*

• *Tu es désigné pour une mission très importante, nous venons de faire une révolution, il faut la mener à son terme.»* Il s'agissait du décret du 21 juin 1956 qui réorganise l'Administration régionale – l'ancienne «section d'Etat» – et qui institue le système des gouvernorats. J'ai protesté pour ce transfert, mais le Président me rassure : *«C'est une mission de six mois.»* Je ne pouvais soupçonner qu'elle durerait quatorze ans.



Un gros travailleur

Au ministère de l'Intérieur, Taïeb Mehiri était assisté par Ismaïl Zouiten, Directeur de la Sûreté, Driss Guiga, Directeur de l'Administration régionale et communale, Mohamed Jeddi, chef du Cabinet, ainsi que Mohamed Gherab, chargé de mission, et Mahmoud Lafi, chargé des résistants. Je retrouvais ainsi Taïeb Mehiri et je découvrais ses qualités d'administrateur. Taïeb Mehiri était un gros travailleur et, autant que Bourguiba, avait le don de communiquer le sens de l'Etat. C'était une chance de le côtoyer et d'apprendre à son contact. Sa position au Parti, dont il était le Secrétaire Général Adjoint, le rangeait parmi les plus puissants de la hiérarchie politique. Une activité intense nous accaparait dans nos bureaux et dans nos nombreux déplacements à l'intérieur du pays. Nous surmontions la crise youssefiste à la fois par un effort de persuasion et d'encadrement et par des mesures sécuritaires : l'Etat et le Parti jouaient leur rôle dans une partition parfaitement réglée.

L'Administration régionale

L'effet direct du régime de l'indépendance sur l'Administration régionale était la suppression des contrôles civils. Les contrôleurs civils, hauts fonctionnaires ou officiers français, relayaient les pouvoirs du Résident Général à l'échelle des régions et exerçaient de ce fait le pouvoir réel au détriment des Caïds qui, de leur côté, représentaient le pouvoir du Bey à travers son Premier ministre et le ministre de l'Intérieur. Les caïds étaient à la fois administrateurs et juges, au civil pour les actions personnelles et mobilières atteignant un certain degré et, au pénal, pour les contraventions de simple police. Ils sont par ailleurs chargés de recouvrer les impôts directs par l'intermédiaire des Cheikhs, qui sont leurs délégués dans les subdivisions territoriales. Le corps caïdal, à l'image de l'Administration archaïque du pays, était largement discrédité. La réforme consistait à regrouper les circonscriptions administratives et à accroître l'autorité des représentants du pouvoir central, tout en modernisant leur statut et en redéfinissant leurs attributions : les services financiers de l'Etat et les pouvoirs judiciaires reviennent dorénavant aux prérogatives respectives des Finances et de la Magistrature.

La nouvelle organisation instituait 13 gouvernorats en remplacement des 34 caïdats. Les nouveaux gouverneurs sont assistés au siège même par un Secrétaire Général et deux Délégués et, dans les subdivisions territoriales, par des Délégués placés sous leur autorité directe. Seul représentant du Gouvernement, le Gouverneur assure, sous l'autorité des ministres compétents, la coordination, l'orientation et la surveillance générale des fonctionnaires de l'Etat, ainsi que le contrôle administratif général dans sa circonscription. Le Gouverneur assure notamment le maintien de l'ordre et la tutelle des collectivités locales.

Les nouveaux gouverneurs étaient désignés parmi les présidents de fédération du Parti. Seuls deux anciens caïds étaient maintenus : Ahmed Zaouche, nommé gouverneur de Tunis, et Mohamed Mohsen, nommé à Sfax. Les gouvernorats du Sud étaient des postes sensibles parce que l'armement algérien qui transitait en partie par la Libye traversait toute une zone encore «territoire militaire» où plusieurs casernes de l'armée française constituaient de réelles menaces. Nous étions en conflit permanent avec l'armée française. Il arrive que la route principale traverse physiquement le périmètre des casernes de sorte que les véhicules sont soumis d'office à des contrôles par les militaires français pour pouvoir tout juste poursuivre leur route. Dans ces conditions, c'est parfois le gouverneur lui-même qui, se prévalant de son immunité, convoie les armes algériennes. C'était le cas de Mohamed Lahbib, gouverneur de Médenine.

Sidi Youssef et le problème des réfugiés

Le bombardement de Sakiet Sidi Youssef le 8 février 1958 allait offrir à la Tunisie l'occasion de porter le problème devant les Nations unies, de dénoncer sur le plan international le maintien d'une armée étrangère dans un pays indépendant et souverain et d'exiger en conséquence l'évacuation totale.

Les flux croissants de réfugiés algériens dictaient une démarche inévitable d'internationalisation: la Tunisie décide de faire appel au Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. Zouhir Chelli, du ministère des Affaires étrangères, et moi-même étions chargés d'évaluer l'envergure du problème et de préciser la répartition et les points de concentration des réfugiés. Nous nous rendons sur les frontières et, au terme d'une enquête rapide, Zouhir Chelli soumet un premier rapport. Sur cette base, Khemaïs Hajeri, Secrétaire Général du ministère des Affaires étrangères, devait établir la requête destinée au Haut Commissariat pour les réfugiés. Hajeri, par scrupule, insistait pour se rendre personnellement sur les lieux afin de compléter et de préciser les données de base de son rapport. A sa demande, et sur l'insistance de Si Bahi, je l'ai accompagné sur les lieux. Le 29 mai 1957, à notre arrivée à Aïn Draham, le délégué Laroussi Ben Brahim nous apprend qu'un incident militaire, le matin même, bloquait la route conduisant aux campements de réfugiés. Nous savons que l'armée française occupait une caserne située à proximité de la ville, plus près de la frontière, et que des patrouilles sillonnaient la région sans se soucier des ordres des autorités tunisiennes qui soumettaient tout déplacement à une autorisation préalable. Deux jours plus tôt, le Gouverneur de la ville, Naceur Ben Jaafar, avait fait arrêter en pleine ville le commandant et quelques sous-officiers et les avait détenus toute la journée au siège du gouvernorat. L'incident de ce matin était vraisemblablement provoqué en réplique à cette audace du Gouverneur. Nous décidons d'aller sur les lieux et d'en avoir le cœur net.

A quelques dizaines de kilomètres de la ville, en pleine forêt, nous observons en effet un groupe de soldats tunisiens et de gardes nationaux pointant leurs fusils contre une colonne de tanks français. Le capitaine Abdallah Abaab commandait ce détachement. Nous descendons tous de voiture et, accompagné du délégué, je me dirige vers l'officier qui commandait les blindés français. Tout en m'approchant, j'invite cet officier à détourner les canons loin des soldats tunisiens et à se replier dans sa caserne car il n'était pas autorisé à circuler dans cette zone. L'officier me répond que ses soldats ne pouvaient effectuer aucune manœuvre de cette nature tant que les soldats tunisiens les tenaient en joue avec des armes chargées et pointées offensivement. Il protestait contre le fait que nos soldats se soient empressés de charger leurs armes sans sommation.

Khemaies Hajeri gravement atteint, et moi une balle dans le genou

Je réalisais que le moindre coup de feu allait provoquer un carnage. Brusquement, avant même que je n'aie pu me tourner vers les rangs tunisiens, la fusillade éclatait, des balles sifflaient autour de nous, j'ai pu tout juste me jeter dans un fossé sur le bord du chemin, en appelant le délégué à s'y précipiter avec moi. L'officier français à son tour plonge avec nous. Je réalise que mon genou était en sang, une balle ayant coupé mon pantalon à ce niveau, et que l'endroit que nous venions de quitter, le délégué et moi-même, était labouré d'un sillon creusé par des obus qui, apparemment, nous étaient destinés. Le bruit des obus était assourdissant et les détonations étaient si fortes qu'elles nous secouaient au fond de l'abri. Plusieurs soldats tunisiens étaient atteints, de même que Khemaïs Hajeri. A la faveur d'une accalmie, nous remontons de nos abris. Le chauffeur Taïeb, du ministère des Affaires étrangères, se précipite pour secourir Hajeri, il le hisse sur ses épaules et l'emporte jusqu'à sa voiture.

Trois miraculés

La fusillade avait fait une dizaine de morts du côté tunisien. Trois personnes en sont sorties indemnes, le commandant Abdallah Abaab, le délégué Laroussi Ben Brahim et moi-même. Ce n'était qu'un incident parmi d'autres : leur fréquence explique les mesures de confinement prises à l'encontre des forces françaises, les barrages dressés à l'entrée des casernes et les sacrifices demandés aux militants destouriens pour assiéger les postes militaires et empêcher le libre mouvement des patrouilles.

A l'hôpital de Béja où notre convoi s'était rendu, le médecin me rassurait : mon genou avait été tout juste éraflé. Khemaïs Hajeri en revanche avait reçu un éclat en pleine tête, il avait fallu l'évacuer sur Tunis et, plus tard, vers la Suisse.

«Tu as perdu une belle occasion de mériter une oraison funèbre par Si Bahi !»

C'est Néjib Bouziri, chef du Cabinet du ministre des Affaires étrangères, qui fut chargé aussitôt de poursuivre le dossier. Je l'accompagnais à Genève auprès du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés où notre démarche aboutit à l'établissement d'un programme d'assistance internationale à long terme au profit des réfugiés algériens. Je dois avouer que mon séjour à Genève était vain, j'étais cloué trois jours dans la chambre d'hôtel, paralysé par les séquelles de ma blessure. Le jour de l'incident, le Président Bourguiba en présence de Bahi Ladgham me reçoit et me demande de lui en parler. Après m'avoir écouté, il déclare en essayant de détendre l'atmosphère : *«Tu as perdu une belle occasion de mériter une oraison funèbre par Si Bahi !»*

Béji Caïd Essebsi
L'homme de la seconde chance

• Par Abdelhamid Larguèche

Elève spirituel et compagnon de Habib Bourguiba, comme il aimait à répéter, Béji Caïd Essebsi, aujourd'hui le regretté Président défunt de la deuxième République tunisienne, constitue la dernière grande figure historique du réformisme destourien triomphant.

Revenu brusquement sur la scène à la faveur de la Révolution de janvier 2011 après une longue éclipse politique du temps de Ben Ali, Béji Caïd Essebsi, nommé Premier ministre en février 2011, a retrouvé en lui-même et chez les élites tunisiennes qu'il a pu mobiliser suffisamment de ressources pour reprendre la direction d'un pays en état d'effritement, et l'orienter avec vigueur et assurance vers l'organisation d'élections libres et démocratiques en octobre 2011.

Mais du coup, c'est Béji l'homme qui conquit le cœur de beaucoup parmi les Tunisiens, surtout de la classe moyenne, qui a vu en lui l'homme capable de restaurer l'Etat et de rendre sa stabilité à un pays en proie à tous les débordements.

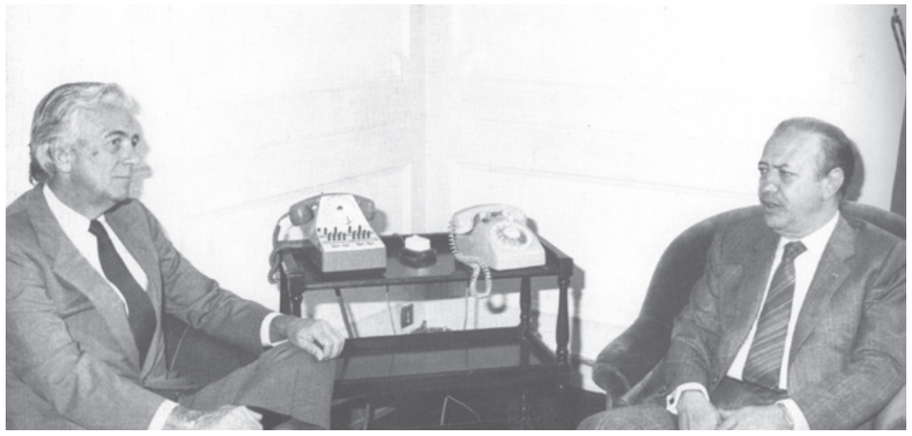
Un parcours presque exemplaire

Issu d'une famille de la bourgeoisie tunisoise du «Makhzen» husseinite, Béji fréquenta dès son jeune âge les milieux nationalistes et adhéra au Néo-Destour dès 1941, il n'avait alors que 16 ans. Sadikien de formation, il allait suivre le chemin des nouvelles élites en s'installant à Paris pour poursuivre ses études de droit à la Sorbonne, par où est passé Bourguiba quelques décennies auparavant.

Mais le hasard de l'histoire a fait que Béji rencontrât Bourguiba à Paris même où ce dernier était venu mener les dernières négociations.

Rentré à Tunis en 1952 pour exercer son métier d'avocat, il se fait distinguer comme le défenseur de nombreux militants nationalistes emprisonnés et jugés par les tribunaux du protectorat.

Mais vite l'indépendance acquise, Béji allait être coopté dès avril 1956 comme conseiller auprès de Bourguiba, encore Premier ministre de Son Altesse Lamine Bey.



Ainsi commença pour ce jeune homme un long périple dans l'édification du nouvel Etat national face à tous les défis de la décolonisation. Il était là durant les moments forts : de l'Affaire de Bizerte à la gestion du problème des réfugiés algériens, à la mise en place du premier noyau de la Garde nationale et de l'Armée, en passant par les tensions et conflits internes dont la tentative de complot de 1962 qui accéléra sa nomination à la tête de la direction de la sûreté de l'Etat pour finir par être nommé ministre de l'Intérieur en juillet 1965.

Bien plus tard, le 20 mars 2015, il évoqua lors d'un discours cet épisode en affirmant que *«la bataille de l'édification de l'Etat national elle-même se confondait avec la bataille du parachèvement de la souveraineté»*.

La compagnie du ''Combattant Suprême'' n'était pas exempte de malentendus. Libre d'esprit, de culture politique réformiste libérale, Béji s'accommodait mal des dérives autoritaires et du ralentissement du développement politique. Ces critiques lui valurent le désaveu de Bourguiba et même l'éviction du PSD.

Mais il revint sur la scène à la faveur de l'ouverture politique du régime bourguibien et prit la tête des Affaires étrangères. C'est à l'international et dans la diplomatie que BCE va montrer ses talents et son sens développé de la politique internationale. Le vote de la résolution onusienne condamnant le raid israélien de Hammam-Chott en 1985, évitant pour la première fois le véto américain et la gestion habile du voisin turbulent Kadhafi, lui donnèrent la stature de diplomate stratège auprès du ''Combattant Suprême'' et des milieux internationaux.

La destitution de Habib Bourguiba et l'avènement de Zine el-abidine ben Ali en novembre 1987 vont obliger BCE à une courte période de cohabitation qui s'avéra infructueuse. Dès 1992, BCE se retira de la vie politique pour remettre sa robe d'avocat.

Un long silence politique qui dura le temps d'une dictature, mais au cours duquel il finira par réhabiliter une époque et un homme déchu, Habib Bourguiba. En effet, la parution de son ouvrage *«Bourguiba, le bon grain et l'ivraie»* constitua l'événement éditorial de l'année 2009. Un ouvrage autant autobiographique que dédié à la mémoire de Habib Bourguiba, qui rompt le silence pour rendre hommage au bâtisseur de la Tunisie contemporaine. Sa formule heureuse sur la destinée de la statue équestre de Bourguiba, lâchement déboulonnée après le coup d'Etat de novembre 1987, était annonciatrice de la fin inévitable du régime de Ben Ali et du *«retour de Bourguiba»*.

De la Révolution à la transition démocratique
Du sauveur au père protecteur

Lorsqu'éclata la révolution tunisienne auréolée de tous les noms prestigieux en janvier 2011, la classe politique de l'ancien régime, durement ébranlée et discréditée aux yeux d'une jeunesse en effervescence, retourne à BCE pour assurer la continuité de l'Etat et entamer les réformes démocratiques vivement souhaitées.

Nommé Premier ministre par son ami, le Président intérimaire Fouad Mbazaa, BCE fait usage de son don du verbe, de ses bonnes formules pour rassurer d'abord et charmer ensuite. Rassurer les Tunisiens sur l'avenir de leur Révolution : dès son premier discours de mars 2011, il annonça la tenue d'élections d'une Assemblée constituante et assura que ni lui ni son gouvernement n'allaient se présenter à de telles élections. En même temps, il mit en place l'instance supérieure de la réforme politique et de la transition démocratique, instance représentant les partis et la société civile, à vocation consultative mais qui annonça la vocation même de la Révolution tunisienne, celle d'assurer la transition d'un régime autoritaire et non démocratique à un régime de démocratie pluraliste.

La réussite de la première transition constitua la consécration de BCE, homme politique du renouveau démocratique, mais surtout comme chef charismatique rassurant et fédérateur.

La tenue des premières élections libres et démocratiques en octobre 2011 constitua un tournant dans la vie politique tunisienne, mais révéla à BCE à quel point la Tunisie risquait de s'éloigner du projet sociétal tel que façonné par l'Etat national dont il fut l'un des bâtisseurs. En effet, la victoire électorale du parti Ennahdha, l'écroulement du RCD, ancien PSD, et l'émiettement du paysage politique tunisien, incitèrent BCE à reprendre le chemin de la politique. Le 26 janvier 2012, dans une déclaration devenue célèbre, il appela les forces politiques et intellectuelles nationales à *«se rassembler autour d'une alternative à même de consolider l'équilibre politique et de garantir l'alternance pacifique du pouvoir»*.

Une nouvelle épopée s'annonçait et qui va le mener à fonder une nouvelle formation politique, Nida Tounès (l'Appel de la Tunisie) en juin 2016 et devenir le chef de l'opposition au gouvernement dirigé par le parti islamiste Ennahdha.

Le franc succès de la nouvelle formation politique, fondée sur les idées de redonner au pays un équilibre politique, d'assurer les conditions de l'alternance au pouvoir et de renouer avec les principes de l'Etat civil

et de l'héritage réformiste et bourguibien a redonné l'espoir à de larges franges de la société tunisienne de retrouver la Tunisie d'antan prospère, stable et ouverte. Mais Béji incarnait avant tout pour le Tunisien ordinaire, comme pour l'intellectuel et le bourgeois, l'homme qui a pu relever le défi en réactivant, non sans quelque nostalgie, les ressources du patriotisme tunisien et des fastes de l'Etat bourguibien.

La campagne électorale, durement menée sur le terrain comme sur les plateaux de télévision, a révélé aux Tunisiens un homme plein d'énergie, combatif et ferme, mais conciliant et fédérateur.

La nouvelle philosophie politique de l'homme, longuement développée lors de ses discours avant et après son élection à la tête de l'Etat en décembre 2014, se déclinait en pragmatisme réformiste et principes politiques démocratiques sur fond de libéralisme social.

L'expérience de la transition démocratique en Tunisie dont il a été le principal artisan est inédite à plus d'un égard et a permis de dégager un lexique politique nouveau dont seul Béji tient les secrets.

De la démocratie consensuelle et ses vertus pacificatrices au vivre-ensemble et à la gouvernance en partenariat dans la diversité et la différence, en passant par la modernité dans le respect de la bonne tradition, Béji Caïd Essebsi, assuré du soutien d'une bonne partie du peuple et de la sympathie de l'opinion internationale, cache peut-être l'intime conviction que l'Islam politique peut se dissoudre dans le creuset des valeurs nationales et des principes d'une démocratie civile et respectueuse de ses ancrages culturels.

Mais il n'est pas sans savoir - et il le répète souvent - que la démocratie a besoin d'un Etat de droit fort et prestigieux, d'une économie dynamique à même de combattre la pauvreté et la marginalité de régions entières, pour pouvoir prospérer et durer.

Par beaucoup d'aspects, personnels et intellectuels, Béji Caïd Essebsi est un Bourguiba.

Tous deux, hommes charismatiques, passionnés des grands défis, puisant leur vision du monde aux sources du nationalisme et du réformisme destourien, relevant chacun à son époque les défis de son temps. Le premier, ceux de la décolonisation et du sous-développement, le second ceux des fractures politiques, idéologiques et sociales d'une société divisée et en proie au terrorisme dans un contexte régional.

C'est là un défi encore actuel pour tous les Tunisiens. Le prix Nobel de la paix accordé au quartet du Dialogue national tunisien doit beaucoup à la sagesse politique de BCE et a laissé espérer pour un temps que le monde sera aux côtés de la Tunisie pour faire émerger et prospérer la première démocratie pluraliste du monde arabe.

En un seul mandat de cinq ans, mais inachevé par la force du destin, Béji a beaucoup fait pour réactiver les ressources d'un nationalisme progressiste et moderne, mais nous vivons avec son départ précipité toujours sur un goût d'inachevé

A.L.
Historien

1) «Lorsque le temps fera son œuvre, que le bon grain se sera débarrassé de l'ivraie, Habib Bourguiba sortira du purgatoire et la statue équestre du plus illustre des Tunisiens reprendra sa place à Tunis», écrivait déjà BCE en conclusion à son ouvrage paru en 2009, le Bon Grain et l'Ivraie

2) Cet article est une version légèrement remaniée d'un article de l'auteur publié dans la revue Historia en février 2016.

LA FACILITÉ ET LE CONFORT
LORS DE VOTRE ENREGISTREMENT
À TRAVERS LES COMPTOIRS DE CLASSE AFFAIRES

Devenez membre corporate et profitez d'un bagage en extra et une priorité en check in pour tout vos voyages en business

A STAR ALLIANCE MEMBER

TURKISH AIRLINES
CORPORATE CLUB

Les 100 jours SAYARA de l'ATB !

Du 1er Juillet au 04 Octobre 2019

OFFRE PROMOTIONNELLE

Profitez des **100 jours SAYARA** et retrouvez le plaisir de conduire en bénéficiant d'un **crédit voiture** avec :

- **Des conditions et taux avantageux.**
- **Des conseils et montages financiers personnalisés.**
- **Un remboursement pouvant atteindre 7 ans.**

www.atb.tn ATB TUNISIE

ATB
البنك العربي لتونس

Des professionnels pour vous.

PUBLICIS IMPACT

BCE nous quitte

• Par Yadh Ben Achour

Il fallait que sa mort tombe un 25 juillet. Rien ne pouvait autant lui seoir que ce signe du destin. L'humour poussé jusqu'à la cime !

Homme de l'indépendance, donc d'une ère révolue, il aura pourtant fortement occupé la scène politique postrévolutionnaire à partir de 2011. En tant que responsable politique, l'histoire aura tout le temps de juger son action. Cependant, qu'on fasse partie de ses amis ou de ses adversaires, il faut lui reconnaître le mérite d'avoir sauvé la Tunisie d'un certain nombre de périls qui la menaçaient au cours de ces dernières années. En juin 2011, il mit fin à la lancinante crise provoquée par l'ajournement des élections pour l'ANC. En 2012, il lança les voies de l'alternance qui se concrétisera lors des élections de 2014. L'alternance est le vrai secret de la démocratie. Il trouva une formule magique, *«un État civil, pour un peuple musulman»*, pour à la fois réconcilier les Tunisiens avec eux-mêmes et gagner le pari de la sécularisation contre les menées théocratiques. En votant pour ce slogan, les électeurs en 2014 ratifièrent ce choix de société. Homme de compromis, il sut négocier avec un parti dont il était très loin de partager l'idéologie, des formules de gouvernement conjoint qui, malgré tout, nous assurèrent une certaine stabilité.

L'homme disparu, revenons à nous-mêmes ! Je ne doute pas que les Tunisiens sauront sortir du creux de la vague. On en a vu des pires ! Cela sera le meilleur des hommages pour BCE.

ELU PRODUIT DE L'ANNÉE
TUNISIE 2019
إنتخب منتج العام
من المستهلك التونسي
Catégorie Carburants
دراسة احصائية مستقلة مركزة على التجديد أجريت
من قبل معهد العمروي للدراسات على عينة مكونة
من 2400 مستهلك تونسي

Agil X Premium

AGIL INNOVE EN LANÇANT SON CARBURANT DE DERNIÈRE GÉNÉRATION TECHNOLOGIQUE, AGILX PREMIUM GASOIL ET ESSENCE.

Agil X préserve, protège et nettoie le moteur dés le premier plein. Cette nouvelle gamme est enrichie d'additifs multi actions permettant l'amélioration de la performance du moteur et l'augmentation de sa longévité.
Combiné avec une conduite rationnelle Agil X permet de faire des économies de carburants.

Agil X permet également de réduire jusqu'à 25% des émissions polluantes (test labo Afton Chemical). Grâce à la dernière génération de technologie GreenClean3™, Agil X Gasoil offre un excellent anti mousse lors du remplissage, une accélération plus rapide et réduit le bruit du moteur.

Adopter Agil X, c'est adopter le bon geste pour garantir la mécanique de votre véhicule.

Agil
À votre Service

Le Monde

La mort du président tunisien à l'âge de 92 ans (...) laisse la Tunisie orpheline d'une figure tutélaire résumant ses propres ambivalences, ce « gris » d'un chantier hybride qui ne prend des couleurs qu'au regard du chaos ou de l'immobilisme de ses voisins.

(...) De fait, M. Essebsi sera entré dans l'histoire comme celui qui aura désamorcé le schisme entre islamistes et anti-islamistes. La fracture, béante, avait menacé de faire basculer la Tunisie dans la violence en 2013, deux ans après la chute du régime Ben Ali. Certes, le mérite ne revient pas qu'à lui seul.

(...) L'enjeu de ce nouveau cycle politique deuxième élection présidentielle et troisième scrutin législatif depuis 2011 est crucial : l'enracinement de la démocratie dans ce petit pays d'Afrique du Nord, à la fois pionnier et seul rescapé de la vague des « printemps arabes.

The New York Times

Yet Bejbouj, as his supporters affectionately called him, won the trust of many Tunisians with his call for a strong state and a modern secular society -- a prospect that stood in stark contrast to Ennahda's chaotic rule from 2012 to 2014. He also supported legislation to promote women's rights, following Mr. Bourguiba's lead.

«We have managed to initiate a democratic process, which is very rare -- we are the only country now like that,» Mr. Essebsi said in an interview with The New York Times in 2015 in the ornately tiled presidential palace overlooking the harbor of ancient Carthage.
The Washington Post

Essebsi's death on Thursday will pose a fresh test to Tunisia's democratic credentials as the nation contends with setting up a snap election.

Le Figaro

Un de ses conseillers notait en janvier 2018 : *«Il a mis le pays en paix. Nous sommes sortis des questions identitaires. Il a réussi à amener les islamistes dans le modèle tunisien de l'ouverture. Ce sont eux qui portent la cravate, nous ne portons pas le qamis.»*

L'Obs

Il souhaitait plus largement rester dans l'histoire comme l'artisan de l'égalité entre femmes et hommes en matière d'héritage, obtenant qu'un projet de loi soit présenté au Parlement sur ce sujet délicat qui touche au texte coranique. Mais le débat s'est enlisé à l'approche des élections prévues cette année, et il est décédé sans que le texte n'ait été soumis au vote.

Libération

Le plus vieux chef d'Etat en exercice de la planète – après la reine d'Angleterre – a traversé toute l'histoire de la Tunisie indépendante, en épousant ses sinuosités, ses avancées progressistes, ses dérives brutales, ses doutes, et jusqu'à sa révolution démocratique, en 2011, qui font du plus petit pays du Maghreb un Etat à part dans le monde arabe.

Celui qui se rêvait en héritier de Bourguiba ne laissera derrière lui ni un mouvement politique puissant, ni même des réalisations spectaculaires ou des réformes marquantes, comme son mentor. Il aura en revanche permis à son pays d'entrer dans la démocratie tout en restant uni, à coups de ruses, d'accords secrets, d'équilibres instables et de compromis. A sa manière. A la tunisienne.

Le Point

Entre les législatives et la présidentielle, les succès l'avaient rendu guilleret. Il étrennait l'acmé de sa vie professionnelle grâce à une démocratie imprévue dont il n'était nullement partie prenante. Il s'en amusait en interview. Il gérera le pays au lendemain de sa révolution. Puis deviendra l'icône des séculiers en mettant en scène un combat avec les islamistes. Une fois élu en 2014, il gouvernera avec eux. Une situation qui aura duré jusqu'à sa mort.

Avec sa culture politique, réelle, son maniement malicieux du verbe, nourri de ses lectures, de sa pratique du droit, il se référait aux leaders du siècle précédent.

GEELY GC6
PRENEZ LA ROUTE AVEC CLASSE
GEELY
Découvrez la nouvelle GC6, une citadine dotée d'un moteur d'une puissance de 4 cylindres, d'un design prestigieux et de pleins d'autres options.
À partir de
42,800dt TTC
GC6
SOTUDIS ZOUARI
CONCESSIONNAIRE AUTOMOBILE
Venez nous visiter au showroom Geely
Parc Industriel Ben Arous GP1 km 5.5
Tél.: 70 131 000 - Geely Tunisie
3 ANS GARANTIE OU 100 000 km

J'aimais sa culture, son raffinement

• Par Abdelaziz Kacem

Le Président est décédé. J'en suis littéralement affecté. J'aurais aimé écouter son discours prévu pour ce jour, soixante-deuxième anniversaire de la République. Il nous devait bien des explications, bien des révélations. Pour autant, avons-nous le droit d'emprunter, en toute solennité, la formule monarchique consacrée et quelque peu réajustée : le président est mort, vive la République ! L'institution est si gangrenée qu'elle demande à être formatée. Le Président est mort, mais je déconseille à ses adversaires de trop pavoiser. Il se pourrait que le vieux mage leur ait laissé, quelque part, une mauvaise surprise.

Comme à peu près deux millions de citoyens et citoyennes, parmi les plus lucides, j'ai voté pour lui. Son challenger de l'époque eût-il été à sa mesure, j'aurais voté résolument pour BCE. Il était éminemment cultivé et, contrairement à plus d'un, il connaissait ses « Moallaqât ». J'y reviendrai. Il n'était pas sans savoir que ses nombreux électeurs se disaient déçus. Pas moi. Ou plutôt, moi aussi, mais pas pour les mêmes raisons. On lui reproche les promesses non tenues, mais surtout sa « compromission » avec Ennahdha. Moi qui sais que la politique est l'art du possible, je ne lui tenais pas grief de ce malencontreux et inévitable compromis. Mais le Cheikh, c'est là son moindre défaut, l'a ignominieusement trahi. L'illustre victime aurait dû le prévoir et agir en conséquence.

Pour autant, cela fait longtemps que je suis démangé par une série d'interrogations. Je ne comprends pas comment le grand parti prometteur qu'il a su créer, à partir de rien, ou presque, s'est littéralement disloqué. Il en était le géniteur, tout autant que celui de sa propre progéniture. Il semble avoir préféré les liens du sang à ceux du sens. Avec son aura et son expérience de négociateur chevronné, il aurait pu empêcher son effritement. Des cadres de haute valeur ont été acculés au départ. Un chef de gouvernement qu'il s'était lui-même choisi s'est détaché. Il ne lui était pas impossible d'empêcher sa désaffection. Plus largement, je connais nombre de ses amis qui, se sentant négligés, se sont, non sans chagrin, sur la pointe des pieds, éloignés de lui.

J'aimais en BCE sa culture, son raffinement. Peu avant son accession à la magistrature suprême, je discutais avec lui de ses poètes préférés, al-Ma'arrî et al-Mutanabbi. Je ne l'ai plus revu, mais que de fois ai-je été démangé par le désir de lui envoyer un vers-médaille du grand Abu al-Tayyib. Quittant Sayf al-Dawla, il lui adresse, dans un poème célèbre, ce vers d'une exceptionnelle subtilité :

إذا ترَحَّلْتَ عنْ قـوْمٍ وقـدْ قَدَرُوا ألاّ تُفَارِقَهُمْ فالرّاحِـلُـونَ هُمُ

Traduisons :
Si des gens ne font rien pour bloquer ton départ
Ce sont eux qui s'en vont, ce n'est pas toi qui pars

Il m'aurait compris. Et justement, parce qu'il avait le privilège d'être un lettré, il aurait pu et dû rassembler autour de lui la majorité des hommes et des femmes de culture, en faire son baromètre et, peut-être, sa boussole. Le parlementarisme islamiste a largement réduit les prérogatives présidentielles. Avec ce soft power qu'est la culture, il aurait compensé ce manque. Et le bilan, à la fin des fins ? Avec un staff plus étoffé, il pouvait faire mieux. Toujours est-il que, seul, lui eut le courage de créer la Colibe, soulevant ainsi de gros espoirs et même si cela n'a pas abouti, en raison des blocages que l'on sait, il n'en demeure pas moins que le processus est enclenché. Le mur de la misogynie obscurantiste est fissuré. Grâce à BCE, malgré bien des obstacles, l'enquête sur les assassinats de Chokri Belaïd et de Mohamed Brahmi a fait de grands pas.

Pour ma part, et quelles qu'aient pu être les erreurs ou les carences du vieux lion, je garderai, pour longtemps encore, l'écœurement d'avoir vu tant de minus lui décocher le coup de pied de l'âne.

A.K.

«En ce petit pays», il a fait naître un grand dessein

• Par Elyes Jouini

Si El Béji me recevait une ou deux fois par an et pendant cette heure ou cette demi-heure, en fonction de son agenda, en tête-à-tête, il semblait me consacrer toute son attention et livrer en primeur sa vision, sa pensée, ses analyses. Car il avait ce pouvoir de donner un sentiment d'importance à chacun de ses visiteurs. Et l'on s'apprête à partir lorsque, au dernier moment, une phrase, une remarque, un sourire esquissé donnent à deviner qu'il n'a pas tout livré de sa pensée et que l'on n'a entrevu et évoqué avec lui que quelques fils d'un écheveau autrement plus enchevêtré. Mon premier contact avec Si El Béji était à Carthage, le jour de sa prise de fonction en tant que Premier ministre, le 28 février 2011. Les accords scellés, en amont, avaient arrêté une feuille de route : renforcement de la commission présidée par Yadh Ben Achour, élection d'une constituante, nouvelle constitution.

Avec Rafaa Ben Achour, nous étions, je crois, son premier rendez-vous officiel. D'autres, officieux, avaient précédé, tôt le matin, chez lui.

Il nous a fait part de sa volonté de continuer à travailler avec tous ceux de l'équipe sortante qui souhaiteraient rester. Quelques heures plus tard, j'annonçais ma démission et je m'en expliquais. J'estimais qu'il fallait ouvrir la voie à une nouvelle phase.

Il a cependant souhaité que je continue à contribuer à quelques dossiers. Et c'est ainsi que j'ai eu l'honneur de préparer et de l'accompagner lors de sa visite officielle à Paris puis au sommet du G8, à Deauville, ou aux rencontres économiques d'Aix.

Je le revois distinctement, en 2011, faire un cours de géopolitique des «printemps arabes» à ses interlocuteurs lors d'un déjeuner, évoquant Bouteflika, Kadhafi et l'ensemble des acteurs de la région dans le cadre d'une grande fresque historique dont il a été un acteur de premier plan depuis les années 60.

Je jubilais lorsque, à ces mêmes interlocuteurs qui se plaignaient des quelques milliers de Tunisiens qui avaient débarqué illégalement en France, pince-sans-rire, il faisait part de toute sa compassion: *«Vous avez raison, cela doit être très difficile de gérer un tel afflux; il est vrai qu'en Tunisie avec une population six fois moindre, nous ne faisons face qu'à l'afflux de quelques centaines de milliers de personnes en provenance de Libye.»* L'humour pouvait être chez lui séduction ou arme redoutable. Je pense toujours avec beaucoup d'émotion à ce moment à Deauville où, une fois installé dans son avion et alors que je restais en France, il m'a fait demander de monter à bord pour me dire : *«Je n'oublierai jamais le rôle que vous avez joué»*. C'est depuis qu'a été prise l'habitude de ces audiences semestrielles ou annuelles qu'il m'accordait.

Quelques années plus tard, en tant que Président de la République, il m'a demandé de préparer certains éléments de sa visite d'Etat à Paris.

Ce que j'ai pu voir tout au long de ces années, c'est un homme d'Etat, patriote et visionnaire dont l'objectif premier était de consolider la transition démocratique et de l'asseoir dans le paysage national tunisien.

Comme il le soulignait lors de son discours devant le Sénat français: *«En ce petit pays est né un grand dessein. Notre dessein, c'est de construire, malgré les soubresauts, malgré l'agitation alentour, un havre de paix, de démocratie et de liberté. Un lieu où le débat public est perçu comme une force et où la diversité, qu'elle soit d'ordre culturel, religieux ou social, est perçue comme une richesse parce que la Tunisie est belle de cette diversité»*.

Je rajouterais volontiers qu'en ce petit pays sont également nés quelques grands hommes dont il fait incontestablement partie aux côté du Président Bourguiba.

L'accueil qu'il recevait de la part des grands de ce monde, de Paris, de Berlin, de Washington ou d'ailleurs, et dont j'ai été le modeste témoin, en est l'un des reflets. Pour ma part et tout au long de ces années, ce sont à la fois une grande affection filiale, un respect et une très grande admiration qui se sont tissés. Même si je m'interrogeais face à certaines de ses positions, il était disposé à l'entendre et à expliquer. C'est là encore la marque des très grands.

Allah yarhem Si El Béji!

E.J.

البنك التونسي
BANQUE DE TUNISIE

PAYEZ
EN LIGNE
EN TOUTE SÉCURITÉ
3D SECURE

Message
Aujourd'hui 11:22
Achat Internet: 93.760 TND chez FACTURES FIXE le 17.05.19 07:23 Mot de passe: 7404

Afin de mieux sécuriser vos paiements par carte bancaire sur Internet, La Banque de Tunisie met en place un système de sécurité basé sur le protocole 3D SECURE. Ce système consiste à authentifier toute transaction à l'aide d'un mot de passe dynamique à usage unique.
Il vous sera envoyé instantanément par SMS sur votre GSM pour la validation de l'opération.
En cas de changement de votre numéro de téléphone, nous vous invitons à contacter votre agence

www.bt.com.tn

Nous parlions de mythologie grecque !

• Par Ghazi Gherairi

Le départ de BCE nous fait, dans le chagrin, prendre conscience que nous avions connu et côtoyé une personnalité charismatique au parcours politique hors du commun.

Ayant, dès son jeune âge, appartenu au mouvement de libération du pays, il a été de la génération des bâtisseurs de l'Etat national et l'un des rares parmi ceux-là à avoir contribué à la construction de l'État démocratique après la révolution de 2011.

C'est à cette dernière phase que je l'ai connu. D'abord, avant de devenir Premier ministre, les premières semaines après le 14 janvier; ensuite, comme Premier ministre où il nous recevait, chaque semaine, au titre du bureau de la Haute Instance de la réalisation des objectifs de la Révolution, assumant, pour ma part, à l'époque son porte-parolat. Il était toujours accueillant, à l'écoute attentionnée avec le souci de l'État et le souci d'État chevillés au corps.

Le débat autour de la rédaction de la Constitution et les différentes péripéties entre 2012 et 2014 m'ont fait le rencontrer plusieurs fois et savourer sa fine lecture du moment et surtout son implacable et non moins lucide connaissance des hommes. De l'Unesco il a été souvent question lors de nos rencontres, m'offrant souvent l'occasion de m'ébaudir devant sa connaissance détaillée des dossiers et son attachement à la culture universelle. Par-dessus tout, c'est sa grande culture qui me fascinait.

Toutes les fois où il m'avait reçu, je repérais autour de lui un ou plusieurs livres à la lecture manifestement entamée.

En janvier dernier, je l'avais rencontré pour lui remettre l'attestation d'inscription de la poterie de Sejnane au patrimoine mondial de l'Unesco, nous avions discuté de patrimoine, de culture, de politique nationale, mais surtout et longuement de ... mythologie grecque.

En laissant la taxinomie de l'histoire politique nationale aux historiens, nous pouvons pour autant témoigner que nous avons été, en connaissant BCE, les contemporains d'un homme d'exception

G.G.

Ambassadeur de Tunisie auprès de l'Unesco

Dans la collection de Leaders / Décembre 2014

Saïda Caïd Essebsi

Si Béji, un mari et un père exceptionnel, responsable !

«J'étais très jeune et lui encore étudiant à Paris. J'allais en été chez ma tante et il était là en train de jouer aux cartes. Cela a commencé ainsi. A son retour en Tunisie, nous nous sommes mariés en 1958 et cela fait maintenant 57 ans (en 2014) de pur bonheur».

Saïda Chedlia, l'épouse de Béji Caïd Essebsi, baigne dans ce bonheur, comme si les trois saints, Saida Manoubia, Belhassen Chedly et Sidi Bou Said El Béji, veillaient sur elle. Simple et raffinée, elle a hérité de ses parents, les Farhat, beaucoup de courtoisie et de générosité et d'un cousin à son père, Me Salah Farhat, fondateur du Destour, le décodage de la politique, même si elle ne s'y immisce guère. Mais aussi, d'une petite sénia à La Soukra où elle aime continuer à résider.

«Sil Béji, nous dit-elle, est un mari exceptionnel, un père exceptionnel, toujours affectueux, toujours responsable. Il a ce don rare de faire régner autour de nous une ambiance familiale des plus cordiales, des plus agréables. Même dans les moments difficiles, il est toujours apaisant, rassurant. Quand je m'inquiète pour quelque chose, il parvient rapidement à dissiper mes craintes: "Hadra Fargha!", me lance-t-il. Il est rarement perturbé par les choses et gère tout à froid».

«Nous vivons une vie très simple, très familiale, poursuit-elle. Lève-tôt, il n'est pas exigeant à la maison, même s'il est rigoureux. Sil Béji a toujours mené une vie saine».

Aller s'installer au palais de Carthage s'il est élu ? «Ce sera très difficile pour moi, nous confie-t-elle ! C'est trop grand pour moi et puis, ce n'est pas notre genre du tout. Je ne pourrais pas vivre sans avoir mes enfants et petits-enfants, notre famille autour de moi. Sil Béji aussi. Je pourrais m'y rendre pour des cérémonies officielles, mais y habiter, non !». En fait, ses quatre enfants sont toujours près d'elle. Deux garçons, Hafedh, chef d'entreprise, et Khalil, dans l'agriculture. Et deux filles, Amel, dans l'évènementiel, et Salwa, architecte. Ils lui ont donné huit petits-enfants. Mais, il y a aussi le reste de la famille toujours présent.

Est-ce que Sil Béji la consulte avant de prendre une décision? «*On se dit tout et il me demande toujours mon avis. Cette fois-ci, j'ai senti qu'il avait tellement envie de sauver la Tunisie que je ne pouvais pas l'en empêcher. Il faut bien faire des sacrifices, quand c'est de la patrie qu'il s'agit. Depuis lors, je réalise l'ampleur des mesures de sécurité nécessaires, mais nous essayons de garder le même rythme de vie».*

Leaders N°43 Décembre 2014
PDF :https://www.leaders.com.tn/uploads/mensuel/pdf/20160511191342__leaders-n-43.pdf

S A H A T Y
INTERNATIONAL

GREY

UNE BONNE SANTÉ DANS LE MONDE ENTIER.

Avec **SAHATY** santé internationale, nous prenons en charge vos frais de soins, vos frais d'hospitalisation et de chirurgie engagés en Tunisie comme à l'étranger 7j/7 et 24h/24, en complément de la CNAM ou de votre assurance santé en Tunisie (assurance groupe maladie ou **SAHATY** national). Plus de détails sur notre site internet.

www.carte.tn

On vous l'assure.

CARTE ASSURANCES

CHERY
FUN TO DRIVE
TIGGO 7

TIGGO 7

DESIGNED AROUND YOU

Un SUV futuriste conçu pour vous.
Vous qui n'aimez pas la ressemblance.

STA
Société Tunisienne d'Automobiles

Showroom STA Tunis : Z.I Borej Ghorbel - 2096 Ben Arous Tunisie
Showroom STA Sfax : 30 Rue Taib Mhiri, Immeuble 4 Saisons
Tél. : +216 31 390 290 - Fax : +216 31 390 301
E-mail : contact@stautos.tn
www.chery-tunisie.com

Showroom DISTRICARS Sfax : Rue Pavlov, Z.I Poudrière 1 Sfax
Tél. : +216 74 286 285 - Fax : +216 70 032 800
E-mail : contact@districars.tn
www.chery-tunisie.com

AFRICAN ECONOMIC FORUM

10/11 SEPTEMBRE 2019 - TUNIS

CREATING MUTUAL WEALTH

La deuxième édition de l' « African Economic Forum » apportera sa pierre à l'édifice de la coopération Sud-Sud dans un esprit gagnant-gagnant et constituera une plateforme panafricaine pour définir ensemble les créneaux d'un développement économique et social durable en Afrique.

Organisateur

Ministère du Commerce

Partenaires

Ministère des Affaires Etrangères

TUNISIA EXPORT

giz

MAZARS

MEDIANET

www.aeftunisia.com

Dans la collection de Leaders / Décembre 2014

Un dimanche très familial pour BCE...avant la victoire

(Second tour des élections présidentielles, dimanche 21 décembre 2014)

Il n'a rien changé à ses habitudes, même en ce dimanche «historique». Tôt le matin, Béji Caïd Essebsi prendra le temps de savourer son petit-déjeuner et de lancer des blagues à son épouse avant de filer voter.

A l'Ecole primaire de Sidi Frej, à quelques encablures de sa résidence à l'entrée de La Soukra, il retrouvera un groupe de sympathisants et beaucoup de journalistes. En rentrant à la maison, il reprendra son rythme habituel du dimanche. Le cercle familial est au complet. Ses enfants et petits-enfants sont là. Son frère Slah et son beau-frère, Dr Farhat, viennent se joindre à eux.

Ambiance conviviale d'une famille soudée autour du patriarche affectueux et d'un humour décapant. On parle de tout, sauf des élections, c'est la règle, même si chacun pense au verdict des urnes. Et de ses suites... Vers 17 heures, deux des proches conseillers de Caïd Essebsi s'annoncent. Il les reçoit en tête-à-tête dans le grand salon.

Ils repartent vite rejoindre le QG de campagne aux Berges du Lac. Une équipe de télévision est introduite. BCE se change et se prépare à lui accorder une déclaration. Peu avant 18h, un coup de fil confirme la tendance des votes: Essebsi, Président! L'émotion est vive. Congratulations. Sa fidèle épouse, Saïda, l'enlace affectueusement.

Slimane Herfi, l'ambassadeur de Palestine, sera le premier à le féliciter. Emu, BCE le remerciera en lui disant : «*Nous irons prier ensemble à Al Qods, inchallah!*». Rideau.

SIMPAR
ISO9001
Since 1973

RESIDENCE LA BRISE
Jardins de Carthage

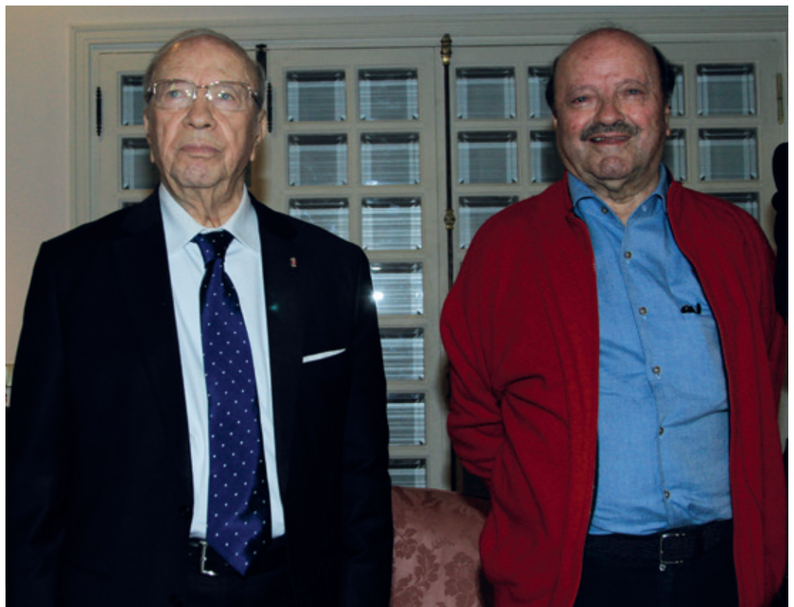
Vous invite à découvrir son nouveau projet **"LA BRISE"** sis aux jardins de Carthage. Résidence **de très HAUT STANDING** abritant 17 appartements **S+1, S+2 et S+3** ainsi que **2 Duplex et** un grand parking sous sol.

45 ans EXPERIENCE

Pour plus d'informations, nous contacter au :

simpar@planet.tn
www.simpar.tn | SIMPAR

29 921 011 / 29 921 009



Tunisair vous
emmène à Prague

tunisair.com

GET CLOSER

الخطوط التونسية
TUNISAIR

Service E-Transfert QNB.
Effectuez vos virements bancaires
en toute sécurité.

QNB

Appelez le 36 00 40 00 ou visitez *qnb.com.tn*

ATL Leasing,
L'allié de votre succès

ATL LEASING

ATL Leasing, vous offre la possibilité de louer les biens dont vous avez besoin pour votre activité pendant une période pouvant atteindre 84 mois.
En fin de période vous en devenez propriétaire.

ATL
LEASING
Plus qu'un leasing...

ASSURANCE
Construction

Promoteurs immobiliers... et professionnels du secteur du bâtiment

Pour assurer la réalisation de vos projets en toute sérénité...

des solutions adaptées à chaque besoin !

Nos +++

• un savoir-faire et une expertise reconnue,
• un accompagnement personnalisé pour vous guider dans vos projets...

GARCICOM

تأمينات سليم
ASSURANCES SALIM
Groupe banque de l'habitat

Siège Social : Immeuble Assurances SALIM Lot AFH BC 5-
Centre Urbain Nord - Tunis 1003
Tél.: (+216) 71 184 200 - Fax : (+216) 71 184 299
E-mail : commercial@salim-ins.com
Site Web : www.salim-ins.com

Dans la collection de Leaders / Janvier 2017

Comment exerce Béji Caïd Essebsi ?

Qui est-il en fait, quel est son caractère, son style de chef d'Etat, et son mode opératoire ? Quels sont ses points forts et ses points faibles ? Quelle est sa devise ? Et quel est le plus grand pari qu'il prend ? Sous le sceau de l'anonymat, nombre de ses proches collaborateurs ont accepté de répondre à nos questions. Leurs témoignages, certes marqués par leur attachement personnel au Président, éclairent des facettes peu connues de Béji Caïd Essebsi. Sans tabou.

« *Il est rare qu'un homme soit à ce point lié à son pays et à son histoire récente*», disait de lui une journaliste française. Béji Caïd Essebsi est habité par Bourguiba. Il entend parachever son œuvre. Il sait qu'il a un grand rendez-vous avec l'Histoire, au terme de son

الكرامة القابضة
AL KARAMA HOLDING

République Tunisienne

Cession de la société Alpha Ford

Ford

AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

Objet de l'appel à manifestation d'intérêt
La société Al Karama Holding envisage de céder sur Appel d'Offres, 100% du capital de la société Alpha Ford (la « **Société**»).

A ces fins, le consortium Attijari Finances Tunisie - Attijari Finances Corp. (conjointement la « **Banque Conseil**») a été retenu comme conseiller exclusif de Al Karama Holding pour la réalisation de l'ensemble de l'opération de cession envisagée (l' « **Opération** »).

Le présent appel à manifestation d'intérêt a pour objectifs 1- d'informer les investisseurs de cette Opération, 2- de décrire le processus de cession décidé et 3- de renseigner les investisseurs intéressés sur les modalités de retrait du dossier de pré-qualification.

Considérations Clés
Alpha Ford est une société anonyme créée en 2002, ayant un capital social de 1 500 000 Dinars Tunisiens, et qui a pour objet la vente de véhicules particuliers neufs et de pièces de rechange de la marque Ford ainsi que le service après-vente des véhicules Ford.

Processus de cession
Le processus de cession comprend une phase de pré-qualification des candidats suivie d'une phase d'offres financières ouverte à tous les investisseurs pré-qualifiés.

En tant que partenaire technique, Ford Motor Company (FMC) est associé avec Al Karama Holding à toutes les phases du processus de cession.

Retrait des dossiers de Pré-qualification
Les investisseurs intéressés sont invités à retirer, à partir du **Mercredi 03 juillet 2019** à **10h00** au siège de Al Karama Holding, sis au rue du Lac d'Annecy, passage du Lac Malawi - Les Berges du Lac, Tunis, un dossier de pré-qualification qui définit le processus et les critères de pré-qualification.

Le retrait est conditionné par la remise d'un engagement de confidentialité dûment signé et rempli par le représentant légal des investisseurs intéressés téléchargeable sur www.alkaramaholding.com et par le paiement d'un montant non restituable de trois mille dinars tunisiens (3 000 DT) payable par chèque certifié libellé au nom de la société Al Karama Holding, par virement bancaire au profit de Al Karama Holding ou en espèces.

Processus de Pré-Qualification
L'investisseur désirant participer devra être (i) soit une personne physique ou morale de nationalité tunisienne au sens de la réglementation en vigueur (ii) soit un consortium constitué par des personnes physiques et/ou morales dirigé par un chef de file (le « **Consortium** »).

Les investisseurs de nationalité étrangère peuvent participer au présent Appel d'Offres dans les limites prévues par la réglementation en vigueur notamment le décret-loi 61-14 du 30 août 1961 relatif aux conditions d'exercice de certaines activités commerciales.

Les investisseurs intéressés devront faire parvenir leurs dossiers de manifestation d'intérêt directement par porteur contre décharge ou par courrier express, le cachet du bureau d'ordre et celui de la Poste faisant foi, et ce au plus tard le **Mercredi 28 Août 2019** à **14 heures** à l'adresse suivante :

Al Karama Holding
Rue du Lac d'Annecy, Passage du Lac Malawi,
Les Berges du Lac, 1053 Tunis.

Travaux de Due Diligence
Les candidats pré-qualifiés seront notifiés par écrit et auront à leur disposition un Dossier d'Appel d'Offres, composé (i) du Règlement de l'Appel d'Offres incluant le Projet d'Acte de Cession du Bloc d'Actions, (ii) d'un Mémorandum d'Information, et (iii) d'un Règlement de la Data Room.

Les candidats pré-qualifiés auront la possibilité d'effectuer des travaux de Due Diligence dans le cadre d'une Data Room qui sera ouverte selon un calendrier et des modalités qui seront définies dans le Dossier d'Appel d'Offres.

Les candidats intéressés peuvent prendre contact avec Attijari Finances Tunisie pour toute demande d'informations sur cette Opération

Attijari Finances Tunisie — Attijariwafa bank CORPORATE FINANCE

Immeuble El Baraka, Bloc B, Rue du Lac d'Annecy – Les Berges du Lac, Tunis
Téléphone : +216 31 341 300
Fax : +216 71 965 615

Hani LAMOURI
E-mail : h.lamouri@attijari.tn

Eya JEMLI
E-mail : e.jemli@attijari.tn

mandat, et tient à le réussir. Il veut laisser de lui une grande image, celle d'un Bourguiba démocrate.

D'un abord fort agréable, BCE n'est pas pour autant facile à décoder. Il faut le lire, l'entendre discourir, et prêter attention à ses moindres faits et gestes, voire ses propos lancés sur un ton parfois faussement spontané pour saisir quelques facettes de sa pensée. Dans son livre Le bon grain et l'ivraie, publié en avril 2009 (Sud Editions) alors qu'il était en rupture totale avec le régime de Ben Ali, il lève le voile sur son parcours, ses années Bourguiba, ses propres convictions politiques, et son attachement à la démocratie. Sept ans après, premier président de la République démocratiquement élu en 2014, il développe, dans son second livre Tunisie, la démocratie en terre d'islam (Plon), sa vision pour le pays, son pari sur le «tawafouk» et son engagement à doter la Tunisie d'une nouvelle génération de dirigeants politiques et lui passer le flambeau à la fin de son mandat. Deux livres-repères qui balisent en fait sa doctrine.

A-t-il changé depuis qu'il est à Carthage? Pas du tout : Béji Caïd Essebsi est resté égal à lui-même. Un seul élément a changé pour lui: le manque de temps, la pression du temps.

Il sait que le temps lui est compté. Son mandat de cinq ans, et qu'il a décidé non renouvelable, s'achèvera dans trois ans, fin 2019. Tout son génie, toutes ses énergies, il doit les déployer pour ancrer la démocratie et non se faire réélire. La démocratie réussira en Tunisie grâce, aussi, à l'âge de BCE. Ne briguant pas un second mandat, il se dédie à l'œuvre de sa vie : la démocratie et la relance de la prospérité.

Le style

Il travaille toujours par objectifs. Quand il en fixe un, il conçoit rapidement la stratégie qui va avec, celle qui lui permettra de l'atteindre. Aussi, met-il en place les différentes étapes, calcule-t-il les risques et évalue-t-il les probabilités de réussite.

Concentré sur l'objectif, il ne s'occupe que de la stratégie, rien que de l'essentiel. Le reste, le quotidien, il le laisse à son équipe, en qui il a entière confiance. Il les suit de près, veille sur l'essentiel, et c'est en définitive lui qui décide.

Il prend le temps de réfléchir, pose à ses différents interlocuteurs des questions souvent indirectes.

En fait, il travaille beaucoup. Hors du bureau, il reste en veille constante, multiplie les contacts, les lectures et s'aménage le temps nécessaire à la réflexion.

Il écoute tous, mais recoupe tout. Il garde ses conclusions pour lui-même et n'en parle à aucun de son entourage. Souvent sa décision est déjà prise, mais il ne s'en ouvre à personne. Il engage les siens à chercher la solution, les laisse réfléchir, mais quand il les sent patauger et sur le point de s'embourber, il vient à la rescousse. BCE tient toujours en main la clé qui déverrouille les obstacles et apporte la solution.

Ce qu'il attend le plus de ses collaborateurs, et apprécie hautement, c'est qu'ils lui apportent de la valeur ajoutée et fassent preuve d'un esprit de synthèse. Le temps lui étant compté, il est attentif à celui qui lui dit l'essentiel en quelques messages clairs, bien réfléchis, et rigoureusement vérifiés, et lui soumet une note de synthèse qui ne dépasse pas une page. Fort de son intelligence et de son expérience, il comprend vite et va droit à l'essentiel pour nourrir sa pensée et construire sa décision.

Toujours connecté

En fait, il maîtrise bien les médias. Rien ou presque ne lui échappe, à travers la revue de presse qu'il reçoit mais aussi directement en suivant lui-même les médias.

Réflexe d'un ancien ministre des Affaires étrangères, et se débrouillant pas mal à lire en anglais, il s'intéresse beaucoup aux articles de fond des grands journaux internationaux : *Le Monde, le Washington Post, le New York Times, Foreign Policy.* En rentrant à la maison, il les emporte avec lui pour les lire attentivement et les garder auprès de lui.

Il reste toujours connecté, disponible. Il garde son portable sur lui, ouvert. D'ailleurs, il commence par répondre à la communication avant même d'identifier son appelant.

En mode de gestion de crise

Il réagit plus vite que son staff, n'hésitant pas à se rendre immédiatement sur les lieux, comme lors des attentats du Bardo ou de Sousse. Il se déclenche immédiatement et son équipe rapprochée arrive à peine à rattraper son cortège.

Il trouve les mots justes, sincères.

Un caractère entier

D'une grande urbanité, d'un commerce agréable et de bonne compagnie, ses propos sont émaillés de vers de poésie, de citations coraniques, de proverbes du terroir, d'anecdotes, de mots savamment choisis.

Charmeur, séducteur, il produit un grand effet sur ses interlocuteurs.

S'emporte-t-il ? Est-il facilement irritable ? A-t-il des accès de colère ? Nullement ! Il a plutôt la colère froide. D'un simple revers de main, il sait banaliser. Il n'est pas dans la réaction épidermique et intempestive, restant toujours serein, ouvert à tous et ne s'offusquant jamais.
Ce qui suscite le plus sa réprobation, c'est le non-respect de l'Etat, de ses institutions, de ses symboles. Autant il peut être indulgent vis-à-vis d'un collaborateur qui n'a pas bien travaillé son dossier, autant il ne tolère aucun manquement au sens de l'Etat, à son prestige.

Son silence suffit pour tout exprimer. Il s'y emmure, stoïquement. Ce qui le contrarie le rend plutôt soucieux.

Face aux trahisons, il est plutôt déçu. Même blessé, sans le laisser apparaître, et ne gardant aucune rancune, il s'arrange pour oublier vite, tourner la page.

Pour lui, la politique est une affaire sérieuse. Sérieuse ne veut pas dire parfaite, mais responsable.

Nullement obstiné dans ses idées, il reconnaît que vous l'aviez alerté sur telle ou telle situation et qu'il n'y avait pas prêté toute l'attention requise ou n'avait pas suivi votre recommandation.

Il est très ponctuel, s'imposant à être toujours à l'heure précise. Il tient à ne pas faire attendre un visiteur, quitte à écourter une audience ou un entretien avec un collaborateur.

Très perfectionniste, il s'assure que tout est bien organisé, bien ficelé.

Ses points forts

C'est un connaisseur exceptionnel de la Tunisie, de la scène politique, de ses acteurs, de l'Administration, des familles.

Ayant été ambassadeur (à Paris et Berlin) et ministre des Affaires étrangères, il a beaucoup d'amis de par le monde.

Quand il part en voyage, il sait bien où il va et qui il va rencontrer. Il a toujours un souvenir à évoquer, un personnage à mentionner, une citation à rappeler...Il est impressionnant par son sens de la répartie, la vivacité de l'esprit et la pertinence de ses phrases.

Quels que soient le discours ou la fiche d'entretien qui lui sont préparés d'avance, il adapte ses propos à l'auditoire, aux développements qui peuvent survenir à la dernière minute.

Un «très bon client» pour les journalistes. Il résume tout, en quelques mots, produisant un fort impact. Souvenez-vous de sa phrase, en pleine campagne électorale, visant alors à la fois Ennahdha et Marzouki :
Ou encore :
لاغول ولا مهبول، نحبّو حاكم مسؤول

- «Nous aider, c'est vous aider vous-mêmes» (à l'adresse de l'Europe).
- «Vivre avec son temps tout en restant fidèle à ses origines et ses valeurs»
- « L'important, ce n'est pas l'Etat civil, mais l'état d'esprit»

Il a le sens de la formule !

Ses citations favorites

Il puise dans le Coran, la poésie arabe classique et moderne et les proverbes populaires, des citations qui expriment le plus sa pensée du moment.

Dans son dernier livre Tunisie, la démocratie en terre d'islam, il avait tenu à mentionner, à bons propos, deux versets significatifs du Coran :

«فأمّا الزّبد فيذهب جُفاء وأمّا ما ينفع النّاس فيمكث في الأرض»
الرّعد الآية *17*

«إنّ اللّه لا يُغيّر ما بقومٍ حَتَّى يُغيّرُوا مَا بأنفُسِهِمْ»
الرّعد الآية *11*

- Le compromis n'est pas la compromission.
- La démocratie ne se décrète pas, mais se pratique et se construit
- L'important et l'essentiel
- « Il faut un minimum de confort pour pratiquer la vertu » (Saint Thomas d'Aquin).

Il a toujours sur le bout de la langue la phrase qui s'impose, qu'il récite par cœur, faisant preuve d'une mémoire d'éléphant.

Sa devise

Fais ce que dois, advienne que pourra !

Ses points faibles

Son problème, c'est que dans la foulée de la constitution de son parti, il a brassé large, ouvrant les rangs à tous, sans filtrage, ni sélection.

C'est aussi son caractère paternaliste qui l'amène souvent à pardonner, oublier, tourner rapidement la page. Rechignant à s'ombrager de détails, il laisse les problèmes s'accumuler, sans trancher, et ses proches collaborateurs faire, sans les suivre de près dans leurs actions quotidiennes. Tel a été son style durant sa période d'opposition, à la tête de Nidaa, puis à la Présidence à Carthage. Ses points faibles sont, en fait, en opposition avec ses points forts. Grand tribun qui captive son auditoire lorsqu'il improvise ses déclarations et discours, il l'est beaucoup moins lorsqu'il lit un texte qu'on lui a préparé, même s'il y avait inséré ses propres réflexions et décisions !

Il excelle quand il se lâche, il touche les Tunisiens au fond du cœur lorsqu'il prend la parole dans des circonstances graves, quand la patrie est en danger. Autre point faible : les chiffres. Il s'emmêle les pinceaux. Comme Bourguiba, l'économie n'est pas son fort. Mais, il comprend vite et impressionne par sa mémoire d'éléphant. Il s'intéresse aux grandes tendances et garde en tête des indicateurs essentiels, n'hésitant pas à relancer un interlocuteur qui des mois plus tard lui ressortira d'autres chiffres, différents de ceux qu'il lui avait mentionnés auparavant. Il cherche alors à comprendre le pourquoi, acceptant un changement des paramètres ou une évolution de la conjoncture.

La journée de BCE

Méticuleux et bien organisé, le Président Béji Caïd Essebsi tient à maîtriser son agenda qu'il organise en séquences successives. Tout en se dédiant au service de l'Etat, il s'aménage des temps d'écoute, de lecture, de réflexion et ... de rédaction. Le peu de temps qui lui reste, il le consacre, surtout le soir et en fin de semaine, à la famille et aux amis, une manière de décompresser de ses longues et dures journées. Le tout sans jamais se départir de son humour raffiné, de son sens de la répartie et de son attachement constant à l'autorité de l'Etat.

6 heures du matin

Le petit-déjeuner en famille est un moment de pur bonheur.
Lève-tôt, et pas nécessairement couche-tôt, il parcourt la presse tunisienne et lit des articles et éditoriaux qui retiennent son attention, écoute la radio (des stations tunisiennes et étrangères) et vérifie son programme pour la journée.

7 heures du matin

Il quitte sa résidence située dans l'enceinte du palais de Carthage et se dirige vers son cabinet.

- Il est accueilli par le directeur général de la Sécurité présidentielle qui lui présente un briefing de la situation.
- Séance de travail, essentielle, avec le ministre-directeur du Cabinet présidentiel qui lui rend compte du suivi des instructions reçues, l'informe de l'état d'avancement des dossiers en chantier, porte à sa connaissance les demandes reçues, les propositions avancées, les nominations proposées et lui soumet les décisions et les actes à signer.

- En moins de trente minutes, en temps ordinaire, tout est plié.
- Le Président Caïd Essebsi n'aime pas s'encombrer de dossiers volumineux. C'est une machine à décider. Ce qu'il attend de son directeur de cabinet et de l'ensemble de ses conseillers, c'est qu'on lui fournisse en toute synthèse les meilleurs éléments qui lui permettent de décider. Aucun dossier ne traîne sur son bureau. Tout est tranché sur-le-champ, expédié le jour même. Demander plus de précisions, élargir davantage les consultations, approfondir l'examen de tel ou tel point, c'est pour lui une décision.

- Puis, c'est au tour du conseiller principal en communication de lui faire part des faits saillants dans les médias tunisiens et étrangers et surtout les réseaux sociaux. Il recueille aussi, selon les circonstances, ses instructions quant aux messages clés à délivrer, des communicateurs à recevoir et des interviews à accorder...

- Un rendez-vous hebdomadaire, au moins, est fixé avec le chef du gouvernement et un deuxième avec le ministre des Affaires étrangères.

Jusqu'à 10 heures du matin

Le Président enchaîne les réunions avec ses conseillers et autres proches collaborateurs, examine les notes qu'ils lui soumettent, lit le courrier diplomatique et autres missives reçues, annote ses commentaires, passe des coups de fil...

10 heures du matin

Les activités officielles commencent.

- Cérémonies protocolaires : réception de lettres de créance d'ambassadeurs étrangers accrédités en Tunisie, audiences d'adieu lors des fins de mission, remise de lettres de créance à de nouveaux ambassadeurs de Tunisie, prestation de serment de nouveaux ambassadeurs, gouverneurs, etc., remise de décorations...
- Présidence de conseils : Conseil des ministres (à sa demande, selon les circonstances), Conseil supérieur des armées, Conseil de sécurité nationale...
- Audiences officielles accordées à des visiteurs étrangers, envoyés spéciaux, hôtes en visite officielle, etc.
- Entretiens avec des ministres, chefs de partis, dirigeants d'organisations nationales, représentants de la société civile, parlementaires, élus locaux, vieux militants, chefs d'entreprise, écrivains, gens de lettres et des arts, etc.

12 h30-15 h00

La pause-déjeuner, à la résidence, quand il n'y a pas un déjeuner officiel offert en l'honneur d'un hôte de marque.

A partir de 15h30

- Un dossier complet comprenant la mise à jour de l'actualité, des urgences signalées atterrit sur son bureau.
- Entretiens avec des visiteurs de divers bords

18h30

- Un gros dossier lui est remis, comprenant
- La mise à jour de l'actualité
- Le suivi de la mise en œuvre des instructions données durant la matinée et des décisions prises
- Le programme de la journée du lendemain, avec les notes et fiches appropriées.

Le soir

- La famille, la lecture, la télévision... C'est là la trame habituelle du programme d'une journée «normale». Mais, lorsque l'actualité s'en mêle, les priorités changent...

La famille, c'est son bonheur. Chaleur, convivialité et simplicité. Une grande attention à tous, particulièrement, les petis enfants.

Nation

L'hommage de la **Sorbonne**

Ce mardi-là, 7 avril 2015 dans l'après-midi à Paris, restera gravé dans la mémoire de Béji Caïd Essebsi. L'ancien étudiant en droit à la faculté de Droit, la Sorbonne (1949 -1952), devenu président de la République tunisienne, est à l'honneur. Devant une salle archicomble, où les grands professeurs étaient tous en robe, Philippe Boutry, président de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, lui a remis le doctorat honoris causa. Aux premiers rangs, ont pris place de nombreuses personnalités, françaises, parmi elles, la ministre française de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Mme Najat Vallaud-Belkacem, le président du Conseil constitutionnel, Jean-Louis Debré, et le recteur et chancelier des Universités de Paris, M. François Weil. Aux côtés de l'ambassadeur de Tunisie en France ainsi que de son homologue français en Tunisie, on trouvait également cinq ministres et les présidents de six universités tunisiennes: Carthage, La Manouba, Sfax, Sousse, Tunis et Tunis El Manar.

Les échanges de discours sont chaleureux et profonds.

Mes années à la Sorbonne

«Je vous remercie, M. le Président, pour votre discours, dira le président Caïd Essebsi, et c'est avec beaucoup de reconnaissance et d'humilité que j'accepte le titre de docteur honoris causa dont vous m'attribuez les insignes.

En m'honorant de la sorte, le Conseil de l'Université de Paris I Sorbonne rend en vérité hommage à la Tunisie nouvelle, pays de la Révolution de la liberté, de la dignité et de la justice sociale (...)

Cette cérémonie solennelle me replonge dans mes années de jeunesse à la faculté de Droit de Paris en octobre 1949 après des études primaires et secondaires au célèbre collège Sadiki, fondé par le grand réformateur tunisien Kheir-Eddine en 1875, et où l'élite tunisienne a acquis une solide culture arabe et française. C'est au cours de ces années parisiennes que je me suis imprégné des principes fondamentaux du droit français et de la justice en suivant les cours d'éminents professeurs, tels que Henry lévy-Bruhl, Léon Juliot de La Morandière, Jean Escarra. C'est au cours de ces années que je me suis engagé dans le combat politique et syndical. Et c'est dans cette Ville Lumière que j'ai rencontré pour la première fois, grâce à mon camarade de faculté Habib Bourguiba Junior, le leader Habib Bourguiba. Depuis, un lien indéfectible s'est établi entre Bourguiba et moi-même.» Au nom de son président, de ses 40 000 étudiants, de ses 1 500 enseignants et enseignants-chercheurs, de ses 1 000 personnes travaillant dans les services administratifs, comme elle le dira, il appartiendra à Mme Yvonne Flour, vice-présidente de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, de prononcer le discours d'hommage au récipiendaire. Ses propos relèvent, soulignera-t-elle, d'une fiction juridique, d'une histoire personnelle et d'une confraternité de juristes.

C'est une des traditions les plus marquantes à Paris 1 que de décerner le titre de docteur honoris causa, non pas seulement à des universitaires pour leur oeuvre scientifique, mais aussi à des chefs d'Etat ou des responsables politiques pour leur engagement. Non pour se distinguer ou par un goût immodéré de la célébrité, mais pour honorer des hommes qui, dans un moment particulier de l'histoire de leur pays, n'ont pas hésité devant les responsabilités. Ainsi vous vous inscrivez aujourd'hui dans une lignée que l'on peut, sans crainte, dire prestigieuse : M. Kofi Anan, qui ne fut pas chef d'Etat mais secrétaire général des Nations unies, Nelson Mandela, M. Mikhaïl Gorbatchev, S.M. le roi Juan Carlos, d'autres encore. Tous ceux que je viens de citer ont, me semble-t-il, un point commun. Tous ont eu à accompagner leur pays dans des périodes de transition difficile et à le conduire dans sa marche vers la démocratie et l'Etat de droit. C'est sur ce même chemin qu'il vous incombe aujourd'hui d'emmener la Tunisie. Nous espérons par la cérémonie de ce soir vous exprimer notre respect et notre soutien dans ce cheminement.

A l'heure même où vous quittiez Tunis pour venir suivre vos études à la faculté de Droit de Paris, mon père, lui-même professeur de droit, occupait à Tunis les fonctions de directeur de l'Institut des hautes études. J'y ai passé mes premières années d'enfance, de 1948 à 1954. Nous habitions au 24 avenue de France, face à la porte de France qui sépare la médina de la ville moderne, juste au-dessus du Magasin Général. Il est toujours là ; je l'ai visité pas plus tard que l'an dernier.(...)

«Un avocat à l'éloquence incontestée»

De votre côté, vous quittez Paris à la mi-juillet 1952 après vos examens de licence, et vous rentrez à Tunis où vous commencez une carrière d'avocat – dans le feu de la résistance, écrivez-vous. Vous allez en effet faire vos premières armes au barreau en défendant les militants de l'indépendance de la Tunisie devant les tribunaux militaires français. Vous passez, écrivez-vous encore, vos matinées au tribunal et vos après-midi à la prison. Autres croisements : vous plaiderez parfois avec des avocats français qui sont autant de grands noms du barreau : Maurice Garçon, Pierre Mendès-France, Leo Hamon, Jacques Isorni… Vous êtes un avocat à l'éloquence incontestée.

Tous vos procès, vous les gagnez, et si l'on en croit la rumeur publique, tous les militants que vous avez défendus ont été acquittés. Dans votre livre de mémoires, Le Bon grain et l'ivraie, j'ai relevé ces passages qui me semblent exprimer de façon particulièrement éclairante comment vous voyez les relations de la Tunisie indépendante avec l'ancienne puissance coloniale. Je vous cite. Vous opposez le colonialisme en tant qu'ordre politique pervers et la nation française, porteuse d'une philosophie morale et politique de liberté, d'égalité et de progrès (p. 234). Un peu ironiquement, vous soulignez que vous (les Tunisiens) avez combattu le colonialisme en vous fondant sur les principes de l'adversaire lui-même. Et vous poursuivez : «*Si notre adversaire a dû admettre lui-même la justesse de notre cause, c'est pour mieux se plier à ses propres principes*» (p. 404). Je partage votre conviction: les principes, quand on les prend au sérieux, sont les plus sûrs guides de l'action.

«La force de vos engagements et la cohérence de vos choix»

Juriste, vous êtes d'abord un homme politique. Ce qui frappe quand on regarde votre longue carrière, c'est la force de vos engagements et la cohérence de vos choix. Compagnon de longue date d'Habib Bourguiba, vous êtes avant tout un esprit libre et fidèle à vos convictions (...)

Pour vous, le droit est une force et vous croyez dans la force du droit. Vous croyez en la force du droit pour assurer le droit des peuples, la stabilité dans les relations internationales, le règlement pacifique des conflits. Avec Bourguiba, vous avez cru dans la force du droit pour affirmer l'indépendance de la Tunisie en prenant appui sur la légalité internationale. Vous avez cru dans la force du droit pour édifier un Etat, que vous vouliez d'abord stable et indépendant, moderne, civil (...) Derrière l'Etat, c'est aussi la nation, dont l'Etat est l'expression, qui dans votre esprit est centrale. A votre manière, vous êtes un peu le disciple d'Ernest Renan (...) Vous croyez encore à la force du droit pour assurer le développement de la Tunisie et réformer la société en profondeur.

Le bon grain de la liberté l'a finalement emporté, disiez-vous récemment. Nous le savons tous, cependant, beaucoup reste à faire et le chemin est ardu.»

• Par Arlette Chabot

Ni technocrate ni démagogue...

Journaliste française, Arlette Chabot est l'auteur d'un livre d'entretien avec le président Caïd Essebsi, intitulé «Tunisie : la démocratie en terre d'islam», paru aux éditions Plon, en novembre 2016.

Il faut du temps pour juger un président de la République:l'incarnation de la fonction, l'image qu'il a donnée de son pays. Il faut de la sérénité aussi pour évaluer son action, le respect des engagements ou promesses oubliées entre la force affichée et les faiblesses dissimulées. Nous avons cette expérience en France avec sept présidents de la Ve République dont quatre vivants ont encore une parole qui porte. Les passions apaisées permettent un jugement lucide.

Mais Béji Caïd Essebsi, lui, est déjà entré dans la grande Histoire en devenant le premier président élu démocratiquement par les Tunisiens lors d'un scrutin libre après un parcours personnel et politique si étroitement liéà la Tunisie moderne.Des années Bourguiba dont il fut le fidèle «disciple» comme il le disait lui-même, auquel il voulait tant ressembler, jusqu'à la révolution de 2011 et enfin son élection.

J'ai rencontré BCE quelques semaines après l'attentat du Bardo. Il redoutait plus que tout que le terrorisme menace la démocratie naissante et en appelait à la solidarité de la France et des Français. Après les attaques de Sousse, je lui avais proposé d'écrire un livre sous la forme d'une longue conversation. Un livre qu'il voulait personnel et non celui du Président de la Tunisie, pour exprimer sincèrement son attachement à son pays et à des valeurs que nous partageons : la liberté d'expression, la démocratie, les droits des femmes. J'avoue que, au-delà de l'intérêt professionnel, j'ai beaucoup aimé nos rencontres de travail dans le bureau de sa résidence sous le portrait de Bourguiba. Il répondait volontiers à toutes les questions sans interdits, ponctuant ses réponses d'anecdotes, d'humour, de citations littéraires ou de versets du Coran.

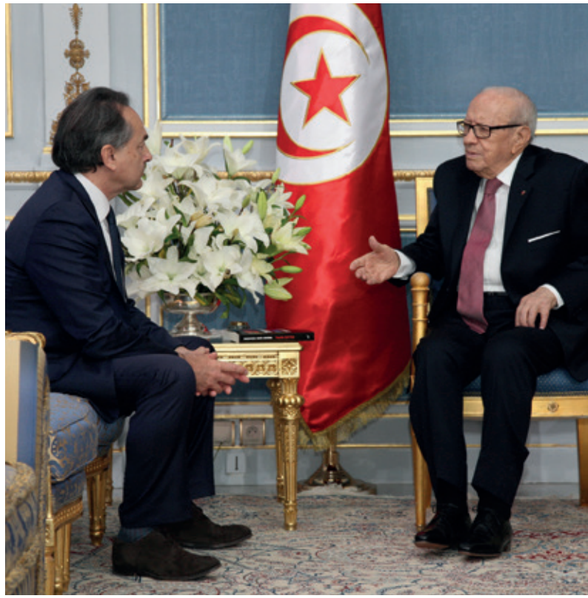
Je ne l'ai jamais vu accablé par le poids de la fonction, ni par sa responsabilité historique, mais toujours préoccupé par l'avenir de la jeunesse tunisienne. BCE appartenait, je le crois, à une espèce d'homme politique en voie de disparition... ni technocrate ni démagogue, c'était un homme tout à la fois, à la diversité des cultures, façonné par l'histoire et conscient des défis de la Tunisie d'aujourd'hui. Il aimait la politique habile, voire rusée, ce n'est pas un défaut, son Président français préféré était François Mitterrand qu'il citait souvent...

Béji Caïd Essebsi aurait mérité de finir son mandat et de voir accéder au pouvoir un successeur issu de la nouvelle génération incarnant cette démocratie qu'il avait largement contribué à conforter.L

A.C.

Nation

NOUVELLE SAVEUR
NEW
Bogo
FRUITS ROUGES
NOUVEAU LOOK
NEW
Bogo
MOJITO
حبّي يتبدّل يتجدّد...
NOUVELLE SAVEUR
NEW
Bogo
Liny
SANS SUCRES
SANS SUCRES
NOUVELLE SAVEUR
NEW
Bogo
PÊCHE ABRICOT



Le nouvel aéroport d'Istanbul

Vous pouvez rater votre avion, mais surtout pas Turkish Airlines Business Lounge !

Une superficie de 5 600 m2 dédiée aux passagers en classe affaires pour leur offrir une escapade haut de gamme. Un espace qui peut accueillir jusqu'à 765 personnes répondant parfaitement à tous les goûts, même les plus exigeants.

Des canapés confortables et des suites équipées de salles de bain offrant les meilleures conditions de détente et de confort.

Un musée de 12m², créé en collaboration avec le Musée d'Art Moderne d'Istanbul, pour les passionnés d'art. Une énorme bibliothèque pour les bibliophiles.

Gamers et enfants, Turkish Airlines a mis à leur disposition des consoles de jeux, des simulateurs de golf ainsi qu'une grande aire de jeux. Un espace high-tech doté de lunettes 3D et de réalité virtuelle est également disponible.

Et pour les plus gourmands, des stations de cooking show à perte de vue, qui proposent un large choix de mets internationaux afin de ravir toutes les papilles gustatives.

Et enfin pour les amateurs de vin, un grand choix de vins des meilleures caves et de spiritueux.

Pour un peu, on en oublierait d'aller embarquer !

TURKISH AIRLINES

A STAR ALLIANCE MEMBER

Hôtel de **Charme**
Borj Dhiafa
Sfax

Remarquable consécration. En obtenant la classification par le ministère du Tourisme dans le groupe d'hôtels de charme, Borj Dhiafa Sfax (5*****) voit ses efforts de développement récompensés et ses performances soulignées. Pour accéder à cette catégorie, l'arrêté ministériel du 29 juillet 2013 pose des exigences élevées. L'hôtel de charme est construit, stipule le texte, afin de préserver les attraits architectural et historique authentique de l'édifice ou de son site d'implantation et doit fournir à sa clientèle résidente des prestations personnalisées. Aussi, la capacité maximale d'hébergement de l'hôtel de charme ne peut dépasser cinquante (50) lits.

Toutes ces exigences et plus sont satisfaites par Borj Dhiafa, situé à 2.5 km seulement du centre-ville et à 5 km de l'aéroport de Sfax-Thyna. Son cachet architectural est inspiré du style arabo-andalou et ses espaces marient harmonieusement marbre et sculptures. Des meubles et pièces d'art authentiques y ajoutent une note attractive. Partout, dans le café, restaurants, salles de réunion et chambres, l'hospitalité est de règle. Autant Borj Dhiafa est connu pour son bon accueil et le soin particulier qu'il apporte à tout un chacun, autant il se distingue par sa table exceptionnelle. Ses restaurants offrent en effet les mets les plus exquis, qu'il s'agisse de plats typiques sfaxiens ou de cuisine européenne et internationale, préparés par des chefs talentueux.

L'hébergement aussi y trouve ses lettres de noblesse. Les chambres sont vastes, bien équipées, offrant télévision par satellite et connexion internet. Pour vous souhaiter la bienvenue, corbeille de fruits, pâtisseries sfaxiennes et eau minérale vous sont offertes. Quant aux produits d'accueil, ils sont de grandes marques. Tout pour rendre ainsi votre séjour aussi confortable qu'agréable.

Le secret de la réussite de Borj Dhiafa, c'est le soin du moindre détail et l'accomplissement au service du visiteur. Depuis le voiturier qui conduit votre véhicule au parking jusqu'aux hôtesses d'accueil, au desk de réception et à la direction générale, vous serez traité en hôte d'exception. La certification aux normes ISO 9001 et ISO 22000 ne fait que confirmer un état d'esprit partagé par tous : bien recevoir.

Un autre aspect important et bien des moindres, la sécurité. Tout un dispositif de gardiennage et de sécurisation est mis en place, dès l'abord de l'hôtel et dans ses différentes enceintes, ce qui fait de Borj Dhiafa l'un des hôtels les mieux sécurisés. Un atout fort apprécié par de grandes compagnies tunisiennes et étrangères, notamment pétrolières, qui l'ont plébiscité pour y héberger leurs équipes.

En séjour touristique, professionnel ou d'affaires, Borj Dhiafa est l'hôtel de référence pour tous ceux qui se rendent à Sfax. Classé désormais hôtel de charme, il gagne en attractivité et performances. Séjourner dans ce cadre architectural pittoresque, travailler dans ses salles de réunion bien équipées et déguster ses mets savoureux constitue une expérience inoubliable, exceptionnelle.L

Exigez l'excellence

Borj Dhiafa
*****
Hôtel de Charme
Route de la Soukra, km 3 - 3052 Sfax
Tel. +216 74 677 777
Fax : +216 676 777
Email : sfax@hotelborjdhiafa.com

GAMMARTH IMMOBILIERE
SA au capital social de 1 000 000 DT
Rue du Lac d'Annecy- Passage du Lac Malawi
Immeuble AL KARAMA HOLDING
Les berges du lac Tunis 1053
MF: 425194L/P/M/000
TEL: +216 71 960 100
GSM : +216 98 910 000 - Fax : +216 71 962 175
www.gammarth-immobiliere.tn
Contact@gammarth-immobiliere.tn

Avis de Vente au plus offrant
A.O N°16/2019

Cession de douze (12) biens sisà Gammarth-Tunis, à El Manar-Ariana, à Manouba, à Boumhal - Ben Arous, à ChattMariem, à Hammam-Sousse, à Msaken –Sousse et à Jinene El Wassat–Monastir (en Lot séparés)

La société Gammarth Immobilière (G.I), Société de droit tunisien propriété de l'Etat se propose delancer un appel d'offres pour la cession à l'amiable dedouze(12) biens(en Lots séparés) :

• Une (01) Résidence sise à Boumhal - Ben Arous :

Lot	Résidence	Titre Foncier	Emplacement	Descriptif	Sup. Terrain	Sup. Couv.
I	El Farah	3450 Ben Arous (dansl'indivision) 3447 Ben Arous 3448 Ben Arous 3449 Ben Arous	Boumhal- Ben Arous, à proximité de la société «Mont-Blanc» et de l'autoroute Tunis-Sousse et à 15 minutes du centre ville de Tunis	**Une résidence principale** d'une superficie couverte de 1 127 m², **Un espace de détente,** Une piscine couverte, un Hammam, une piscinedécouverte et 03 Ateliers (Ils ont subi des effets de dégradation)	10 987 m²	1 623 m² environ

• Deux (02) Terrains sis à Gammarth –Tunis et à Manouba:

Lot	Terrain	Titre Foncier	Emplacement	Superficie	Vocation
II	Zina	14445 Ariana (10 530 m²)	La Manouba Limitrophe à des résidences existantes et à proximité de la Faculté des Lettres, et du Technopole de La Manouba	3 515 m² environ dans l'indivision	Agricole dans une grande partie du titre foncier et Habitat (UAc1 ; UAa4) avec des voies projetées dans une partie
III	Le Jasmin 5	198418 Tunis	Lot I5 du lotissement AFH «Les Jasmins» sis à Gammarth, en face de la résidence du Golfe de Gammarth ouvrant sur la route amenant à la zone touristique	1 076 m²	Habitat Individuel Isolé COS 0,3 CUF 0,8 Hauteur 12 m R+2 avec un sous-sol

• Une (01) villa sise à Chott Mariem –Sousse:

Lot	Villa	Titre Foncier	Adresse /Emplacement	Descriptif/ Contenance	Sup. du bien	Sup. Couv.
IV	Myriam	14495 Sousse (20 489 m²)	Rue de la pharmacie, la route touristique, Chott Mariem – Tantana Sousse à 100 m de la plage et à proximité de l'hôtel «Résidence Folla Aqua Ressort»	Un bien contenant deux (02) constructions en R+2 partiel (298 m²+297 m²) avec des entrées indépendantes se compose chacune d'elles de trois (03) appartements, un patio central couvert, un garage et une terrasse couverte aménagée au 2ème étage (Ils ont subi des effets de dégradation)	412,5 m²	595 m² environ

• Deux (02) Appartements sis à El Manar–Arianaet à Jinene El Wassat – Monastir

Lot	Appt.	Titre Foncier	Adresse/descriptif	Situation	Type	Superficie
V	Ennajeh 15	1525 Ariana	Appartement n° 15, 3ème étage, Bloc D, Le complexe résidentiel «Ennajeh 2» Rue 7135, El Manar 2	Dans une résidence située à proximité du centre commercial « El Manar City »	S+2	99 m² environ y compris les parts communes et indivises revenant à l'appartement
VI	Jinene El Wasset 19	45702 Monastir	N° 221, 1er étage, Immeuble B, Jinene El Wassat, Edkhila-Monastir	Dans une résidence de standing gardée dans la zone touristique Edkhila Monastir et en face de l'aéroport international de Monastir Habib Bourguiba	S+2	103 m² environ y compris les parts communes et indivises revenant à l'appartement

• Deux (02)bâtiments et un (1) Duplex sis à Hammam Sousse :

Lot	Biens	Titre Foncier	Emplacement/Adresse	Descriptif	Sup.
VII	El Karam	Non immatriculé	N° 36 Rue Setif, la médina de Hammam Sousse, à 100 m de la rue Charles De Gaulle et à quelque minutes de la route ceintureP1	Le bien est bâti sur un terrain non immatriculé composé d'une Villa R+2 partiel, de quatre (04) annexes, d'une cuisine et de deux (02) terrasses découvertes	458 m² environ
VIII	El Amel	Non immatriculé	N°41, Rue 20 Mars, Hammam Sousse en face de l›école primaire 25 Juillet de Hammam Sousse et à 15 minutes de la zone touristique	Bâtiment couvre environ 85 m² composé d'un local commercial au rezde-chausse, un local résidentiel au 1er étage et une cage d'escalier couverte 10 m² environ menant vers la terrasse du 1er étage	185 m² environ
IX	El Ons	Non immatriculé	N°3, Impasse Haffouz, Rue Sahloul, Hammam Sousse, à proximité du lycée secondaire de Hammam Sousse et à quelques minutes de la route ceinture P1.	Un duplex S+1	40 m² environ

• **Un (01) Local commercial sis à El Manar 2- Ariana:**

Lot	Bien	Titre Foncier	Emplacement	Descriptif	Sup. Couv. du local commercial objet de la cession
X	**Ennajeh 68**	**1526 Ariana** (Titre mère)	Magasin n° 68 au rez-de-chaussée, Bloc C Le complexe résidentiel «Ennajeh 1» Rue Tahar Sfar, El Manar 2	Bien loué et exploité comme partie d'un salon de Thé situé dans une résidence composée d'un rez-de-chaussée commercial et de 03 étages résidentiels à El Manar 2	**18m²** environ

• **Deux (02) Terrains sis à Msaken-sousse et àEl Jem-Mahdia :**

Lot	Terrain	Titre Foncier	Emplacement	Superficie	Vocation
XI	Narjess	**119755 Sousse** 5 357 m²	Terrain clôturé (exploité comme dépôt de matériaux de construction) Situé sur le bord d'une rue à Bir Brahim et à 1 km du centre de la ville de M'saken	**1 510 m²** dans l'indivision	**- une partie zone agricole, - une partie emprise de l'Oued (ZNA DPH) et une autre partie Oued (Oued meleh- DPH) - et une partie voie projetée**
XII	Arij	**36780 Mahdia** 6 300 m²	La Route principale P1 menant vers la ville d›El Jem et à proximité de l›hôtel Club Kasr El Jem	**3 150 m²** dans l'indivision	**Agricole**

Les plans de situation sont disponibles sur le site www.gammarth-immobiliere.tn, ou directement au siège Social de la société ou à son bureau à Sousse.

Les biens objets de la cession seront cédés libres de tous droits ou hypothèques.

La vente porte sur **les biens immobiliers, meubles et équipements** dans l'état où ils se trouvent, à constater sur place par le soumissionnaire et ses conseillers sous sa propre responsabilité.

Les personnes intéressées par l'acquisition des biens immobiliers objets de la cession sont invitées à s'assurer le cas échéant de leurs vocations et de leurs situations auprès des autorités locales et des services techniques compétents avant de participer à la présente procédure de cession.
Toute personne physique ou morale désirant prendre part à un ou plusieurs lots du présent appel d'offres est autorisée à visiter les biens mis en vente. Les visites seront organisées sur rendez-vous durant la période allant du **15 Juillet au 21 Aout 2019**. Les candidats devront en formuler la demande de visite auprès de Gammarth Immobilière selon les conditions fixées dans le cahier des charges (C.C) et après retrait de ce dernier, aux heures ouvrables, contre le paiement de la somme non remboursable de centdinars (100 DT)en espèces ou par chèque au service financier de la société ou à son agence régionale sise en face du carrefour Sahloul-Sousse.

Les soumissionnaires feront parvenir leurs offres par voie postale, sous pli recommandé, par rapid-poste ou les déposer directement au bureau d'ordre de Gammarth Immobilière contre décharge. Les offres seront placées sous enveloppe extérieure fermée et scellée avec la mention :

Destinataire : Société Gammarth Immobilière

Adresse : Rue du Lac d'Annecy - Passage du Lac Malawi Immeuble Al Karama Holding Les berges du lac 1053 Tunis - Tunisie

Objet : Participation à l'Appel d'Offres n°16/2019

«A Ne Pas Ouvrir par le service du bureau d'ordre»

Cette enveloppe extérieure comportera les pièces administratives et financières de A à F énumérées dans l'art. 8 « contenus des offres » dont le cautionnement de participation selon les conditions figurant .

Au C.C est fixé forfaitairement à **Vingtmille Dinars (20 000 DT) pour chacun des lots I et II, Dix mille dinars (10 000 DT) pour chacun des lots III et IV et Cinque mille dinars (5000 DT) pour Chacun des lots de V à XII.**

La date limite de remise des offres est fixée au **Jeudi 22 Aout 2019 à 10H00,** le cachet du bureau d'ordre de G.I faisant foi. La séance publique d'ouverture des plis sera tenue le même jour à 10H30 au siège de la société en présence d'un huissier notaire, des soumissionnaires ou leurs représentants (munis d'une pièce d'identité et d'une procuration).

Les soumissionnaires demeurent liés par leurs soumissions pendant **cent quatre-vingt (180) jours** à compter du jour suivant la date limite de réception des offres.

Pour plus d'informations veuillez contacter le service commercial de la société ou son agence régionale (+216.71.960.100, +216.73.369.037 ou +216.98.910.000)

Billet

• Par Hédi Béhi

Béji Caïd Essebsi

Pourquoi avoir attendu sa mort ?

Le Tunisien est-il un schizophrène qui s'ignore? Aucun chef d'Etat tunisien n'aura été diabolisé autant de son vivant comme Béji Caïd Essebsi, vu traîner son honneur dans la boue, accusé de tous les maux, diffamé par les journaux sans le moindre égard pour ses fonctions, ni pour son âge et en même temps eu cette capacité de résilience face à l'adversité.

Pourquoi a-t-il fallu huit ans et sa mort pour que ses contempteurs se dédisent et, pour faire bonne mesure, tombent dans la flagornerie ?

Pourquoi a-t-il fallu huit ans et sa mort pour prendre conscience de l'inanité de nos tiraillements ?

Pourquoi avoir attendu huit ans et sa mort pour que les Tunisiens communient dans la même ferveur ?

Pourquoi avoir attendu huit ans et sa mort pour que les Tunisiens redécouvrent leur tunisianité ?

Pourquoi n'aimons-nous nos dirigeants qu'après leur disparition ?

Pourquoi sommes-nous le peuple de la démesure ?

Pourquoi n'aimons-nous pas notre pays ?

H.B.